ÉCHANGES

N° 152 — Eté 2015 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

Les cochons bretons, les déboires de la logistique et la dévaluation du yuan, p. 3

Grèce. Soixante jours plus tard. Et toujours plus sombrant dans la dette (2), p. 6 ◆ La grande illusion, p. 14
Portugal. Tout est calme sur le front de l'Ouest ?, p. 23

Dans les publications : Europe, p. 25

Etats-Unis. A **Baltimore**, la prochaine fois, le feu, p. 29 ◆ Manifestation antinucléaire devant l'Assemblée nationale du **Japon**, p. 37

Dans les publications : monde, p. 41

Correspondance. Ce qu'est Podemos, ce que nous sommes, p. 43 ◆ Retour à l'usine, p. 49 ◆ « Vivre différemment » ?, p. 50

Théorie. Pour une histoire de la lutte de classe depuis les débuts du capitalisme industriel, p. 51

Dans les publications : théorie, histoire... p. 56

Notes de lecture. « Lille en mai. Chroniques anarchistes », de Guy Ciancia, p. 63 ◆ « The Age of Acquiescence. The Life and Death of American Resistance to Organized Wealth and Power », de Steve Fraser, p.64

Cinéma. « Les Balles du 14 juillet 1953 », de David Kupferstein, p. 66

Liste de documents disponibles à Echanges, p.67

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net
BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com – http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé – http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo
leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin
☎ 02 98 44 41 01 – danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25 – lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er
☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1er
☎ 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1er
☎ 04 91 50 86 27

à Montreuil

La Parole errante/café-librairie Michèle Firk, 9 rue François-Debergue
michelefirk@riseup.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e
☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

Tarifs

◆ **La réflexion d'un camarade de Bretagne (lettre du 9 juillet 2015) selon laquelle « les tarifs postaux n'arrêtent pas d'augmenter », nous fait lancer un sondage auprès de nos lecteurs : faut-il augmenter le prix de l'abonnement annuel ? car cela devient effectivement serré.**
echanges.mouvement@laposte.net

LES COCHONS BRETONS, LES DÉBOIRES DE LA LOGISTIQUE ET LA DÉVALUATION DU YUAN

CE TEXTE SE VEUT l'amorce d'un débat sur les conséquences de la crise sur les structures du capitalisme d'aujourd'hui, structures élaborées au cours des dernières décennies et qui visaient globalement à accroître la part de plus-value extorquée aux travailleurs du monde entier. La complexité des diverses manifestations économiques, sociales et politiques de la crise masque quasi totalement le problème central du capitalisme, qui reste que le travailleur ne perçoit qu'une portion infime de la valeur qu'il a créée. Ce qui fait qu'à long terme, on a une accumulation de marchandises qui ne trouvent pas preneurs parce que la masse monétaire distribuée aux travailleurs est insuffisante pour les acquérir. D'autre part, avec la recherche effrénée d'une réduction des coûts de production, on assiste à une accumulation de capitaux qui ne trouvent pas à s'investir dans le secteur productif et s'envolent dans des spéculations innombrables (1).

Cette distorsion de base a été d'autant plus amplifiée qu'au cours des dernières décennies, le procès de production capitaliste et le cycle complet production-distribution-récupération de la valeur se sont restructurés, visant non seulement à réduire le plus possible les coûts de production, mais aussi à diminuer les prélèvements sur la plus-value originelle à toutes les étapes de la mise sur le marché de la marchandise.

C'est ainsi que le système à flux tendu s'est déployé, depuis l'entreprise elle-même dans la production de la marchandise, à toute la chaîne de transport de la marchandise, depuis le lieu de production jusqu'à l'étal du point de vente. L'ennemi devient le temps : le temps de transport, le temps de stockage, le temps de vente. En eux-mêmes, tous ces temps représentent une immobilisation de la marchandise (même lorsqu'elle se déplace) qui toujours a un coût, qui écorne la part de plus-value accaparée par l'entrepreneur capitaliste, mais qui ne sera récupérée que dans la vente finale. Plus cette récupération est proche du lieu de production (2), plus le capitaliste gagne, à la fois

(1) Il est difficile de décrire ici les interactions entre ces processus économiques et financiers. Chacun pourra se référer aux nombreux développements théoriques et notamment aux ouvrages de base du marxisme.

(2) Cette récupération de la plus-value se fait dans le pays de vente de la marchandise le plus souvent au profit d'un capitalisme dominant qui récolte ainsi, éventuellement élargi, le profit de ses investissements dans les pays de délocalisation à bas coût de production.

sur cette ponction de la plus-value et sur la récupération, ainsi que, éventuellement, sur l'accroissement du capital investi.

La chute de la consommation – le terme du processus de circulation de la marchandise et de récupération de la plus-value globale – entraîne une série de blocages en cascade de tout le flux de circulation jusqu'au lieu de production lui-même. Cette chute de la consommation, principalement dans les pays dits développés, s'est amorcée depuis plus de cinq années mais n'a touché que progressivement le secteur clé de la consommation des marchandises. Le système lui-même du flux tendu offre, comme toute structure, des résistances à toute transformation immédiate. Et en particulier, alors qu'il pourrait paraître facile de réduire le flux à la source même, la production de marchandise ne peut être stoppée immédiatement. Car d'une part le blocage terminal sur le lieu de vente met du temps à se répercuter dans toute la chaîne logistique et d'autre part, la production dépend elle-même d'une chaîne d'approvisionnement à flux tendu qui ne peut être stoppée sur l'heure (3).

Bien qu'il s'agisse ici d'une marchandise vivante, l'histoire présente des cochons bretons de Plérin illustre bien comment une chaîne de production peut se trouver bloquée par la chute de la consommation finale, avec des conséquences sociales et politiques sérieuses.

Peu importe de savoir comment cette restriction de consommation s'est amorcée, à partir de complexes imbrications politiques et économiques internationales, mais le blocage des importations russes de produits alimentaires de l'Union européenne (UE) a fait chuter de plus de 20 % les exportations européennes de porc. Du coup, le marché européen s'est trouvé engorgé, d'où une compétition accrue et une chute des prix. Les producteurs français, spécialement concentrés en Bretagne, particulièrement touchés par la baisse des prix acceptés dans les contrées plus productivistes de l'UE en raison d'une concentration plus importante, ont réagi dans un contexte économique et politique déjà peu brillant. L'intervention du gouvernement pour la fixation d'un prix plancher pouvait satisfaire les agriculteurs, mais pas les intermédiaires, industriels de la transformation qui pouvaient s'approvisionner sur le marché mondial à moindre coût. Ils ont donc cessé d'acheter les porcs bretons.

La production du porc « standardisé », pour satisfaire un ensemble de conditions à la fois techniques et alimentaires de la chaîne de conditionnement, fait que le produit doit être « parfait » à une date précise pour pouvoir être vendu à cette date. Toute la chaîne d'élevage, depuis la mise bas de la truie jusqu'au produit final, ce porc « parfait », correspond au flux tendu de l'usine et est programmée pour qu'il n'y ait ni arrêt ni accélération : seul compte le nombre de porcs que la capacité de l'établissement, c'est-à-dire sa surface financière, autorise. La vente régulière d'un nombre de porcs constant permet au producteur de payer l'ensemble des intrants et de se payer sa rémunération, c'est-à-dire tout ce qui assure le fonctionnement régulier de la chaîne de production. On peut comprendre que l'arrêt de la vente de la marchandise finale place l'agriculteur dans une situation impossible, avec un stock de porcs invendables parce qu'ils ne répondent plus aux stricts critères, sans argent pour payer les approvisionnements qui lui sont nécessaires,

(3) Tout le secteur productif économique est enserré dans un réseau de contrats d'approvisionnement depuis l'extraction des matières premières jusqu'au point de vente final de la marchandise qui mettent en jeu d'énormes intérêts financiers. En particulier, en cas de crise entrainant le non-respect d'un contrat quelconque il peut être difficile tant pour des raisons économiques que financières de rompre brusquement la circulation d'un produit quelconque (matière première, pièces détachées, etc.) qui continuent d'être livrées à un point de la chaîne flux tendu alors qu'elle ne sont plus nécessaires.

et devant l'impossibilité de stopper immédiatement le processus déjà programmé. C'est le même principe qui s'applique dans tout processus de production quel qu'il soit.

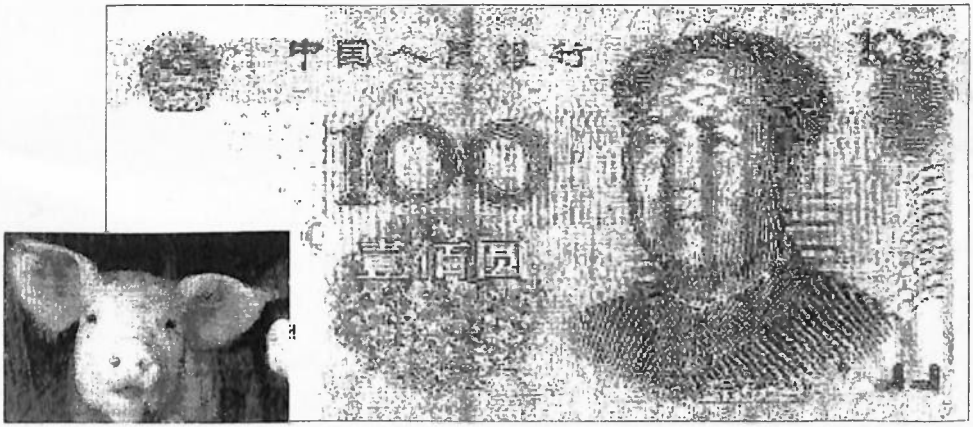
C'est le même phénomène que l'on constate aujourd'hui dans toute la chaîne de circulation de la marchandise, particulièrement dans tout ce qui vient du Sud-Est asiatique. Ce phénomène s'est aggravé encore en raison de toutes les politiques d'austérité qui réduisent les revenus disponibles. Un autre facteur encore obère cette organisation de la production et circulation de la marchandise : une partie de ce processus était alimenté par l'innovation, la création constante de nouveaux produits qui devaient être acheminés rapidement pour concurrencer et remplacer la production antérieure devenue obsolète. Si les cochons ne sont plus propices à la vente après quelques semaines, un produit peut tout autant devenir invendable parce que l'innovation a amené dans la chaîne logistique un autre produit du même ordre mais « plus moderne ».

Tous ces facteurs ont une incidence immédiate sur le prix de vente final des marchandises qu'il faut écouler à tout prix pour au moins récupérer une partie de la plus-value, éliminer le coût du stockage et de l'immobilisation du capital. D'où ce que l'on constate présentement : une réduction des prix. D'où la déflation et des mesures telles que, par exemple, en France, l'autorisation inscrite dans la « loi Macron » de faire des soldes toute l'année.

Finalement, la production doit être réduite dans des conditions qui peuvent être douloureuses pour l'entreprise, et avant tout pour les travailleurs qui risquent des réductions de salaire ou le licenciement. Effet pervers d'une situation qui réduit encore plus la capacité d'achat de la marchandise à un moment où elle devrait s'accroître. Dans des pays comme la Chine, dont l'économie vit pour une partie importante des exportations vers les pays dits développés, relancer les exportations devient vital, d'autant plus que la pression des luttes rend nécessaire une diminution du coût de la production. D'où la manipulation de la monnaie nationale qui réduit artificiellement le coût de la marchandise vers les pays importateurs. C'est le sens de la récente dévaluation de la monnaie chinoise.

Mais une telle mesure a d'autres conséquences : l'augmentation du coût des matières premières importées ; le bouleversement des relations financières internationales parmi d'autres. C'est ce qu'un article prochain tentera d'examiner au plus près.

H. S.



SOIXANTE JOURS PLUS TARD

ET TOUJOURS PLUS SOMBRANT DANS LA DETTE (II)

Suite du postscriptum à « La victoire de Syriza aux dernières élections générales en Grèce » *

CE REVIREMENT a entraîné maintes réactions au sein du gouvernement et du parti, mais également dans la base de Syriza qui, ces dernières années, avait été active dans les mouvements qui s'opposaient à la vente des biens publics (l'eau, par exemple). Cependant, il est clair que la faction capitaliste dominante et son personnel politique au sein de l'Eurozone n'ont aucune intention de renoncer à leurs stratégies principales, c'est-à-dire à la mise en œuvre de l'accumulation primitive. On ne devrait pas assimiler l'accumulation primitive uniquement à la forme classique de prolétarisation violente des populations rurales autrefois indépendantes. Elle implique également des formes d' « accumulation par dépossession », c'est-à-dire l'appropriation de capitaux délibérément dévalués, tels ceux des infrastructures et des entreprises appartenant à l'Etat, de capitaux fixes et de la terre par le biais de la mise en œuvre de programmes de dévaluation interne comme ce fut le cas au cours des cinq dernières années en Grèce (la liquidation même de ces biens aggrave à son tour la dévaluation, dans un cercle vicieux).

Investissement public : comme nous l'avons écrit plus haut, le gouvernement grec a accepté de rembourser la dette intégralement et en temps voulu, en dégageant d'importants surplus. A cet égard, il est vraiment comique de parler d'investissement public alors que les fonds ne seront pas disponibles. Ceci vaut également pour le financement de « l'économie sociale ». Seule une partie du pack « humanitaire » d'aide « à la croissance » de 2 milliards d'euros qu'a annoncé la Commission européenne le 20 mars sera utilisée pour aider les petites entreprises créées par des chômeurs.

Impôts - dépenses : la liste des mesures de réforme ne contient que de vagues mesures destinées à sévir contre l'évasion et la fraude fiscales. Mais il n'y a pas un mot au sujet des promesses que contenait le programme de Syriza de 2015, qui prévoyait de ne pas imposer le revenu des personnes physiques jusqu'à 12 000 euros, d'abolir la taxe sur la pro-

* Voir la première partie de ce texte dans *Echanges* n°151 (printemps 2015).

priété secondaire, sur le fioul et la taxe d'habitation imposée aux autoentrepreneurs. Au cours d'un entretien, le Dr. V. a déclaré que l'augmentation du revenu non imposable à hauteur de 12 000 euros sera mise en place progressivement à partir de 2015, mais que « la date à laquelle nous atteindrons les 12 000 euros dépendra de l'évolution de l'économie globale ».

Comme nous l'avons dit dans notre texte précédent, après 2012 Syriza avait seulement prévu de geler la réduction des dépenses sociales, tandis qu'à présent, et parmi d'autres choses, « les autorités grecques :

➤ réviseront et contrôleront leurs dépenses dans tous les secteurs des dépenses de l'Etat (par exemple l'éducation, la défense, le transport, le gouvernement local, les aides sociales) ;

➤ mettront en place une législation destinée à revoir les dépenses concernant les prestations sociales hors salaires (congés maladie, vacances, frais de déplacement, etc.) dans tout le secteur public ;

➤ ne valideront les prestations qu'après avoir effectué les contrôles nécessaires au sein des autorités de tutelle et des bureaux de l'état civil dans le but d'identifier les personnes non éligibles à ces prestations ;

➤ contrôleront les dépenses de santé et amélioreront l'offre et la qualité des soins médicaux, tout en accordant l'accès universel *[la quadrature du cercle ! NdTPTG]* Dans ce contexte, le gouvernement prévoit de présenter des propositions spécifiques en collaboration avec les institutions européennes et internationales, y compris l'OCDE. »

De toute manière, on ne peut pas dire qu'il s'agit de geler des dépenses, mais au contraire de poursuivre la réduction des dépenses sociales.

Salaires - relations sociales : la liste des mesures de réforme est très révélatrice de la politique des salaires et des relations sociales que le gouvernement de Syriza va adopter. Le dénigrement du pouvoir des travailleurs, qui a entraîné sa dévalorisation à la suite de cinq années consécutives de sévères mesures d'austérité, se poursuivra, mais de manière « intelligente ».

De fait, « la Grèce s'engage à :

➤ adopter les meilleures pratiques de l'UE choisies parmi l'éventail des législations du travail sur le marché en engageant un processus de négociations avec les partenaires sociaux tout en bénéficiant de l'expertise et des données existantes transmises par l'OIT et l'OCDE ainsi que de l'assistance technique disponible. »

Et comme nous le savons tous, les « meilleures pratiques de l'UE » impliquent la promotion et l'expansion du travail flexible, temporaire et précaire ainsi qu'une légitimation accrue du travail non rémunéré (par exemple les stages, etc.) ;

➤ « étendre et développer le projet actuel de procurer un emploi temporaire aux chômeurs, en accord avec les partenaires et lorsque la visibilité fiscale le permet et améliorer les programmes politiques du marché du travail dans le but d'actualiser les compétences des chômeurs de longue durée. »

Cette dernière mesure fait référence à des programmes de travail subventionnés pour les chômeurs d'une durée de cinq mois, actuellement assortis d'un salaire net de 427 euros pour les moins de 25 ans et de 490 euros pour les plus de 25 ans. Pendant la durée du programme et au bout de cinq mois, les chômeurs n'ont pas droit aux prestations chômage. Mais ce qui est incroyable, c'est que le gouvernement grec ait besoin de l'accord des « partenaires » pour étendre son programme de dévalorisation du pouvoir des travailleurs !

➤ « introduire une nouvelle méthode "intelligente" de négociations salariales collectives

qui harmonise les besoins de flexibilité et d'équité. Ceci inclut l'ambition de restructurer et à terme d'augmenter le salaire minimum de façon à sauvegarder la compétitivité et les perspectives d'emploi. La portée et la date des modifications du salaire minimum seront établies au cours d'une consultation avec les partenaires sociaux et les institutions européennes et internationales, y compris l'OIT, et tiendront pleinement compte de l'avis d'un nouvel organisme totalement indépendant afin de déterminer si les modifications des salaires sont conformes aux évolutions de la productivité et de la compétitivité. »

Ce texte est très explicite pour ce qui concerne la promesse de restauration des négociations collectives, qui avaient été abolies par les Mémorandums. Cette méthode « intelligente » fait directement référence à la prétendue flexi-sécurité, terme orwellien qui masque mal et travestit la dérégulation du marché du travail. Dans les faits, c'est une stratégie patronale bien connue qui vise à exploiter la classe ouvrière de manière plus efficace. Il n'est pas étonnant que la Commission européenne déclare que la flexi-sécurité est un élément essentiel dans les Directives pour l'emploi et la Stratégie européenne pour l'emploi.

D'autre part, la promesse de Syriza d'une restauration immédiate du salaire minimum à son niveau de 2009 (c'est-à-dire 751 euros de salaire brut) devient une « ambition » d'augmentation progressive dans des conditions spécifiques (compétitivité, perspectives d'emploi, évolution de la productivité). De fait, on estime qu'en fin de compte, le salaire minimum sera fixé à 751 euros brut en 2017, à condition bien sûr que la Troïka (c'est-à-dire les institutions européennes et internationales, selon la novlangue) donne son accord. Remarquons que la Grèce est le seul pays de l'UE qui ait vu baisser son salaire minimum nominal brut de 14 % entre 2008 et 2014 (de 794 euros à 684 euros), selon les derniers chiffres de l'Eurostat.

Prestations sociales : Syriza avait promis de rétablir l'indemnité de chômage à son niveau de 2009 (461 euros pour douze mois) et de l'étendre aux chômeurs de longue durée. Ces mesures sont absentes de la liste des mesures de réforme qui ne comportent, de fait, aucune référence aux indemnités de chômage. Il est important de faire remarquer ici que si le taux de chômage en Grèce s'élève à 25,8 %, seulement 8 % des chômeurs (ou environ 100 000 personnes sur 1,3 million) touchent les 360 euros d'indemnité.

D'autre part, le gouvernement grec a présenté comme une victoire le fait d'avoir réussi à inclure dans la liste quelques mesures destinées à traiter la « crise humanitaire » (autre expression orwellienne pour parler des conséquences de l'agression perpétrée sur la classe ouvrière) :

« Le gouvernement grec affirme qu'il prévoit de :

➤ traiter les besoins issus de la montée récente de la pauvreté absolue (accès insuffisant à la nourriture, au logement, aux services de santé et à la fourniture d'énergie de base) par le biais de mesures non financières très ciblées (par exemple des bons d'alimentation) ;

➤ évaluer le plan pilote de revenu minimum garanti en vue de l'étendre au pays tout entier ;

➤ s'assurer que sa lutte contre la crise humanitaire n'a pas d'impact fiscal négatif (11). »

(On insiste encore plus sur ce point.)

---

(11) C'est la dernière phrase de la « Liste des mesures de réforme » que le Dr.V. a soumise à l'Eurogroupe le 23 février. Un camarade de New York a fait cette remarque pertinente : « En lisant ça, Wolfgang Schäuble, la larme à l'œil, a envoyé un télégramme à un certain Dieter Kaufmann qui disait : Je suis Charlie. Tout est pardonné ! »
http//:thewolfatthedoor.blogspot.gr/2015/02/24-hours-late-and-240-billion-short.html

Le premier projet de loi proposé par le gouvernement inclut des mesures pour s'occuper de la « crise humanitaire ». Il prévoit la gratuité de l'électricité, des loyers subventionnés et des subventions alimentaires sous la forme de bons d'alimentation pour les familles sous le seuil de « l'extrême pauvreté». Ce seuil de l'« extrême pauvreté » ou plus exactement d'extrême misère, est de 4 800 euros de revenu annuel pour une famille moyenne de quatre personnes et de 6 000 euros pour les familles plus nombreuses. Le coût de ces mesures n'est que de 0,2 milliard d'euros (contre le 1,9 milliard d'euros promis par Syriza avant les élections) et le nombre de bénéficiaires ne dépasse pas 150 000 familles. Bien que les ministres des finances des autres pays de l'Eurozone, sous la houlette de Schäuble, aient dénoncé le fait que ces mesures constituent une « action unilatérale » et qu'elles soient donc refusées, le gouvernement est décidé à poursuivre son œuvre charitable et à rendre à « la victime un centième de ce qu'on a volé à son travail (12)».

En ce qui concerne le revenu minimum garanti, il s'agit clairement de consolider la pauvreté : ce revenu, accordé à un nombre limité de bénéficiaires par le gouvernement précédent, s'échelonne de 200 euros pour une personne seule à 500 euros pour une famille de 4 enfants. En pratique, il est annulé par d'autres prestations sociales. Par exemple, si une personne seule touche une indemnité de chômage de 360 euros, alors elle n'est pas éligible pour les 200 euros supplémentaires, au motif que les 360 euros excèdent le montant du revenu minimum garanti.

Pensions - retraites : d'après la liste des mesures de réforme, « la Grèce s'engage à poursuivre la modernisation de son régime de retraite ». Cela signifie que le gouvernement accepte toutes les réformes des retraites mises en œuvre par les Mémorandums des années précédentes. Cela inclut, entre autres, les diminutions du montant des retraites, l'augmentation de l'âge de départ à la retraite à 67 ans, l'abolition des treizième et quatorzième mois de pension, la réduction de la contribution de l'employeur, etc. En outre, il « éliminera les échappatoires et les incitations qui donnent lieu à un taux excessif de retraites anticipées dans toute les secteurs économiques et plus spécifiquement dans les secteurs public et bancaire » et il « fournira une assistance ciblée aux employés âgés de 50 à 65 ans, y compris par le biais du système du revenu de base garanti, afin d'éliminer toutes les pressions sociales et politiques qui favorisent le départ anticipé à la retraite et surcharge les fonds de pension ».

Il est évident que l'âge de départ à la retraite ne sera pas avancé, contrairement à ce qui avait été promis avant les élections. Au contraire, pour les travailleurs qui avaient droit à une retraite anticipée, l'âge de départ à la retraite sera repoussé ! Syriza veut également « resserrer le lien entre les contributions aux caisses de retraite et le revenu », ce qui signifie généralement le remplacement d'un système de répartition par un système d'assurance. Dans ce contexte, on ne peut

(12) F. Engels, *La Condition de la classe ouvrière en Angleterre*, chapitre 13.

qualifier que de charité trompeuse la promesse du nouveau gouvernement de rétablir (soi-disant) le treizième mois de pension pour ceux dont la retraite est inférieure à 700 euros.

Mais pour le moment, puisque la BCE n'autorise pas les banques grecques à accroître leur part sur la crise grecque (environ 11 milliards d'euros), comme nous l'avons déjà dit, Syriza vise les réserves des fonds de pension grecs et les autres institutions gouvernementales en général (par exemple, les administrations locales, les hôpitaux, le fonds qui gère les subventions agricoles, etc.) et tente de les réorienter par le biais d'émissions de l'Etat à court terme, dans le but de payer les intérêts de la dette (à cet effet, ils avaient besoin de la somme ahurissante de 7,3 milliards d'euros pour mars seulement et d'autant en avril, si l'on tient compte du refinancement à court terme de la dette, du remboursement au FMI et de la détention d'obligations). D'après les médias, environ 0,85 milliard d'euros (sur les 2,5 milliards d'euros des fonds de réserve) ont été « investis » jusqu'à présent dans une réorientation et ont ensuite été utilisés pour combler le déficit. Mais, et tant que les « institutions » tiennent fermés les robinets des principales liquidités (par exemple le Fonds de liquidités d'urgence [FLU]), il semble que ce moyen de prêt interne sera à nouveau utilisé par le nouveau gouvernement, comme l'a admis sans vergogne le journal affilié à Syriza (*Avgi*).

Emplois du secteur public : Tout d'abord, on a repoussé à une date ultérieure en 2015 l'annulation de 3 500 mises en chômage technique et de licenciements et ce chiffre sera déduit des 15 000 nouveaux recrutements inclus dans le budget de 2015 par le gouvernement précédent. Cette non-augmentation de la charge salariale du secteur public est prévue dans la liste des mesures de réforme. On maintiendra également le processus de « mobilité » des travailleurs établi par le précédent gouvernement. Deuxièmement, le gouvernement de Syriza est d'accord pour réformer la grille des salaires du secteur public d'une manière qui va approfondir les divisions entre les salariés du secteur public, en liant les salaires individuels aux performances et à la productivité individuelles. En outre, on intensifiera la concurrence entre les travailleurs par le biais de « nominations émanant de la direction et basées sur le mérite » et des « appréciations pour une évaluation authentique ».

Et ce n'est pas tout. Comme nous l'avons déjà dit, on réduira les indemnités hors salaires (indemnités de maladie, de congés, frais de déplacement, etc.) afin de « réduire la dépense globale ».

COURIR DEUX LIÈVRES À LA FOIS ET N'EN ATTRAPER AUCUN

On aurait pu penser que le compromis du nouveau gouvernement Syriza avec les maudits Mémorandums inspirerait confiance à ses « partenaires » et le rendrait impopulaire aux yeux de ses électeurs. Or, c'est tout le contraire, du moins pour l'instant !

Même s'il montrait à quel point il demeure désespérément euro-centriste, espérant en vain réformer un capitalisme qui s'entête à adopter des politiques de dévaluation comme unique remède de la crise de reproduction capitaliste, ses « partenaires de l'UE ne semblent pas lui faire confiance. Même après sa capitulation et en dépit des déclarations du Dr.V. en faveur d'un social-libéralisme humaniste (13), il reste une menace pour les factions dominantes européennes au sein de

(13) Le 13 mars, à Como en Italie, il a déclaré que « le gouvernement est prêt à différer la mise en œuvre de certaines promesses préélectorales et mesures de son programme qui visent ceux qui vivent au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté. »

la structure hiérarchique de l'UE, en raison de l'hétérogénéité de sa composition politique et de la pression éventuelle que pourraient exercer les aspirations sociales et financières des masses qui se sont tournées vers Syriza après cinq ans d'austérité brutale (14).

Ce n'est que parce qu'il bénéficie d'une tolérance temporaire que Syriza apparaît plus fort et mieux soutenu qu'auparavant, à la fois par la gauche et par la droite. La principale raison tangible de ce « soutien tolérant » envers le gouvernement de Syriza est le fait que la mise en œuvre des mesures d'austérité prévues en accord avec la Troïka a été annulée ou du moins reportée en juin. La liste des mesures reportées inclut des augmentations de TVA sur l'électricité, les médicaments, les tickets de transport, les livres, les hôtels, etc. ; une baisse des salaires des travailleurs récemment recrutés dans le secteur public ; la suppression d'une allocation substantielle au bénéfice des retraités qui ont un faible revenu ; une augmentation du nombre d'années requis pour prendre sa retraite qui passerait de quinze à vingt ans ; l'introduction de critères plus rigoureux pour accéder au système de négociation de la dette pour retard de paiement de l'impôt, d'autres baisses du montant des retraites, etc. En outre, la majorité des gens espère encore que, même si Syriza va jusqu'au bout du compromis, ses mesures ne seront pas aussi dures que celles qu'aurait adoptées le gouvernement précédent en cas de réélection.

Dans la mesure où l'idéologie est une force matérielle, il importe également que Syriza soit toujours perçu par « l'opinion publique » comme un gouvernement qui négocie vraiment avec ses créditeurs dans des conditions plus avantageuses pour la « nation grecque », contrairement aux précédents gouvernements de la Nouvelle Démocratie et du Pasok, que beaucoup voient comme des agents des intérêts allemands. Assurément, la classe ouvrière grecque et plus largement la société grecque sont majoritairement nationalistes, comme bien sûr les Allemands.

Le gouvernement a axé sa communication sur cinq autres mesures spécifiques et concrètes qui contribuent à maintenir ce soutien méfiant :

➤ l'annulation du système précédent d'évaluation des travailleurs de l'Etat et des fonctionnaires qui liait les licenciements à la performance et à la productivité, et l'assouplissement des mesures disciplinaires imposées par les gouvernements précédents ;

➤ l'aménagement des examens de fin d'année dans l'éducation secondaire et la promesse d'abolition de la législation qui permet d'exclure de l'université les étudiants n'ayant pas obtenu de licence au bout de deux ans d'études. En outre, Syriza promet de supprimer certains points de la loi passée en 2011 qui promouvait la mainmise de l'entreprenariat sur les universités ;

➤ la nouvelle loi pour la réouverture de la Radiodiffusion nationale (ERT) qui réintègrera tous les travailleurs licenciés – sauf les consultants spéciaux et les employés qui ont pris leur retraite anticipée – et rouvrira les radios et chaînes de télévision fermées sans augmenter la redevance, comprise dans la facture d'électricité. En outre, le gouvernement promet d'en

(14) C'est ce qui explique pourquoi l'Etat impérialiste allemand et ses médias ont maltraité le Dr.V. au point de l'accuser d'être antisémite et d'exprimer de l'empathie pour les terroristes palestiniens qui se font exploser. Il ne s'agit pas d'un incident isolé, car « antisémitisme structurel », et même « antisémitisme gauchiste », sont les accusations habituelles que brandissent l'Etat allemand et ses médias, du *Die Welt* de droite au *Jungle World* de gauche, chaque fois qu'ils veulent dénoncer quelqu'un dans le but de le démolir. Selon ces théories officielles, des Etats comme la Grèce jouent à un jeu post-colonial de défense des opprimés tandis que les créditeurs fonctionnent comme à l'accoutumée et désirent seulement qu'on « leur rende leur argent ».

exempter les consommateurs soumis aux prétendus « tarifs sociaux » de l'électricité (c'est-à-dire sur des critères de bas revenus) ;

➤ la promesse que le nouveau système d'imposition sera plus coûteux pour les riches et que les règles pour la négociation des retards de paiement de l'impôt seront plus indulgentes ;

➤ la promesse d'une extension des Mémorandums (rebaptisés « programme ») de seulement quatre mois.

On peut ajouter d'autres mesures :

➤ la libération progressive des réfugiés et immigrants sans papiers de centres de rétention : dès le 23 mars, le nombre d'immigrants détenus était passé à 1 371, c'est-à-dire une réduction de 70 % par rapport à leur nombre au 17 février (environ 4 500) :

➤ l'annonce de la réforme du système pénal qui inclut l'abolition d'un nouveau genre de centre de détention de haute sécurité (les prisons de type C), la libération sur parole pour les mineurs de 15 à 18 ans, à l'exception de ceux condamnés à la prison à vie, des mesures spécifiques pour les malades emprisonnés, les personnes âgées et les handicapés qui conduiraient à des libérations sur parole plus rapides, des mesures spéciales pour les drogués impliquant des programmes de réhabilitation plutôt que l'enfermement (15) ;

➤ maintien de l'ordre modéré pendant les manifs (pour la première fois ces dernières années, le 26 février, les anarchistes ont pu prendre tout leur temps pour casser tout ce qu'ils voulaient pendant une manif antigouvernementale tandis que la police se tenait à distance) et pendant les occupations d'universités, de la direction de Syriza et des stations de radio, du moins pour le moment (16).

Ces trois évolutions récentes ont provoqué la confusion parmi ce qui reste de militants des cycles de luttes précédents (2006-2012).

Il faut y ajouter le procès *[ouvert le 20 avril]* de membres importants d'Aube Dorée (GD), et leur condamnation probable, voire certaine *[mi-août, le verdict de ce procès qui risque de durer n'a pas été prononcé. NDE]*. Parce qu'une partie du mouvement en est encore à des attaques de pure forme à l'encontre de « l'Etat fasciste/totalitaire grec et de la société grecque tout d'un bloc » *[sic]*, les autres antifascistes ont publié des communiqués pro-Syriza dénonçant le noyau fasciste au sein de l'appareil d'Etat (par exemple la police) que le nouveau gouvernement n'est pas censé pouvoir contrôler. Un scénario antifasciste que beaucoup de gens partagent va même plus loin : l'extrême droite, les néonazis et les capitalistes importants attendent l'occasion de renverser Syriza, même à l'aide d'un coup d'Etat militaire !

Toutefois, servir deux maîtres est une situation particulière qui ne durera pas longtemps. Le même Dr Millios, dont nous parlions dans notre texte précédent *[« Syriza et*

(15) Hormis les nuances politiques (évidentes) que peuvent comporter de telles réformes, il faut aussi tenir compte de leurs conséquences fiscales directes : en ciblant la surpopulation carcérale (la Grèce a l'un des taux les plus élevés d'occupation en Europe, voir : region taxonomy tid=14), ce genre de réforme du code pénal a également pour but de réduire le coût financier que représente le confinement d'une partie de la population surnuméraire. Ce point de vue montre sous un nouveau jour la tentative de Syriza de promouvoir, sinon de récupérer, les structures de « l'économie sociale » populaire.

(16) Cette dernière manifestation a eu lieu en solidarité avec une grève de la faim au cours de la lutte des prisonniers politiques contre les quartiers de haute sécurité de type C et la législation antiterroriste. Si la police persiste dans cette attitude, la Grèce pourrait devenir l'endroit idéal en Europe pour que les docteurs Drury et Stott mettent en pratique leur Maintien de l'ordre basé sur la connaissance selon leur modèle d'élaboration de l'identité sociale.
Voir nos deux lettres ouvertes : http://www.tapaidiatisgalarias.org/?page id=105.

sa victoire aux élections générales en Grèce », Echanges *n° 150 [hiver 2014-2015])*, ayant abandonné depuis longtemps sa version maoïste de la théorie de la communisation, déplore désormais l'abandon du programme de parti modéré qu'il avait établi en septembre 2014. Il pense aussi que les électeurs pourraient à nouveau avoir une vision négative de la politique et cela l'inquiète : « Quoi qu'ils promettent, ne croyez pas les hommes politiques ; c'est leur métier de mentir pour conquérir le pouvoir. » Suite à sa critique de l'accord du 20 février, il a dû récemment démissionner de la direction du think tank d'économie politique du parti (17).

Il est plutôt douteux qu'à partir de maintenant Syriza puisse continuer à récupérer les luttes populaires et à les rattacher à ses structures de contrôle. Récupérer les luttes signifie être capable de les coopter et de répondre, aux moins en partie, à leurs exigences. Comme le disaient autrefois les situationnistes : « Est récupéré qui veut bien. » A mesure que le temps passe, un nombre de moins en moins important de collectivités souhaiteront être rattachées aux structures d'un parti qui ne souhaite pas (ou ne peut pas se prétendre capable de) satisfaire leurs exigences.

Ce qu'espèrent le Dr.V. et son collègue Jamie Galbraith, à savoir « que d'ici un an, le paysage politique de l'Europe sera peut-être très différent de ce qu'il paraît être aujourd'hui », et que ceci pourrait mener à des politiques de keynésianisme à petite échelle, n'est absolument pas réaliste pour le moment. Mais, ce qui n'est pas moindre, cette futurologie optimiste sert de justification à la poursuite de la mise en œuvre des politiques d'austérité ici et maintenant. Cette attitude politique nous avertit qu'il est dangereux d'insister sur les « menaces de quelque sorte que ce soit » à l'égard de la bureaucratie européenne, cela pourrait nous aliéner nos « partenaires » et détruire « notre maison commune, l'Europe ». C'est sur ce terrain que va se jouer la nouvelle « théorie des deux extrêmes » : au sein de l'Eurozone, soit tous les Etats-nations observent scrupuleusement les mesures d'austérité sous les ordres de la faction euromercantile capitaliste des Etats-membres du « Nord européen », soit le monstre à deux têtes de l'extrême gauche anti-impérialiste/nationaliste et de l'extrême droite nationaliste menacera l'unité de l'Europe.

---

(17) Le docteur Millios n'est pas le seul théoricien de la communisation au sein de Syriza qui ait abandonné sa théorie de la destruction de la loi de la valeur. Woland en est un autre, (ex ?) membre de Blaumachen et *Sic*. Après plusieurs années passées à imaginer d'amusantes théories à propos de « l'ère des insurrections » et de l'émergence d'un nouveau (non-)sujet révolutionnaire, Woland a désormais trouvé quelque chose de plus intéressant à faire : il est devenu secrétaire général du ministère de l'Economie, des Infrastructures, du Transport maritime et du Tourisme, directeur de la banque de commerce et de développement de la Mer noire et gouverneur en alternance de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Parmi ses nombreuses obligations, il doit trouver pour le gouvernement la bonne proportion de biens publics par rapport aux privatisations, de droits des travailleurs par rapport aux investissements capitalistes. Et il y a autre chose, qui a son importance ici. Nombre de cadres supérieurs de Syriza, nommés secrétaires généraux ou chefs du conseil dans les ministères, ont autrefois activement participé aux mouvements sociaux. En tant que tels, non seulement ils possèdent une connaissance et une compréhension approfondie du mouvement et de ses pratiques, mais ils pourraient également faire usage de leurs canaux de communication directe (ou indirecte) : depuis la simple acquisition de l'information interne jusqu'au déploiement des moyens (nécessaires) de médiation, encore plus profondément au sein du milieu anti-autoritaire et du mouvement en général.
Pour n'en donner qu'un exemple, le système clientéliste traditionnel continue à se reproduire en intégrant en partie les réseaux de la contre-culture, de la contre-politique et les autres réseaux sociaux informels.
D'autres documents concernent la « mutation » dudit docteur émanant tant des milieux critiques de la communisation que des communisateurs eux-mêmes. *Echanges* peut en adresser la copie à tout intéressé.

Ainsi, « fermez-la et serrez-vous la ceinture, sinon nous sombrerons tous dans la barbarie ! »

Seul un nouveau mouvement prolétarien insurrectionnel et conscient de soi capable d'imposer à l'Etat capitaliste les besoins et les intérêts du prolétariat au niveau européen peut contester à la fois l'austérité et l'idéologie de panique morale. Assurément, ce n'est pas le cas d'un gouvernement de gauche qui s'est imposé sur la base du recul, de la défaite ou de la récupération des luttes sociales de classe précédentes et qui par-dessus le marché ne souhaite pas sacrifier ses pratiques eurocentristes pour son keynésianisme de gauche théorique. Qui ne souhaite pas non plus sacrifier la moindre faction de la classe dirigeante grecque. Celle-ci est piégée par une contradiction insoluble : d'une part, en se soumettant à la protection des pouvoirs néolibéraux/néo mercantiles hégémoniques de l'Eurozone, elle a réussi à soumettre la classe ouvrière à la discipline du travail et à la réduction des salaires. D'autre part, l'idéologie ridicule de « l'expansion contractée » en Europe, c'est-à-dire la politique d'austérité permanente, particulièrement celle qui est mise en œuvre sous sa forme extrême en Grèce, a entraîné une dévaluation désastreuse du capital social total et la réduction de la demande domestique privée et du PIB dont il semble impossible de sortir.

En outre, la lutte contre le nationalisme de gauche comme de droite est vitale pour le mouvement prolétarien, nationalisme que le terrorisme de la dette supranationale renforce. En Grèce, le nationalisme n'est pas sécessionniste, mais il nous empêche, néanmoins de réfléchir aux raisons de l'échec de nos luttes passées contre l'austérité.

TPTG, mars 2015

(traduit de l'anglais par A. G.)

LA GRANDE ILLUSION

DANS UN ARTICLE PRÉSENTÉ EN MAI 2015 LORS du premier des meetings publics que nous avons organisés sur la gestion par la gauche de l'Etat capitaliste, sur les politiques de récupération et sur ce que nous pouvons faire pour satisfaire nos besoins sociaux de prolétaires, nous écrivions que « l'ennuyeux spectacle des "négociations" de l'Etat grec avec les "partenaires" européens et les réformes intentionnelles partielles introduites par le gouvernement de Syriza avaient fonctionné comme la pilule bleue de l'hibernation (1), une pilule qui avait été avalée par une large part du prolétariat et du mouvement contre une violente dévaluation intérieure. Mais dans le désert du réel, l'état des choses se montrait clairement pour ceux qui osaient regarder les choses en face : les seules négociations qui prennent place présentement sont celles qui se déroulent entre les dirigeants et la base de Syriza, avec les dirigeants tentant de convaincre la base d'accepter le nouveau mémorandum et le paiement de la dette. »

(1) Allusion au film *Matrix* dans lequel le héros doit choisir entre une pilule rouge qui lui permettra de « voir la réalité telle qu'elle est » ou une pilule bleue qui lui fera « connaître un bonheur artificiel ».

En juin, il était évident que la tactique de Syriza consistant à « chasser deux lièvres à la fois (et n'en attraper aucun) » que nous avions décrit dans « Soixante jours plus tard et toujours plus sombrant dans la dette » (2) ne pouvait plus durer, pas plus que le report de l'application des mesures d'austérité ayant fait l'objet en février 2015 d'un accord entre, d'une part le précédent gouvernement et Syriza, d'autre part la Troïka (BCE, FMI et Commission européenne). Quand la Troïka décida de mettre fin au spectacle des « négociations » en avançant le 25 juin la proposition « à prendre ou à laisser », le Premier ministre grec Alexis Tsipras annonça un référendum qui se tiendrait le 5 juillet, les citoyens grecs devant approuver ou rejeter cette proposition.

On doit relever quelques éléments des propositions qui furent émises par les Grecs et la Troïka avant l'annonce du référendum. Au cours des « négociations » de juin sur un nouveau prêt du Mécanisme européen de stabilité (MES), le gouvernement grec avait adressé à la Troïka une proposition de 47 pages comprenant un certain nombre de mesures drastiques d'austérité et de réformes. Le 22 juin, après quelques séances de négociation, le gouvernement grec avait envoyé à la Troïka une proposition plus concrète, qui comportait des mesures d'austérité pour 8 milliards d'euros. Cette proposition ne fut pas acceptée par la Troïka qui à son tour fit au gouvernement grec une nouvelle proposition (qu'on a appelée la « proposition Junker »). Cette dernière proposition fut présentée comme un ultimatum : si elle n'était pas acceptée par le gouvernement grec, alors le « grexit » (la sortie de la Grèce de la zone euro) devenait inévitable. La vérité était que la proposition du gouvernement grec ne différait pas sensiblement de celle de la Troïka, la principale différence résidant dans la restructuration de la dette. Elle présentait aussi d'autres différences mineures sur des sujets spécifiques, par exemple la période d'application de certaines dispositions (le gouvernement grec voulant différer la mise en œuvre de quelques mesures concernant la réduction des retraites), la libéralisation des licenciements collectifs– proposition que le gouvernement grec rejetait –, ou la privatisation de l'Opérateur indépendant de transport d'énergie (OITE, en grec Admie), dont le gouvernement grec ne voulait pas non plus. Pourtant les deux propositions prenaient la même direction politique, la poursuite de l'austérité, la diminution du salaire réel avec l'augmentation de la TVA, la réduction des retraites, l'élévation de l'âge de la retraite, des diminutions de salaires dans le secteur public, des restructurations futures dans les relations de travail, les privatisations, etc.

Le 27 juin, quatre jours après l'annonce du référendum, Tsipras fit une nouvelle proposition à la Troïka, demandant un nouveau prêt du MES et acceptant presque entièrement la « proposition Juncker ». Cette nouvelle proposition fut rejetée par la Troïka. De sorte que le référendum qui se tint cinq jours plus tard ne concernait réellement que le point d'accepter ou non une proposition que le gouvernement grec avait déjà acceptée.

Pourtant, pour des raisons de relations entre les partis, cette prise de risque hautement politique était absolument cruciale pour les dirigeants de Syriza. Ceux-ci savaient qu'ils n'avaient aucun espoir de convaincre les députés du parti de voter cet accord ultime ou même la propre proposition du gouvernement, sauf à décréter in extremis l'« état d'urgence». Et c'est ce qui arriva après l'annonce du référendum. Les banques furent fermées et le contrôle des capitaux fut appliqué. Le mouvement de classe moyenne YES (à tout mémorandum), un mouvement créé en juin par les partis de droite Nouvelle Démocratie, Pasok et

(2) Voir *Echanges* n° 151 (printemps 2015) et ci-dessus p. 10.

Potami, et encouragé par un Syriza timide, eurocentriste, néo-libéral-au-visage-humain, qui avait pris le train en marche. Contrôlant la plupart des médias, ce mouvement entama une propagande guerrière, hystérique en faveur du OUI, interprétant faussement le référendum de façon consciente, comme s'il devait décider si oui ou non la Grèce devait ou non rester dans l'Union européenne. Cette propagande eut un effet contraire : même les supporteurs du Parti communiste de Grèce (KKE) rejetèrent les consignes de leur parti pour fausser le vote et ne pas tomber dans le « faux dilemme » du référendum, et votèrent NON.

Le nouvel accord (qui devait conduire au troisième mémorandum) qui fut finalement conclu après le référendum est bien pire que les propositions émises auparavant (3). Il est impossible de savoir exactement ce qui s'est déroulé dans les coulisses dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 juillet. Pas plus que ce qu'il s'est passé le lendemain quand un gouvernement d'« unité nationale » fut formé, conduisant à la démission des hauts dirigeants des ministères des finances et de l'économie comme Varoufakis, Manousakis (Woland) et Valavani. Mais ce que nous savons, c'est que la bourgeoisie locale autant que les capitalistes internationaux étaient tous deux embarrassés par le résultat du référendum. Le véritable sens du NON était que 62 % des votants rejetaient sans crainte la mise en œuvre de tout mémorandum et que le gouvernement de Syriza était déterminé à laisser de côté la gêne qu'il éprouvait de ce résultat et à poursuivre la politique de dévaluation interne alignée sur la politique dominante de l'austérité européenne.

Il était pour le moins ironique que non seulement la fermeture des banques, le contrôle des capitaux et le terrorisme du « grexit », exploités par les Européens et les propagandistes locaux (politiciens, journalistes, intellectuels d'Etat), mais aussi le résultat du référendum, aient mené à la nécessaire légitimation de Tsipras et de son gouvernement pour mettre en œuvre le troisième référendum et poursuivre la dévaluation du pouvoir des travailleurs au profit du capital local et européen. Le référendum apparaissait comme un test de tension pour savoir si la base électorale de Syriza croyait encore passivement aux « bonnes intentions » du gouvernement. Le pourcentage plus important que prévu de votes NON venant principalement de la classe ouvrière signifiait seulement que les dirigeants de Syriza devait intensifier la propagande concernant leur image de « bon parti de gauche », qui faisait tout ce qu'il pouvait pour éviter de signer un nouveau mémorandum mais s'en trouvait malheureusement empêché face à l'intransigeance des pouvoirs supérieurs.

La polarisation créée entre d'un côté l'hystérie des médias de masse contre le non et de l'autre l'évolution de la base électorale de Syriza, la gauche extra-parlementaire et une partie du milieu anti-autoritaire soutenant le NON, atteignit un sommet avec ce qui survenait : le NON dévastateur était réellement le point culminant, la fin plutôt que le début d'une protestation conduite par le gouvernement, qui avait

(3) Quoique tous les détails du nouvel accord ne soient pas encore finalisés [au moment où nous écrivons], il est clair que Syriza est tombé d'accord avec un programme d'austérité de trois ans en contrepartie d'un prêt de 86 milliards d'euros. De cet emprunt de taille, 80 milliards seront utilisés pour la recapitalisation des banques et le service de la dette, et le reste – 6 milliards d'euros – pour la dette de l'administration publique envers le secteur privé (par exemple l'équipement hospitalier et les fournisseurs de drogues, etc.).

épuisé l'énergie de beaucoup dans la lutte contre la politique de dévaluation. Cette polarisation avait aussi jeté un voile sur les développements conduisant à l'opposé du résultat du référendum : comme on le sait, le lendemain matin le premier ministre rencontra les autres leaders politiques pour former cet informel gouvernement d'« union nationale », pour aider à imposer le nouveau mémorandum. La démission de Varoufakis et du leader de l'aile droite du parti aidèrent à ouvrir la voie à ce nouvel alignement.

Avant d'entrer dans l'analyse des mesures de cette nouvelle attaque contre la classe ouvrière, qui était incluse dans les prétendues « actions prioritaires » exigées par les créanciers pour reprendre les « négociations » sur un nouveau programme, nous voulons résumer brièvement les résultats les plus importants de la politique de dévaluation imposée par le précédent Programme d'ajustement structurel (PAS) (4), connu aussi sous le nom de « memorandum » :

◆ diminution de 30 % du PIB et de 65 % des investissements ;

◆ destruction de 25 % des petits capitalistes et des entreprises familiales (en valeur absolue la disparition de plus de 300 000 unités de production) ;

◆ dérégulation du marché du travail avec l'annulation de fait des contrats sectoriels d'emploi et l'abolition de tout accord collectif pour la détermination du salaire minimum ;

◆ réduction par décret de 22 % du salaire minimum, de 20 % du coût unitaire du travail et de 50 % du pouvoir d'achat des salariés ;

◆ expansion du travail précaire : l'emploi à temps partiel est passé de 6,50 % à 11,5 % du total de l'emploi. La plupart des nouveaux emplois sont à temps partiel (89,3 % au dernier trimestre de 2014) ;

◆ violation étendue de la législation du travail par les patrons, par exemple, heures supplémentaires non payées et paiement des salaires retardés ;

◆ retraites inférieures à 1 000 euros réduites de 16,9 %. Les retraites plus élevées de 48 % ;

◆ taux de chômage passé de 7,7 % en 2009 à plus de 26 %. En valeur absolue ce dernier chiffre correspond à la disparition d'un million d'emplois. Début 2011, le nombre total des chômeurs et prolétaires sans travail a dépassé le nombre de ceux ayant un emploi, la différence atteignant 1 million courant 2012 ;

◆ augmentation importante des taxes directes et indirectes concernant la classe ouvrière. En particulier pour les foyers les plus pauvres l'augmentation a été pharamineuse, atteignant 340 % tout compris, impôt sur le revenu et taxes sur la propriété ;

◆ concernant notre salaire indirect, les dépenses sociales ont diminué depuis 2009, de 35,6 % pour l'éducation, de 38 % pour la santé ;

◆ presque 40 % de la population totale (20 % employés à plein temps, 37 % en auto-emploi et 52 % à temps partiel *[=109%, sic. NDE]*) sont en dessous ou près du prétendu « seuil de pauvreté » ;

◆ le revenu des 10 % les plus pauvres de la po-

(4) Deux des nombreux Programmes d'ajustement structurel (PAS) ont été brutalement lancés contre le prolétariat global au cours des années. On doit mentionner que certaines réformes que la Troïka a tenté avec persistance d'imposer au prolétariat grec ont été une simple copie des PAS antérieurs. Le dernier représente la réponse notoire à la prétendue « crise de la dette » et aux luttes de classe locales des années 1980, lorsque bien des pays d'Afrique et d'Amérique ne purent régler leurs dettes, en conséquence des fluctuations extrêmes du prix de pétrole. Les PAS furent élaborés par les technocrates du FMI et mis en œuvre par les capitalistes locaux, ceux qui ont, après tout, lié leur pays au flot international de la suraccumulation de capital au moyen d'émission d'obligations d'Etat, qui étaient alors utilisées pour financer l'expansion capitaliste et moderniser les régimes locaux d'accumulation. C'était, et c'est encore, à travers l'application de ces PAS que l'utilisation directe de la force militaire par les « centres » impérialistes contre les colonies d'alors de la « périphérie » a été dissimulée et transformée en utilisation indirecte de la force financière contre les (actuelles) ex-colonies, sous prétexte de « crise souveraine de la dette ».

pulation a été réduit de 86 %, celui des 30 % les plus riches de seulement 17 % à 20 %.

BRÈVE DESCRIPTION DES MESURES INITIALES DE LA PHASE NOUVELLE DE L'ATTAQUE DU CAPITAL

Les mesures initiales du nouveau programme ont été codifiées comme « actions prioritaires pour engager les négociations » ; elles concernent cinq champs spécifiques dans le contexte d'une attaque générale contre la classe ouvrière : 1) taxation, 2) salaires sur le marché du travail, 3) changement du code de procédure civile en faveur des banques par exemple facilitant les saisies) ,4) retraites et 5) accumulation par expropriation (accumulation primitive continue).

1. Système de taxation - dépenses de l'Etat

◆ Augmentation du taux de la TVA pour un grand nombre de produits de première nécessité de 13 % à 23 % (ce taux était de 9 % avant 2009) : café, thé, sucre, chocolat, biscuits, conserves en boîte, légumes, veau et un grand nombre d'autres produits. On estime que si l'augmentation de la TVA passe dans le prix des produits et que le niveau de consommation de 2015 reste le même que celui de 2014, le fardeau additionnel moyen annuel pour chaque foyer atteindra 157euros ;

◆ augmentation du taux de TVA, là aussi de 13 % à 23 %, pour les transports publics (bus et bateaux, taxis...), les hôtels, les restaurants et traiteurs, les écoles de langues ;

◆ suppression de 30 % de la réduction de taxe dans les îles ;

◆ augmentation de la prétendue « surtaxe de solidarité » pour les revenus supérieurs à 30 000 euros, alors qu'elle reste au même taux pour les petits revenus ;

◆ maintien au même niveau, au moins pour 2015 et 2016, de la taxe sur la propriété (ENFIA) que Syriza avait promis d'abolir ;

◆ réduction de 50 % des dépenses de l'Etat pour une allocation de chauffage ;

◆ augmentation importante de la taxe sur les fermiers et suppression de subventions diverses. On doit noter que les mesures touchant les fermiers – sauf l'augmentation de la TVA sur les engrais, la nourriture pour le bétail et divers insecticides et pesticides, etc. – ont été différées jusqu'en septembre en raison des craintes de défection dans les votes au Parlement, pas seulement dans l'« opposition de gauche » au sein de Syriza, mais aussi de Nouvelle Démocratie et du Pasok, partis qui soutiennent habituellement Syriza pour le vote des nouvelles réformes.

2. Salaires et relations de travail

◆ « Revue et modernisation des procédures de licenciement collectif, des actions sociales et des discussions collectives prenant en compte les meilleures pratiques observées ailleurs en Europe », c'est-à-dire abolir des restrictions sur les licenciements collectifs, rendre les grèves plus difficiles et autoriser le lock-out comme réponse à la grève, déréguler la législation des discussions collectives ;

◆ dépolitisation de l'administration publique, c'est-à-dire limitation du droit de grève, des activités syndicales et de la participation syndicale à la gestion du secteur public ;

◆ réduction supplémentaire du coût de l'administration publique en conformité au plan établi avec les créanciers, c'est-à-dire réduction des salaires, nouveau train de licenciements, etc. ;

◆ retrait de la législation qui avait été introduite pour contrer les effets du mémorandum précédent (c'est-à-dire retrait de la réouverture d'ERT [la radio-télévision publique], de la réembauche des agents du nettoyage, des enseignants et du personnel administratif de l'université et de l'introduction d'équivalents compensatoires) ;

◆ abolition du dimanche férié pour les commerces de détail pendant toute l'année et « libéralisation » de la période des soldes (c'est-à-dire autorisation aux boutiques de lancer des soldes quand elles le veulent). Cette mesure spécifique vise à promouvoir une concentration du capital par la destruction du petit commerce. Elle permet aussi la concentration dans toute la sphère de la circulation (logistique et transport) et dans la production agricole ;

◆ ouverture des professions réglementées (ingénieurs, notaires, pharmaciens, huissiers) et « libéralisation » des locations pour touristes et des transports par ferry ;

◆ « libéralisation » des licences de transport par camion, de la production des boissons et de l'alcool, des pharmacies, des laiteries et boulangeries, et des points de vente des produits pharmaceutiques hors prescription.

3. Code de procédure civile

◆ Le code doit être modifié pour rendre les expulsions et saisies plus rapides et plus faciles même pour la résidence principale d'un débiteur. Le prix minimum d'enchère sera défini en fonction du prix du marché (qui diminue rapidement depuis 2009) et un discount de 50 % sera appliqué si la première enchère n'a donné aucun résultat ;

◆ en cas de faillite d'une entreprise capitaliste, le remboursement aux banques sera prioritaire devant les dettes de salaire ou aux organismes de sécurité sociale et pour les impôts et taxes. On doit noter que ces modifications dans le code de procédure civile ont été rejetées en novembre 2014 par les avocats à une majorité de 94 % lors d'un référendum tenu au barreau d'Athènes, mais il semble qu'un référendum n'a plus aucun sens en Grèce.

4. Système des retraites

Les « conditions préalables » pour le système de retraite – qui font partie des mesures de la réforme actuelle, déjà prévues pour être approuvées au plus tard à l'automne et qui doivent être considérées comme la suite des réformes précédentes (comme la « réforme Giannisti » de 2001 ou la « réforme Loverdos » de 2012) – comprennent :

◆ l'âge de la retraite porté à 67 ans ;

◆ l'unification des fonds de pension (initialement prévu seulement pour les retraites complémentaires) et l'ajustement à la baisse qui s'ensuit des retraites complémentaires, avec l'application de la condition de zéro déficit ;

◆ l'abolition graduelle du fonds de solidarité subsidiaire pour les retraités (EKAS) à partir de 2019. Plus de 200 000 retraités reçoivent aujourd'hui ce supplément de retraite EKAS ;

◆ la décote en cas de retraite anticipée passe de 6 % à 16 % par année d'anticipation ;

◆ la réduction globale des dépenses de retraite atteindra 2,5 à 3 milliards d'euros dans la période 2015 -2016 ;

◆ le gel des subventions de l'Etat aux fonds de pension au niveau nominal d'aujourd'hui jusqu'en 2021 en dépit de l'augmentation du nombre des retraités ;

◆ le transfert d'une partie des dépenses de santé à la charge des bénéficiaires ;

◆ la restructuration du système de pensions visant à une connexion plus resserrée des contributions diverses, signifiant une transformation graduelle du système de retraite d'une formule fondamentalement redistributive en un système de plus en plus compensatoire.

5. Accumulation par dépossession (privatisations et investissements)

Une partie importante de l'accord se réfère à la poursuite des privatisations ou, en d'autres termes, à une « accumulation par dépossession ». Entre bien d'autres, on prévoit :

◆ l'Autorité grecque des statistiques (EL.STAT), la gestion des banques grecques et le Fonds hellène de stabilité financière (HFSF) seront pratiquement placés sous le contrôle des créanciers et des capitalistes internationaux. En ce sens, ce sont ces créanciers qui contrôleront les réserves monétaires centrales, les emprunts, etc. ;

◆ la recapitalisation des banques avec l'injection de 25 milliards d'euros, ce qui accroîtra d'autant plus la dette grecque ;

◆ cela s'ajoutera aux 38 milliards d'euros déjà donnés par l'Etat pour le renflouement des banques grecques après l'accord PSI (5). Le schéma de la nouvelle recapitalisation entraînera une concentration ultérieure du secteur bancaire, le licenciement massif des employés et le rétrécissement simultané du réseau d'agences dans les Balkans ;

◆ l'application de la Directive européenne sur le redressement et la résolution des crises bancaires (BRRD) qui définit la procédure obligatoire pour la liquidation des banques en faillite (par exemple les procédures de renflouement) ;

◆ la création d'un Fonds de privatisation indépendant (« Sovereign Wealth Fund ») selon le modèle suivi par l'Etat allemand et son « Treuhandanstalt », l'agence qui fit la promotion de la dépossession massive et de la privatisation du capital fixe et autres biens immobiliers de l'ex-RDA. Le Fonds de privatisation sera constitué d'actifs bancaires (par exemple des subventions, des biens immobiliers, des hypothèques, etc.) et de tous les avoirs qui ont déjà été transférés au Fonds de développement des biens de la République hellénique (Taiped) lors des précédents memorandums, comme les participations de l'Etat (par exemple les participations dans Telecommunications Company, l'Autorité des ports du Pirée et de Thessalonique, OSE Railway Co., Aéroport d'Athènes, etc.), diverses infrastructures (aéroports, marinas, ports régionaux) et les propriétés de l'Etat (par exemple l'ex-aéroport d'Athènes Elliniko, différents immeubles, terres, etc.).

Les participations de l'Etat dans les banques grecques figurent aussi dans ces avoirs bancaires qui peuvent être transmis à ce fonds. Le but de ce fonds de privatisation est de réunir 50 milliards d'euros « par des privatisations et tous autres moyens » au cours des trente prochaines années. Pour autant, en en jugeant d'après les expériences locales (par exemple l'aéroport Elliniko, la loterie d'Etat, le terminal n°2 du port du Pirée, les aéroports régionaux, etc.) et l'expérience globale de ces opérations, les avoirs ainsi privatisés sont toujours artificiellement sous-évalués. Ainsi le but de 50 milliards d'euros correspond à des avoirs d'une valeur bien supérieure. 25 millions d'euros devraient être utilisés pour le remboursement échelonné de la recapitalisation des banques. Des ressources ainsi espérées, 12,5 milliards devront être affectés à la diminution de la dette nominale et le restant sera orienté vers des investissements productifs dans le but de transférer encore plus de notre force de travail dé-

(5) L'accord PSI : l'effacement en 2012 de 107 milliards d'euros de dette détenue par les créanciers privés du pays (NDE).

valuée vers la logique de l'auto-valorisation du capital global. On doit noter ici que le nouveau cycle de privatisations (en fait « accumulation par dépossession ») particulièrement en ce qui concerne la sphère de circulation des marchandises (privatisations des chemins de fer, des aéroports, « libéralisation du marché » pour les routes et les transports maritimes selon la boîte à outil de l'OCDE, etc.) est d'une importance primordiale, ses conséquences affectant la reproduction des relations capitalistes de façon beaucoup plus large.

En ciblant les dépenses de l'Etat (6) – dont la plus grande partie était financée par les fonds structurels de l'UE –, les capitalistes grecs visaient à synchroniser leur rythme avec les capitalistes chinois, qui aujourd'hui investissent massivement dans le développement des infrastructures (par exemple dans la modernisation de la liaison ferroviaire Belgrade-Budapest pour faire passer sa capacité de 500 trains journaliers à 2 000 ou 2 500 d'ici 2018, la construction de terminaux dans la distribution des marchandises comme de centres commerciaux en Hongrie).

Le but commun vise à réaliser une chaîne d'approvisionnement nouvelle et plus efficace – la Grèce étant devenue la plus importante plate-forme (hub) de ce réseau grâce à ses ports. Avec ces nouveaux axes de développement, les temps de circulation et de turnover seront réduits, desservant la plupart des pays européens, particulièrement ceux qui constituent les zones satellites de la productive et consommatrice Allemagne en Europe centrale et orientale (CEE), où les impressionnants et durables surplus nets externes de l'Allemagne sont déversés plutôt que d'être « perdus » dans les marchés du Sud de l'UE, ou dans un accroissement de la consommation domestique au moyen de concessions salariales aux prolétaires allemands. A vrai dire, c'est vers ces zones d'Europe centrale et orientale qui ont une force de travail bon marché, disciplinée et bien éduquée que la production de biens essentiels orientés vers l'exportation a été constamment réorientée depuis le début des années 1970 , partie d'une programmation plus générale que l'Etat allemand a poursuivie inlassablement.

La reproduction réussie de cette force de travail disciplinée et bon marché dans les pays CEE fait partie des présuppositions en vue de la poursuite ouverte de la politique mercantile lancée par le capital allemand et son Etat dans le but d'exporter les conséquences de la crise (permanent depuis 1973) dans le reste des pays de l'UE. La politique mercantile dépend essentiellement à la fois de la mystification du travail domestique non salarié global (principalement féminin) et de la pérennité d'importations massives de biens de consommation bon marché du Sud-Est asiatique (7). Respectivement, le processus « d'annihilation de l'espace dans le temps » qui dépend d'infrastructures efficientes et de l'exploitation de travailleurs disciplinés, permettent le rapide approvisionnement en biens d'équipement que l'Allemagne et ses pays satellites exportent sur les marchés asiatiques en développement. On ne doit pas s'étonner si les prochaines installations de production de voitures dans les pays de la CEE (principale-

(6) On peut mentionner ici le développement du terminal n° 2 du port du Pirée (celui maintenant loué au groupe chinois de fret maritime Cosco) et le terminal n° 3 en construction, le centre logistique Thriasio Field, le chemin de fer connectant le port du Pirée avec Thriasio Field, la modernisation de la ligne ferroviaire Athènes –Thessalonique, etc.

(7) Cosco *[le groupe chinois de fret sur les rangs pour le rachat du port du Pirée, NDE]* a déjà signé des accords importants avec Hewlett Packard et d'autres multinationales pour transporter leurs produits vers la zone CEE. Un précédent historique d'une telle stratégie est donné par le flot de produits bon marché du Sud-Est asiatique vers les Etats-Unis, basé sur l'expansion impressionnante de la dette américaine privée et nationale, qui a permis la stagnation – et même la diminution – du salaire direct aux Etats-Unis depuis les années 1980.

ment Slovaquie et République tchèque) seront orientées dans les prochaines années vers le Mexique, la Chine et les Etats-Unis (8).

Ce que ces aspects spécifiques de ce tout nouveau mémorandum, plus dur, démontrent clairement, c'est que le rôle du crédit et du système bancaire n'est pas limité à un « simple » recyclage d'une suraccumulation du capital par l'achat d'obligations d'Etat et à faire du profit au moyen d'une simple spéculation usuraire, gonflant au surplus des bulles de capital fictif. En fait, simultanément « il n'y a aucune trace de la concurrence qui existe entre les producteurs ; ils sont confondus en une masse et sont simplement des emprunteurs devant le capital, qui a ce moment est absolument indifférent à l'application à laquelle il peut être destiné et est uniquement le capital commun de la classe figurant dans un phénomène d'offre et de demande (9) ». C'est dû au fait que le crédit et le système bancaire s'engagent dans un rôle critique de définition, d'organisation et de supervisation des (pré)conditions de la reproduction capitaliste comme un tout. C'est la fonction du nouveau PAS, actuellement expérimenté en Grèce, qui affectera aussi les prolétaires d'autres pays de l'UE – mais pas seulement. C'est finalement pour cette raison que notre réponse doit être totale et internationale ou bien elle ne sera rien. En d'autres termes, c'est seulement par des luttes prolétariennes communes en Asie et dans l'Union européenne qu'à la fois la normalité de l'usine sociale et la totalité du capital social avec ses nombreuses transformations et médiations peuvent être l'objet de nos attaques les plus violentes.

Un point final sur la situation politique en Grèce avant et après le référendum ; la plus grande partie des votes pour Syriza en janvier (2015) était un vote passif, « un vote de revanche contre un gouvernement de droite dont les durs programmes d'austérité avaient eu des conséquences désastreuses sur la vie de chacun », comme nous l'avons écrit dans notre premier texte sur Syriza (10). Mais une autre partie importante de ces votants étaient des activistes impliqués dans les mouvements anti-austérité des années précédentes (comme nous l'avons expliqué dans la première partie du même texte). Les mêmes personnes, quoique impliquées exactement dans les mêmes formes d'organisation récupérables (assemblées populaires, partis politiques municipaux, structures locales de solidarité, etc.) ont récemment formé de nouveaux comités « NON, à la fin » (sic), formé essentiellement de dissidents de Syriza et d'autres membres pro-drachme des partis de gauche. Ce qui signifie : 1) que les besoins du prolétariat social sont encore médiatisés par des formes populistes d'organisations interclassistes et 2) que la base de masse d'un nouveau parti populiste style Syriza d'escroquerie politique est en formation. Savoir s'il réussira à attirer l'électorat désillusionné de Syriza est une question à laquelle il est trop difficile de trouver une réponse pour le moment (11).

TPTG, juillet 2015

(traduit de l'anglais par H. S.)

---

(8) Le déplacement vers d'autres localisations que la Chine, même si ce pays reçoit encore la part du lion des nouveaux investissements dans l'automobile, doit être relié à l'augmentation du coût du travail en Chine et au coût (encore) élevé du transport et de la logistique.

(9) C'est nous qui soulignons (TPTG). Karl Marx, *Le Capital*, t. III, section 5, chapitre XXII, www. marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_21.htm

Autre traduction (Catherine Cohen-Solal et Gilbert Badia, Editions sociales, 1976, p.343) : « Le caractère que le capital industriel prend seulement dans le mouvement et la concurrence entre les diverses sphères, à savoir le caractère de capital commun à une classe, se manifeste ici effectivement, dans toute sa force, dans l'offre et la demande de capital. »

(10) « Sur Syriza et sa victoire aux élections récentes en Grèce », *Echanges* n° 150 (hiver 2014-2015).

(11) Pour une autre sorte d'initiative mais au potentiel très limité, voir : http://synelefsi-syntagmatos.espivblogs.ne

PORTUGAL
TOUT EST CALME SUR LE FRONT DE L'OUEST ? (I)

On nous dore la pilule. Relégué à l'extrémité occidentale de l'Europe, tel le cousin dont on entend parfois parler, le P, première lettre des PIGS, a subi une opération de marketing qui a modifié son positionnement dans l'imaginaire européen, et après avoir été « le prochain après la Grèce » il est devenu un modèle de réussite d'ajustement sous le règne de la Troïka et le « bon élève » des politiques d'austérité de l'Eurozone. En dépit des avertissements plus récents du FMI, selon lequel le médiocre redressement économique de 2014 est fragile et peut être neutralisé à la moindre augmentation des prix du pétrole ou des taux d'intérêt sur les marchés internationaux, le Portugal est souvent encensé par le gouvernement allemand et les eurocrates de tous bords et pris comme « exemple de ce qui s'est bien passé en Europe méridionale ». Une légère augmentation des exportations (y compris des revenus d'un boom touristique à Lisbonne et à Porto), un équilibre précaire (et déclinant) de la balance commerciale obtenu par le biais de coupes substantielles dans les dépenses publiques et les salaires, des revenus supplémentaires grâce à un plan de privatisation qui a attiré les investissements d'entreprises chinoises d'Etat et des élites ploutocrates angolaises (les achats immobiliers ont également augmenté de manière significative après la « simplification » de plusieurs réglementations et la concession de visas spéciaux aux gros investisseurs), sont généralement invoqués pour prouver qu'une expansion de l'austérité est possible et que l'échec des politiques que la Troïka a imposées à la Grèce a des causes endogènes, auxquelles ne peuvent remédier ni la Banque centrale européenne, ni la Commission européenne, ni le FMI. Ce genre de simplifications s'impose immanquablement dans les médias internationaux, comme cela s'est produit en 2011, à l'époque où le mémorandum a été signé et où les Portugais, comme les Grecs, étaient décrits comme « des paresseux trop dépensiers » que rejoindraient bientôt les autres pays d'Europe du Sud.

Même sans parler des énormes coûts sociaux qu'elle a engendré, car plus de 20 % de la population est concernée par la pauvreté (il devient fréquent d'entendre dire que des enfants affamés s'évanouissent en classe) et le chômage atteint un niveau historique de 17 % (bien que le gouvernement ait à plusieurs reprises tenté de masquer ces chiffres avec toutes sortes de programmes de stages financés avec l'argent public), entraînant l'émigration en masse de plus de 500 000 personnes (ce chiffre est difficile à préciser, mais il semble raisonnable d'admettre qu'il tournait autour de 5 % de la population), cette histoire à dormir debout qui fait du Portugal une « réussite » repose sur une tentative têtue d'oublier qu'aucune des cibles inscrites dans le mémorandum (c'est-à-dire la réduction du dé-

ficit et des dépenses de l'Etat) n'a été atteinte et que le changement essentiel est advenu lorsque la BCE a commencé à racheter sans limite la dette de l'Etat portugais, faisant ainsi baisser les taux d'intérêt et mettant fin aux agressions incessantes depuis 2010 des investisseurs financiers contre la dette souveraine des pays du sud de l'Europe. Sans influence visible sur la compétitivité du pays, sur son redressement économique ou sur sa discipline fiscale, on a entrepris de vastes transformations du code du travail, on a imposé des impôts extraordinaires aux retraités et aux salariés, ainsi que des coupes aveugles dans tout le secteur public (principalement dans les services publics de la santé et de l'éducation, tout en augmentant le budget de la police), mais la Commission européenne, la BCE et l'Eurogroupe, qui n'ont cessé de juger très durement la Grèce et son besoin d'autres « ajustements », se sont empressés de choisir les données qui correspondaient le mieux à leurs priorités politiques, de manière à inventer cet « élève appliqué » de l'austérité.

La nature politique de cette opération de marketing est encore plus claire si nous nous remémorons sa chronologie : ce fut la rapide percée électorale de Syriza en Grèce et de Podemos en Espagne, soulignant toutes deux l'énorme échec de la politique de dévaluation interne, qui a créé la nécessité d'un exemple réussi pour entretenir le discours qui permet de présenter l'austérité dans le Sud à l'opinion publique et aux électeurs du nord de l'Europe. La posture particulièrement servile du gouvernement portugais a contribué au succès de cette opération, par le biais d'un accord qui arrangeait les deux parties, puisque seul un discours également trompeur en faveur de la consommation domestique, décrivant ses actions comme « un remède douloureux mais nécessaire » dont les résultats positifs apparaîtraient à moyen terme, comme commençaient à le remarquer à la fois les institutions européennes et les « marchés », pouvait compenser son impopularité interne et son isolement politique (il y a à peine un an et demi, il était abondamment critiqué même par les partisans néolibéraux de la manière forte, et aucun ministre ne prenait le risque de circuler dans la rue à moins d'être sous haute protection de la police). Par une curieuse coïncidence, ce moyen terme correspond à la fois au calendrier électoral portugais (des élections générales pour renouveler le Parlement sont prévues en octobre) et à celui de l'Espagne (fin décembre), tandis que les élections inattendues (?) en Grèce ont mis le conflit interne à l'Eurogroupe au centre des préoccupations internationales.

La nature politique de la « crise de l'Eurozone » apparaît ainsi comme ce qu'elle a été dès le départ : un processus néolibéral de manipulation sociale appliqué dans une Europe méridionale considérée comme un laboratoire dans le but de l'étendre au reste du continent, d'accroître la portée de la gouvernance néolibérale, en transformant complètement les relations sociales en marchandises et en consolidant une infrastructure institutionnelle destinée à l'expansion des marchés et à la compétition dans tous les domaines de la vie (1). L'analyse des mesures d'austérité appliquées au Portugal et leur gestion politique au cours des trois années de règne de la Troïka fournira quelques éléments d'explication de la différence des situations politiques grecque et espagnole, tout en restant dans l'idée que « la crise à la périphérie de l'Eurozone » correspond à une phase post-nationale de restructuration du capitalisme dans la région et ne peut s'interpréter comme la somme des situations nationales.

(à suivre)

R. N.

(traduit de l'anglais par A. G.)

---

(1) Cette analyse est développée dans un texte publié dans le magazine *Roar*, disponible sur : http:/roarmag.org/2014/01/austerity-europe-neoliberal-laboratory/

Grèce

◆ Dans *Le Prolétaire* n° 515 un ensemble de textes sur la Grèce et, dans le n° 516 (juin-juillet-août 2015) : « La Grèce démontre une fois de plus qu'il est impossible de lutter contre des attaques capitalistes par la voie électorale et réformiste ».

◆ « Syriza à l'heure de vérité » et « Point de vue dun libertaire grec : l'heure de la solidarité internationale », dans *Alternative libertaire* n° 248 (mars 2015).

◆ Dans un dossier « Ne plus rien attendre de l'Etat », dans *CQFD* n°131 (avril 2015) : l'autogestion de la santé en Grèce.

◆ « La politique ne change pas par les gouvernements », dans *Alternative libertaire* n° 251 (juin 2015), entretien avec Yannis Androulidakis, de l'initiative anarcho-syndicaliste Rocinante : « Syriza a bel et bien abandonné son "programme de Salonique" dit de "salut social"qui n'était déjà rien de plus qu'une aspirine contre le cancer" ». Pour Androulidakis, la négociation avec l'UE doit se faire dans la rue, dans le rapport de forces, et si le troisième memorandum est une humiliation pour Syriza, il est d'abord « la destruction finale de la société grecque et surtout de la classe ouvrière ».Pour lui, après la période actuelle de « trève sociale », il doit y avoir un regain des luttes (il y a eu une première grève dans le secteur de la santé,il devrait y en avoir dans les secteurs provatisés...) et il faut fédérer « les structures de classe » : centres de lutte, comités de grève, cercles ouvriers, etc.).

◆ TPTG (ta paidia tis galarias, « Les enfants du paradis ») a rassemblé en brochure, et en version anglaise, une sélection de ses textes récents (traduits dans *Echanges*) sur les luttes en Grèce (2010-2013 (en anglais), www.tapaidiatisgalarias.gr

◆ « Counting Defets » : Dévaluation interne, l'échec des luttes ouvrières en Grèce et la « success story » sino-grecque. En anglais, copie à Echanges.

Attaques contre les travailleurs

◆ « Réagir vite contre les mauvais coups », dans *Alternative libertaire* n° 250 (mai 2015), tour d'horizon des prochaines attaques au moment où Macron, ministre de l'économie, constate que les travailleurs français sont "trop protégés" » : réduction des droits des prud'hommes, facilitation des licenciements, du travail de nuit, du travail du dimanche, réflexion sur un CDI « flexible et sécurisé », enterrement du « compte pénibilité », menaces sur les retraites (probable report du départ à 67 ans).
Ce texte est suivi d'un article optimiste sur la manifestation du 9 avril, qui aurait été « une première étape de remobilisation du camp du travail. »

La grève de Radio France

◆ « Les bonnes ondes de la grève à Radio France », entretien avec Christiane Passevant, chargée de réalisation TV et militante du syndicat CGT Radio France, partie à la retraite en février. Dans *Alternative libertaire* n° 250 (mai 2015).

◆ « Grève inédite à Radio France, l'exemple France bleue Pays basque. La radio comme bien commun », *Courant alternatif* n° 250 (mai 2015).

Nettoyage : femmes invisibles

◆ « Nettoyage, briser les chaînes de la sous-traitance », dans *Alternative libertaire* n° 251 (juin 2015) : récit d'une grève de femmes de l'entreprise TFN-Atalian (65 000 salariés dans 16 pays, 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires), à qui la Direction des finances

publiques de Paris délègue le nettoyage de ses locaux. Deux lettres de revendications sont envoyées à partir de novembre 2014, et devant l'absence de réponse la grève éclate le 11 mars. Elle durera jusqu'au 11 mai.

Revendications : des contrats d'au moins seize heures par semaine (et non plus de dix à quinze heures), aménagements des conditions de travail très pénibles, treizième mois, prime de transport, accès à la formation professionnelle, participation de l'employeur au financement de l'assurance complémentaire, fin de nombreuses entorses au code du travail... Une solidarité sans faille s'est manifestée dans ce mouvement, qui a arraché la satisfaction de plusieurs revendications, mais toujours pas les contrats de seize heures et le treizième mois.

Grève chez Telefónica

◆ Dans *Le Prolétaire* n° 516, « En Espagne, une grève exemplaire Grève des travailleurs de Movistar (Telefónica) ».

Royaume-Uni

◆ Le « contrat zéro heure », que nous avons analysé dans *Echanges* n° 145 (automne 2013), est de plus en plus utilisé au Royaume-Uni, « tandis que *[son utilisation]* stagnait à environ 150 000 personnes au lendemain de la crise financière, *[elle]* a plus que quadruplé sous la coalition conservatrice de Cameron, pour concerner aujourd'hui environ 700 000 Britanniques », écrit *CQFD* dans son n°133 (juin 2015), sous le titre « Working class zéro ». Mais comme les titulaires de ces contrats précaires ont souvent besoin d'en cumuler plusieurs, le nombre de « contrats zéro heure » était évalué à 1,8 million en 2014 par l'Office national de statistiques.

« En 2013, *The Guardian* révélait que 90% du personnel de McDonalds, plus grande franchise du royaume, roulait au contrat zéro heure ». Et celui-ci concerne désormais « des métiers à plus haut niveau de qualification : éducation, santé, services sociaux et même l'industrie caritative ». Un employé d'une entreprise de nettoyage explique ce que c'est qu'un contrat zéro heure ; « En fait, on m'a fait signer un contrat en me disant "Si on a des heures, on te les donnera." Au début, je travaillais autour de 40 heures par semaine, et ça se passait plutôt bien (...) *[mais]* il y a toujours cette menace qui plane de ne pas avoir d'heures. (...) Ma relation avec mon supérieur s'est dégradée, et (...) les heures ont commencé à chuter, de 40, à 20, puis 10 par semaine. (...) J'ai commencé à galérer pour payer mon loyer, mes factures, etc. » Une serveuse rappelle qu'« on ne peut rien prévoir à l'avance, ni un week-end, ni des vacances, parce qu'on doit être disponible sept jours sur sept ». Mais, comme le souligne *CQFD*, « La machine politico-médiatique persiste à re-

« Ecologistes, nous n'en sommes pas. Nous habitons ici. »

mercier l'extrême flexibilité du travail pour avoir accéléré la chute du chômage à 5,7 %. »

Echange nature gratuite contre ersatz à vendre

◆ *De tout bois*, n°1 (premier trimestre 2015). Cette revue retrace l'histoire du Center Parcs de Roybon (Isère), projet de construction de 1 000 cottages et d'une bulle chauffée à 29° C toute l'année, dans le bois des Avenières vendu à un prix dérisoire (0,30 € le mètre carré, contre un prix du marché de 18 €) à la société Pierre & Vacances, revendre le tout en lots à des investisseurs privés qui bénéficieront d'exonérations fiscales pour les relouer à des vacanciers venus trouver « la splendeur de la nature », dixit la publicité de Center Parcs : il s'agit bien en fait de « détruire la nature pour en revendre des ersatz ». Lettres au maire de la villed'une habitante de Roybon opposée au projet, questions, chronologie... Puis « Les zones humides, on n'en a rien à foutre », réflexion sur les écologistes, qui prolifèrent quand les nuisances apparaissent – « Il n'ya pas plus amoureux de la nature que l'urbain désespéré qui n'y vivrait pour rien au monde. » – « Ecologistes, nous n'en sommes pas. Nous habitons ici. » Et une lettre au mouvement zadiste, se demandant

Immigrés

◆ *Courant alternatif* commente dans l'éditorial de son n° 250 (mai 2015) des propos de Matteo Renzi sur l'immigration, affirmant que la stabilisation de la Libye réglerait le problème. « C'est surtout l'exploitation économique de l'Afrique par de grands groupes occidentaux – exploitation renforcée par les accords de partenariat économique – et le maintien de dictatures qui font que tant d'Africains fuient la misère.

◆ « Méditerranée. La mort aux portes de l'Europe », *Alternative libertaire* n° 251 (juin 2015). « Réfugiés. Combattre le mythe de l'invasion » : *Alternative libertaire* n° 252 (juillet-août 2015).« L'auto-organisation des migrants est un formidable camouflet pour ceux qui les stigmatisent en les présentant comme des assistés et des parasites », écrit *AL*, alors que *Courant alternatif* estime, dans son n° 252 (été 2015) qu'« il est clair que l'attitude des soutiens qu'ils soient politiques, associatifs ou humanitaires a été un frein à l'auto-organisation des migrants » (« Penser l'immigration autrement, à propos d'une publication du Gisti ») – ce qui n'est d'ailleurs pas contradictoire.

◆ Dans ce même n°251 de *Courant alternatif*, « Immigration et droit d'asile », et « Lutte des expulsés des centres d'urgence à Caen », une lutte qui dure depuis juin 2013. Une assemblée générale de lutte contre toute les expulsions ne met pas seulement en avant le 115 (hébergement d'urgence), mais aussi les expulsions locatives, et les expulsions de sans-papiers du territoire français. Cette assemblée trouve des lieux vides (« nous en sommes au septième squat »), mais se trouve parfois « utilisée par le 115 et la Préfecture comme supplétifs, car disons-le, même si la Préfecture expulse les squats, le fait que des dizaines de personnes y vivent lui allège une partie de son travail».

◆ Les chiffres, les idées reçues, passés au crible d'un chercheur, François Gemenne,dans un utile entretien à *Rue 89* : http://rue89.nouvelobs.com/2013/11/05/a-soumis-les-idees-recues-limmigration-a-celui-a-mouche-fn-247211

si une partie d'une « avant-garde du progrès », nourrie d'écologie et de technologie, ne pourrait pas se servir de certains conflits comme d'avant-postes pour s'implanter dans de nouveaux territoires – comme cela s'est passé dans les villes dans les années 1980, lorsque les squats « politiques et culturels » ont permis à une nouvelle petite bourgeoisie de s'implanter à bas coût dans des quartiers qu'elle allait ensuite « revaloriser »... à son profit. Editions Le Monde à l'envers, 46 *bis* rue d'Alembert, 38000 Grenoble.
http://lemondealenvers.lautre.net
Pour des informations sur la ZAD, il y a pléthore de sites. Retenons http://zadroybon.noblogs.org ou http:chambarans.unblog.fr

Squats

◆ « Loi anti-squat, nouvelle attaque contre les plus démuni-e-s » ; dans *Courant alternatif* n°252 (été 2015), et « Un arsenal législatif contre les squatteurs », dans *Alternative libertaire* n°252 (juillet-août 2015).

Roms

◆ « Rencontres roms de la photo » : à Arles, une vingtaine de familles menacées d'expulsion. « Gitan va la cruche à l'eau » : à Perpignan, des quartiers populaires subsistent dans le centre-ville ; entre effondrement d'immeubles et violences interethniques, survit une communauté gitane. Dans *CQFD* n° 134 (juin-juillet-août 2015).

◆ Roms : le « camp modèle » de Strasbourg », dans *Alternative libertaire* n°252 (juillet-août 2015).

Basques

◆ Dans *Jakilea* n°115 (juin 2015) : « Quelle justice après l'impunité ? » (Jean Pierre Massias).

A Paris, la Poste...

◆ La Grande Poste de la rue du Louvre a fermé ses portes le 19 mai pour un chantier qui s'inscrit dans la désindustrialisation de la ville : le centre de tri est transféré à Gonesse (Val-d'Oise), l'architecte Dominique Perrault va rénover le bâtiment pour y installer hôtels et restaurants... Les syndicats de postiers sont dispersés : la CGT cherche simplement un accompagnement social, une partie de ce syndicat et la CFDT s'opposent au projet. Dans *Alternative libertaire* n°250 (mai 2015).

Urbanisme

◆ *Paris sous tension*, journal anarchiste sur Paris et au-delà, n° 2 (mi-2015), série de commentaires sur « la fin des transports en commun ».

◆ « Lutte des classes et aménagement du territoire. Introduction à la géographie marxiste, brochure.
http://basseintensite.internet-down.org/spip.php?article654
ou
http://www.millebabords.org/spip.php?article22866

Prisons

◆ *L'Envolée*, n° 41, juin 2015 (pour en finir avec toutes les prisons). Les nombreux, trop nombreux, témoignages de ceux qui de près ou de loin ont eu une relation forcée avec l'appareil policier et judiciaire et les séquelles de révolte come d'impuissance qui en restent dans leur vie dans l'enfermement, avant, pendant et après (quand il y a un après).

Nucléaire

◆ Dans *Sortir du nucléaire* n° 66 (août 2015) : « Non, le nucléaire ne sauvera pas le climat » et « Ces méduses qui bloquent les réacteurs nucléaires ».

ÉTATS-UNIS

À BALTIMORE, LA PROCHAINE FOIS, LE FEU*

LE 27 AVRIL 2015, Baltimore a été le théâtre de ce que l'on pourrait désigner comme les pires émeutes urbaines dans une grande ville américaine (1) depuis celles de Los Angeles en 1992. Des centaines de bâtiments ont été pillés et brûlés, et il y a eu tant d'incendies que la ville en est venue à manquer d'équipements pour les éteindre et a dû faire appel aux pompiers des comtés voisins. Le gouverneur du Maryland a fait intervenir la Garde nationale, et le maire de Baltimore a décrété un couvre-feu nocturne (de 22 heures à 5 heures) jusqu'au dimanche 3 mai.

Les causes et le déroulement de l'émeute sont familiers et connus de longue date, mais s'y ajoutent des aspects nouveaux qui n'étaient pas apparus en 1992 à Los Angeles. À Baltimore-Ouest, épicentre de l'émeute, les taux de mortalité infantile sont au niveau de ceux du Belize et de la Moldavie, d'après une étude réalisée par la John Hopkins School of Public Health (2). Les habitants des quartiers les plus pauvres de Baltimore ont une espérance de vie inférieure de vingt ans à celle des quartiers aisés (3). Un trafic de drogue violent et florissant déferle sur cette misère sociale.

Pendant des années, le trafic de drogue à Baltimore a été le fait de gangs locaux qui se disputaient un territoire. Mais au cours de la décennie écoulée, le trafic de drogue s'est organisé avec l'arrivée de cartels plus importants et plus ambitieux. L'un d'eux, la Black Guerilla Family (BGF), dont le nom évoque un groupe nationaliste noir de l'époque trouble des années 1970 qui sévissait dans les prisons californiennes, a monté une opération sophistiquée qui, de manière remarquable, impliquait la présence de groupes lui servant de couverture pour infiltrer des

* *La prochaine fois le feu* est le titre d'un recueil d'essais de l'écrivain afro-américain James Baldwin (1963) (NdT).

(1) Baltimore (Maryland), ville portuaire située à une soixantaine de kilomètres de Washington, compte 620 000 habitants (NDE). Son agglomération 2,7 millions.

(2) Dan Diamond (2015) : « Why Baltimore Burned », *Forbes*, 28 avril 2015. http://www.forbes.com/sites/dandiamond/2015/04/28/why-baltimore-burned/

(3) *Ibid.*

groupes d'action communautaires et a publié un manifeste pour apprendre à devenir entrepreneur indépendant qui lui a valu les éloges dithyrambiques des autorités académiques locales (y compris ceux d'un ancien candidat à la mairie) qui ignoraient leurs lien avec le gang (4).

De manière plus significative, le BGF (c'est ainsi qu'on l'appelle dans la rue ici) a pris le contrôle de la prison de la ville, le centre de détention de Baltimore, en enrôlant des gardiens pour y introduire de la drogue, des téléphones portables et de l'argent. L'un des principaux chefs du BGF a eu des enfants avec deux gardiennes, qui ont fait tatouer son nom sur leur bras. Le centre de détention a fini par faire l'objet d'un raid et le contrôle de l'Etat a été rétabli, mais cet épisode témoigne de la portée et de l'ambition du BGF. (Une femme que je connais et qui travaillait aux entrées du centre de santé du centre de détention pendant la prise de pouvoir du BGF m'a raconté qu'elle avait compris que quelque chose allait se passer lorsqu'elle s'est aperçue de la présence de prisonniers soi-disant SDF, qui étaient en réalité des policiers clandestins. Elle reconnaissait toujours les infiltrés à leurs chaussettes toujours propres même si leurs vêtements étaient sales et usés [5]).

La police et les gangs de la drogue ont une relation symbiotique. Pour la police, les gangs sont devenus un moyen de réclamer plus de fonds, plus d'hommes et plus d'autorité. Les gangs utilisent la police pour « cafeter » leurs rivaux dans le but de s'emparer

d'un marché à leurs dépens. La corruption est très répandue au sein de la police et bon nombre d'agents touchent des pots-de-vin ou même vendent de la drogue.

La brutalité policière est également bien documentée : la ville a dû payer 5,7 millions de dollars de dommages et intérêts aux victimes entre 2011 et 2014, et il ne s'agit probablement que de la partie émergée de l'iceberg car peu de victimes ont assez de persévérance et de moyens pour défendre leur cas face à un système dont la plupart d'entre eux pensent, avec raison, qu'il les défavorise. Au nombre de ces victimes figurait une grand-mère dont l'épaule avait été cassée lorsqu'un flic l'avait jetée à terre et arrêtée (6). Entre juin 2012 et le 15 avril de cette année, le centre de détention de la ville de Baltimore a refusé 2 600 personnes arrêtées et amenées par la police au motif que leurs blessures et leurs maladies étaient trop graves pour être soignées en prison. Il est vrai que nombre d'entre elles dataient d'avant l'ar-

(4) Justin Fenton & Sara Neufeld, « Educators endorse Black Guerrilla Family gang leader's book », *Baltimore Sun*, 9 mai 2009, http://www.baltimoresun.com/news/maryland/crime/blog/bal-educators-endorse-black-guerrilla-family-gang-leaders-book-20130424-story.html.

(5) Justin Peters : « Comment un gang intitulé Black Guerilla Family a pris le contrôle des prisons de Baltimore », *Slate*, 24 avril 2013. Voir le site : www.slate.com/blogs/crime/2013/04/24/black_guerilla_family_how_a_gang_took_over_baltimore_s_jails.html3.

(6) Conor Friedersdorf, « Brutalité de la culture policière à Baltimore », *Atlantic*, 22 avril 2015. http://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/04/the-brutality-of-police-culture-in-baltimore/391158/

restation. Mais 123 de ces blessures étaient des traumatismes crâniens, signes révélateurs de maltraitance policière (7).

A cela s'ajoutent une violence de rue d'un niveau peu commun – bousculer quelqu'un accidentellement dans la rue peut vous valoir une balle – et des fusillades aléatoires et inexplicables ont affecté presque toutes les familles noires des quartiers défavorisés de Baltimore et quelques-unes à l'extérieur : des membres de la famille du maire de Baltimore, Stephanie Rawlings-Blake, et de Bernard « Jack » Young, le président du conseil municipal, ont été abattus lors d'épisodes de violence de rue (8).

Tout le monde assiste à ces fusillades, mais lorsqu'il s'agit de témoigner ou d'identifier les tireurs, personne n'a rien vu. Les raisons en sont à la fois compliquées et faciles à comprendre. Non seulement les gens redoutent la vengeance des gangs – crainte qui n'est pas sans fondement comme le prouve la bombe incendiaire qui a tué sept membres de la famille Dawson dans East Preston Street parce que la mère s'était élevée contre le trafic de drogue dans son quartier – mais ils redoutent également la police. Ils ne savent jamais quel flic ripoux va les dénoncer aux dealers. Parmi les rumeurs, dont certaines sont fondées et d'autres fictives, tant sont nombreux ceux qui, dans l'ombre, ont intérêt à encourager la désinformation, ce remous qui balaie les rues de Baltimore-Ouest, qu'est-ce qui est vrai et qu'est-ce qui est « trivial » ?

Par conséquent, on se méfie à juste titre de la police. La police, à son tour, voit de la complicité dans ce refus de coopérer. En traitant tous les résidents comme des collaborateurs potentiels, la police en vient à agir à Baltimore-Ouest, et ailleurs, comme les troupes américaines au Vietnam lorsqu'elles pacifiaient les villages : tout le monde devient un ennemi potentiel. Les conséquences d'une arrestation et d'une condamnation n'attentent pas seulement à votre dignité dans l'immédiat, mais elles ont des effets durables sur vos possibilités d'emploi, notamment dans le secteur des services. la police n'est qu'un aspect de l'absence généralisée de confiance en la société qui agit à la fois comme un mécanisme de survie et de défense, et elle s'exerce également contre l'action politique ou collective au sens habituel, y compris contre la politique de la gauche.

Cette confiance s'exprime de multiples manières dans la vie quotidienne. J'ai travaillé avec une femme qui refusait les virements sur son compte bancaire, car elle ne pouvait pas savoir si « ils » n'allaient pas tenter de la voler ? Elle exigeait un chèque, par souci de sécurité. Là où je travaille actuellement, les émissions les plus populaires auprès des Afro-américaines d'une cinquantaine d'années sont des « documentaires » relatant des crimes réels, tel le bien-nommé « Crains ton voisin » qui remet en scène des crimes impliquant des proches : l'amant qui se transforme tout à coup en meurtrier, les voisins qui sont en réalité des violeurs ou des tueurs en série, les pasteurs mariés de longue date qui s'enfuient soudain avec les fonds de leur église pour financer l'addiction au crack d'une petite amie adolescente dont personne ne soupçonnait l'existence. C'est ce qu'on peut entendre dans le cri tourmenté d'une femme que j'ai entendue hurler de toutes ses forces un jour dans le métro de Baltimore : « La famille vous mettra encore plus dans la merde que les amis. »

Le côté aléatoire de toutes ces morts pré-

(7) « La prison de la ville de Baltimore refuse de recevoir 2 600 suspects blessés, mettant en doute les méthodes de la police », reportage du *New York Daily News*, 2015.

(8) Luke Boradwater & Justin Fenton, « Le cousin du Maire est tué par balle », *Baltimore Sun*, 9 mai 2013. http://articles.baltimoresun.com/2013-05-09/news/bs-md-ci-homicides-20130509_1_northwest-baltimore-gun-violence-baltimore-sun

maturées dans la rue explique en grande partie la colère qui se déverse sur les cas de brutalité policière. Comme l'a déclaré au *Wall Street Journal* Hanifa Shabazz, conseillère municipale à Wilmington (Delaware) : « On ne sait jamais ce qui va se passer ni qui sera la prochaine victime (9). » Avec la police, au moins, on est face à quelqu'un qui peut rendre des comptes. Quand il s'agit des fusillades aléatoires ou des règlements de comptes qui font partie de la vie des quartiers défavorisés, on ne peut désigner ou accuser personne. C'est ainsi que protester contre la brutalité policière devient un mode de vie à part entière ; c'est l'un des nombreux scénarios sous-jacents qui expliquent les émeutes de Baltimore.

Les pressions sur les plus jeunes augmentent de façon irréversible. Sur les chaînes de la BET et de la VH1 (10), les émissions téléréalité de hip-hop mettent en scène la richesse fabuleuse des magnats du hip-hop tels Kanye et Rick Ross, leurs nombreuses demeures et voitures de luxe, leur soirées dans les clubs de striptease d'Atlanta où ils boivent du cognac, un monde de richesses et de plaisirs sans fin hors de portée à Baltimore quand bien même on y vivrait douze vies.

Baltimore-Ouest est envahi par de jeunes rappeurs ambitieux qui tentent de vendre au coin des rues les CDs qu'ils fabriquent chez eux, font du mixage dans le sous-sol de leurs grand-mères où ils dorment, dealent un peu d'herbe ou de coke pour arrondir leurs fins de mois, en rêvant à leur jour de chance. Car, contrairement à ce qui se passait au cours de la génération précédente, où ceux qui ne chantaient pas comme David Ruffin (11) se contentaient d'un travail bien payé, quoique monotone, à l'usine Chrysler, le hip-hop, par le biais de la démocratisation de la technologie musicale, fait une star potentielle de tous ceux qui sont assez débrouillards et assez chanceux. Car, après tout, il n'y a pas grande différence entre les capacités d'un P. Diddy ou d'un Jay Z et celles d'un gamin de Baltimore-Ouest. Et en fin de compte, tout le monde sait qu'il n'existe plus de travail comme chez Chrysler, qu'il n'y a plus que des petits boulots précaires, dévalorisants et mal payés dans des fast-food ou des hôtels pour riches touristes. Et puisque, de toute manière, on sera mort à 25 ans, pourquoi ne pas vivre tout de suite ? Les émeutes de Baltimore n'étaient pas uniquement celles de l'armée de réserve du travail. Ces émeutes étaient également, voire encore davantage, selon l'expression bouleversante d'un criminologue britannique celles de l'armée de réserve des consommateurs.

On ne sait pas très bien ce que font miroiter ces noms de marques et de produits. D'une part, d'une certaine manière, ils représentent le désir, même s'il est perverti, d'obtenir plus de la vie. D'autre part, ils représentent la captation personnelle de ce désir de quelque chose de mieux. On prend ce qu'on veut et tant pis pour les autres. Cela fait alors partie de la lutte individuelle pour la survie et la réussite. Tout gauchiste qui croit que le pillage est dirigé contre la propriété privée serait promptement détrompé s'il s'avisait de reprendre son butin à un pilleur.

La gauche est complètement à côté de la plaque en exigeant du « travail » et la réouverture des centres de loisir fermés (à Balti-

(9) Scott Calvert : « Les luttes des plus grandes villes du Delaware ayant un taux de meurtres élevé », *Wall Street Journal*, 19 février 2015. http://www.wsj.com/articles/delawares-biggest-city-struggles-with-high-murder-rate-1424376328

(10) BET : Black Entertainment Television ; VH1 : chaîne de télévision musicale.

(11) David Ruffin (1941-1991) : chanteur principal des Temptations

more, bon nombre de centres de loisir ont été vendus ou fermés ces dernières années) où les gamins peuvent jouer au ping-pong, alors qu'en réalité ceux-ci ne veulent que leurs propres Nintendos et leurs propres Game-Boys. Bien sûr, la pauvreté, le chômage et toutes les autres causes profondes jouent un rôle dans cette agitation. Mais ces facteurs matériels sont filtrés à travers des rêves et des espoirs qui ne seraient même pas satisfaits s'il leur tombait du ciel un travail payé 25 dollars de l'heure et proposant de bonnes prestation sociales. Cette impatience et cette insatisfaction font le lit d'autres conflits à venir, des conflits qui pourraient aboutir à plus d'agitation dans la rue. Ou tout aussi aisément se transformer, par le biais de l'Internet, en bagarres entre bandes rivales de Baltimore-Est ou de Baltimore-Ouest à Inner Harbor.

Les plus âgés vivent les choses autrement. Tous ceux qui ont la cinquantaine et plus se souviennent des dégâts causés par les émeutes de 1968, des longues décennies de désinvestissement qui ont frappé Pennsylvania Avenue, West Baltimore Street et Gay Street à l'est, où les magasins incendiés et les vitrines aveugles ont perduré et perdurent encore dans certains quartiers. Et ceux qui sont encore plus âgés se souviennent de l'époque où dans Pennsylvania Avenue, la 125e Rue (12) de Baltimore, se trouvaient d'excellents établissements tels le Royal Theater où se produisaient Moms Mabley, Red Foxx et Pigmeat Markham. Ou que leurs pères, qui travaillaient dans les fours à charbon de Bethlehem Steel, l'endroit le plus dangereux de Sparrows Point où étaient consignés les travailleurs noirs, partaient toujours au travail vêtus d'un costume et d'une cravate, par souci de dignité. Aux yeux des plus âgés, les jeunes semblent s'être engouffrés sur la voie de l'autodestruction.

A tout cela, il faut ajouter l'absence totale d'espoir et la dureté de l'environnement, le dépérissement de toutes les institutions sociales intermédiaires tels les syndicats et les groupes communautaires, et la transformation des autres, telles les églises dont les racines plongeaient dans le gospel de la société sudiste, comme le montre la progression d'énormes églises et de pasteurs médiatiques comme T.D. Jakes. Cette église devient une version hyper métastatique de l' « encerclement de force » qu'Earl Shorris décrivait dans New American Blues, son livre sur les Américains pauvres au début des années 1990. S'inspirant de la manière dont les animaux acculés par leurs prédateurs renoncent et n'essaient pas de s'échapper, Shorris comparait la situation désespérée des Américains pauvres à un « encerclement » permanent.

Voici donc une vue partielle du contexte qui a produit l'explosion sociale de Baltimore après la mort de Freddie Gray le soir du 11 avril dans un fourgon de police, et au cours des années à venir ce climat changera encore de tonalité. Gray a été soumis à ce que l'on

(12) A New York, la 125e Rue est la principale artère de Harlem, comptant aujourd'hui de nombreux commerces ouverts aux touristes, symbole de la « renaissance » de ce quartier (NDE).

appelle « une balade rodéo », pendant laquelle on transporte les accusés à grande vitesse et au hasard des rues dans le but de les réduire à l'impuissance et de les pousser à coopérer. A un moment que personne n'est capable de préciser, la colonne vertébrale de Freddie Gray s'est brisée. La mort de Gray est venue après d'autres, telle celle de Tyrone West en 2012, mort d'un problème cardiaque au cours d'une lutte avec la police. Cela donnait généralement lieu à de petites manifestations de colère, et le silence retombait.

On ne sait toujours pas pourquoi la mort de Gray a déclenché des émeutes. Mais la couverture médiatique des émeutes de Ferguson y est sans doute pour quelque chose. Tout à coup, affronter la police dans la rue n'était plus une idée abstraite, mais une chose vue à la télévision toute l'année précédente. En découdre avec la police devenait au moins normal, sinon socialement acceptable. Dans les heures qui ont suivi les funérailles de Gray, les jeunes réagirent en utilisant les médias sociaux pour organiser un rassemblement éclair à Mondawmin, une galerie marchande plus ancienne à la lisière de Baltimore-Ouest.

Des critiques hostiles soutiennent qu'il n'y avait rien de politique dans ces émeutes car depuis plusieurs années, on assistait à une série de rassemblements éclair indétectables pour piller des magasins, pour s'attaquer à des passants pris au hasard, ou pour se battre (13). Cette vision des choses n'est peut-être pas totalement erronée, mais elle échoue à montrer que si l'élan initial était apolitique, quelle que soit la définition de ce terme, sitôt qu'il eut lieu, l'affrontement devant Mondawmin devint soudain très politique, en dépit des mobiles des émeutiers.

(13) Heather McDonald, « Baltimore brûle », *City Journal*, 28 avril 2015.
http://www.city-journal.org/2015/eon0428hm.html

Dans les heures qui suivirent, des jeunes livrèrent à la police, qui n'y était pas préparée, une bataille acharnée à coups de pierres, de briques, de bouteilles, de tout ce qui leur tombait sous la main. Les portes de la galerie marchande furent forcées et les magasins pillés. Cette nuit-là, dans toute la ville, on assista à de grosses batailles de rue et à des incendies volontaires. Des voitures de police furent brûlées et des magasins pillés. Certes, les émeutes de 2015 n'ont pas eu l'envergure de celles de 1968, qui réduisirent de vastes pans de Baltimore en ruines fumantes. Mais on a fait intervenir la Garde nationale, on a décrété un couvre-feu, et, comme on l'a appris plus tard, le FBI a même organisé en secret une surveillance aérienne des troubles. Le décompte final fait état de 200 entreprises cambriolées, de 200 arrestations et de 150 incendies, y compris celui d'une nouvelle maison de retraite pour les personnes âgées à bas revenus qui était sur le point d'ouvrir, ce qui a déclenché la colère de nombreux vieux résidents (14).

Il est difficile de savoir comment cela a touché les jeunes de Baltimore-Ouest qui ont déclenché les émeutes. Pour la plupart, ils

(14) Natalie Sherman, « Suite au nettoyage des émeutes de Baltimore, certains craignent des conséquences économiques à long terme », *Baltimore Sun*, 19 août 2015.
http://www.baltimoresun.com/business/bs-bz-economic-impact-riots-20150501-story.html#page=1

continuent à être inaudibles, en dépit de la couverture médiatique. Les représentants que les médias choisissent pour parler au nom des jeunes sont le plus souvent des étudiants noirs un peu plus âgés, ceux qui ont organisé les manifestations de Ferguson et pour Eric Garner (15) et savent donc mieux traiter avec les médias, même s'ils ne faisaient pas eux-mêmes partie des émeutiers.

Mais tout à coup, on entendait les jeunes de Baltimore, ne serait-ce qu'à travers leurs actions. La société dressait l'oreille. CNN leur demandait ce qu'ils pensaient. De jeunes anarchistes leur distribuaient des bouteilles d'eau et leur dispensaient des informations sur l'aide légale. Dans d'autres villes, des étrangers manifestaient en leur nom. Pour beaucoup, ce fut certainement une expérience enivrante et transformatrice, de celles qui se diffuseront lentement dans le tissu social pendant des années.

Au cours de cette semaine de tensions, la police s'est discréditée encore davantage, lorsque le commissaire de police Anthony Batts a déclaré que des « agitateurs extérieurs », mystérieux et anonymes, avaient envahi Baltimore dans le but d'exciter les quartiers émeutiers et qu'il avait des informations révélant que des gangs rivaux tels le BGF et les Crips menaçaient de s'unir et de « descendre » des policiers pour venger la mort de Gray. (Il s'avère que le BGF et d'autres rencontraient alors les responsables des églises locales et des fonctionnaires municipaux afin d'inciter au calme) (16).

Plus tard dans la semaine, le procureur de Baltimore a annoncé la mise en examen des six flics concernés. Cette mise en examen a été à juste titre interprétée comme une victoire et les rassemblements se sont tout à coup transformés en fêtes spontanées. Quelques jours plus tard, Rawlings-Blake a demandé au Département de la Justice d'intervenir et d'enquêter sur les violations systématiques de la loi par la police. Ces deux interventions ont mis fin aux manifestations. Le lendemain des mises en examen, une marche nationale à laquelle avait appelé Malik Shabazz, de l'association des Avocats noirs pour la Justice et ancien dirigeant du Nouveau Parti des Black Panthers, n'a attiré que quelques milliers de personnes, bien que Shabazz ait annoncé que 10 000 manifestants descendraient dans Baltimore-Ouest. Le 16 mai, un rassemblement en faveur de l'amnistie de tous les émeutiers n'a attiré que quelques dizaines de personnes. Pour le moment *[en juin, NDE]*, les rues sont calmes.

Mais par le biais des mises en examen ainsi que des enquêtes du Département de la Justice, la classe politique noire qui gouverne Baltimore, prise au dépourvu, essayait de reprendre le contrôle en faisant des concessions. Au cours des mois à venir, elle organisera sans doute des événements, telles les conférences d'« Emancipation de la Jeunesse » dans le but de « soigner » la ville et d'avancer dans un sens « positif » (c'est-à-dire en élisant plus de Démocrates).

Toutefois, cela fait apparaître l'un des aspects les plus importants des émeutes de Baltimore que peu d'observateurs ont remarqué. Ces émeutes étaient la première révolte d'une

(15) Eric Garner, Noir mort à New York le 17 juillet 2014 suite à son arrestation violente par un policier.

(16) Mark Puente & Erica Green, E. « Le Maire et le commissaire de police dénoncent l'action d'agitateurs extérieurs », *Baltimore Sun*, 19 août 2015. http://www.baltimoresun.com/news/maryland/politics/bs-md-freddie-gray-march-pressers-20150425-story.html
J. Fenton, J. (2015) : « La police de Baltimore déclare que des gangs sont en train de "se former" pour abattre des policiers », *Baltimore Sun*, 27 avril 2015. http://www.baltimoresun.com/news/maryland/crime/blog/bs-md-ci-freddie-gray-gang-threat-20150427-story.html
Doug Donovan, Mark Puente et Luke Broadwater, « Les experts mettent en doute l'intervention des gangs dans les émeutes », *Baltimore Sun*, 28 avril 2015.

grande ville gouvernée par des Noirs. Baltimore n'était pas Ferguson, où une faction politique blanche gouverne une majorité de Noirs privés de leur droit de représentation. Cette ville est gouvernée par une majorité noire depuis plus de dix ans.

Mais dans des quartiers comme Baltimore-Ouest, peu de choses ont changé au cours de la lente ascension de la classe politique noire dans le parti Démocrate. De fait, la situation a empiré et on a rarement tenté d'atténuer la brutalité systématique et l'impunité de la police. Dans l'ensemble, la classe dirigeante noire de Baltimore a détourné les yeux et s'est occupée de ses propres intérêts en tant que courtiers chargés de représenter la « communauté noire ». Comme Adolph Reed l'a pressenti en 1979 dans sa note *Telos* sur le concept de « communauté noire », « Révision de la spécificité noire » : ces classes dirigeantes ont tendance à extrapoler leurs propres intérêts puisqu'ils voient que leur légitimité et leur intégrité sont liées à une vision monolithique de la vie des Noirs. En réalité, cette conception est apparue dans la mythologie Unitarienne du nationalisme noir de la fin des années 1960. La représentation de la communauté noire en tant que sujet collectif a opportunément masqué le système hiérarchique qui servait de médiateur entre les « dirigeants » et les « dirigés » (17).

A Baltimore, cela a abouti à la mise en examen et à la destitution de l'ancien maire Sheila Dixon, habile populiste qui savait aussi bien flatter les hommes d'affaire du centre-ville que serrer les mains dans les rues des quartiers défavorisés, pour avoir volé dans un refuge une poignée de cartes-cadeaux destinées à des enfants sans domicile.

Il est trop tôt pour savoir si on retiendra cette leçon, à savoir que nous serons trahis par les élites noires comme par les blanches. Mais le 11 avril, le fait que les tortionnaires de Freddy Gray représentent parfaitement la « diversité » (trois Blancs et trois Noirs, hommes et femmes) n'a pas servi à grand-chose. En fin de compte, ils se sont tous comportés comme le leur dictait leur rôle social.

Curtis Price
3 juin 2015
(traduit de l'anglais par A. G.)

Texte paru dans *The Brooklyn Rail*. http://www.brooklynrail.org/2015/06/field-notes/baltimores-fire-next-time

(17) Adolph L. Reed Jr : « Révision de la spécificité noire », *Telos* 39, printemps 1979. https://libcom.org/library/black-particularity-reconsidered-adolph-l-reed-jr

DANS LES PUBLICATIONS

◆ « Black lives matter ! » (« Les vies noires comptent »), dans *Alternative libertaire* n° 251 (juin 2015). Un texte de First of May Anarchist Alliance, créé en janvier 2011 – m1aa.org/

◆ « Chroniques des révoltes anti-police dans le Missouri et à travers les Etats-Unis (août 2014 /mars 2015) » brochure, htttp://lechat-noiremeutier.noblogs.org/?s=Etats-Unis

◆ Dans *Le Prolétaire* n° 515 (mars-mai 2015), « Les émeutes de Baltimore » et « La colère noire fait trembler les piliers vermoulus de la "civilisation" bourgeoise et démocratique » (Amadeo Bordiga).

◆ Sur Ferguson un texte : *Missouri USA – Solidarité avec les émeutiers de Ferguson, 11-12 août 2014*, en français, copie à Echanges ou aussi http://www.lechatnoiremeutier.antifa-net.fr/missouri-usa-solidarite-avec-les-emeutiers-de-ferguson-11-et-12-aout-2014/

MANIFESTATION ANTINUCLÉAIRE DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU JAPON

Témoignage et réflexions

IL N'EST PLUS POSSIBLE de croire sur aucun événement rien de ce qui n'a été connu par soi-même directement, tout événement étant amplifié, délibérément ou non, par la caisse de résonance qu'est devenu Internet. C'est pourquoi, ayant lu dans les journaux et certaines revues militantes, français et étrangers, que de grands rassemblements antinucléaires se déroulaient tous les vendredis soirs, de 18 h 30 à 20 heures, devant l'Assemblée nationale à Tōkyō, j'ai voulu, profitant d'un bref séjour dans cette ville, entre le 8 et le 20 juin 2015, m'y rendre constater de visu ce qu'étaient ces manifestations et à combien de participants se montait l'assistance.

A la lecture d'une mention de foules participant à ces manifestations, j'avais eu des doutes. Le programme nucléaire, « civil » comme il convient de le préciser, a été lancé officiellement par Nakasone Yasuhirō en 1954 ; ensuite de quoi, fut créé un Institut de recherche nucléaire du Japon (Nihon genshiryoku kenkyūsho) à Tōkaimura (préfecture d'Ibaraki, nord-est de Tōkyō), devenu depuis Centre de recherche nucléaire du Japon (Nihon genshiryoku kenkyū kaihatsukikō) ; enfin, une première centrale fut mise en fonction commerciale en 1963 dans cette même ville. Et, alors qu'en 1960 le monde entier s'enthousiasmait devant les images de manifestants se battant à coups de bâtons avec la police pour protester contre le renouvellement du traité de sécurité entre les Etats-Unis et le Japon (1), je n'ai pas souvenir de la même combativité contre le lancement du programme nucléaire japonais.

Sortant du métro le 12 juin 2015 un peu après 18 h 30, j'ai vu d'abord des dizaines de cars de police et au milieu des uniformes, une petite centaine de manifestants pour la plupart âgés (cinquante ans et plus) sagement agglutinés derrière des barrières Vauban, répétant à l'envi après chaque appel fait au haut-parleur « Genpatsu yamero » (fermez les centrales nucléaires). Les foules n'étaient pas au rendez-vous et le mot d'ordre m'a semblé tenir plus de la déclaration d'intention que d'une volonté d'agir contre le nucléaire, ne constituer qu'une de ces révoltes convenues dont l'histoire ne manque pas d'exemples.

---

(1) En 1951, les Etats-Unis et le Japon signent un traité de sécurité ; renégocié en 1960, il donnera lieu à de fortes manifestations au Japon. On sait aujourd'hui que des navires munis d'ogives nucléaires ont accosté au Japon au moins depuis la guerre de Corée (1950-1951), sinon auparavant, malgré les dénégations de tous les gouvernements japonais successifs.

L'approvisionnement énergétique sous le capitalisme pose les questions de la surconsommation et de l'influence des lobbies. Au Japon, par exemple, il serait possible d'utiliser la géothermie (le pays possède de nombreux volcans en activité et de nombreuses sources d'eau chaude), le solaire, l'éolien ou l'hydraulique (rivières, torrents, mer) comme sources d'énergie, mais les industriels du nucléaire s'y opposent et, après l'arrêt des centrales nucléaires à la suite de l'accident de Fukushima, ont préféré, par calcul (pollution, chèreté, etc.), favoriser le charbon et jouer sur une supposée pénurie d'électricité. Par ailleurs, la centralisation des ressources par l'Etat, dans tous les pays et pas uniquement au Japon, empêche la production et la consommation individuelles, sauf autorisations marginales et contrôlées. La production et la consommation énergétique sous le capitalisme se heurtent à la fois au gaspillage et au centralisme.

L'histoire récente du Japon ne manque pas de scandales dus à la corruption et la concussion entre milieux d'affaires et politiciens, endémiques depuis l'entrée du pays dans le concert capitaliste en 1868. En 1891 déjà, la pollution des terres et des rivières alentour des mines de cuivre d'Ashio (préfecture de Tochigi, au nord-ouest de Tōkyō) constitue un des premiers exemples de pollution industrielle au Japon. Parce qu'elles appartenaient à la puissante famille des Furukawa, et que Hara Takashi (1856-1921), ministre de l'Intérieur en 1907, y possédait des intérêts, la question de l'interruption de la production dans ces mines constituait une menace pour l'Etat. Comme dans tous les pays actuellement au cœur de l'économie capitaliste, la fin de la deuxième guerre mondiale a entraîné au Japon une croissance économique exponentielle : « les trente glorieuses », selon l'expression du sociologue Jean Fourastié (1907-1990) (2), furent une période d'intense exploitation de la force des travailleurs et de vastes mouvements migratoires des campagnes vers les villes. Cette centralisation exige une offre d'énergie que

(2) Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la Révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, 1979.

le patronat ne peut laisser entre les mains des particuliers.

Je crois bon aussi de rappeler, parce que beaucoup de gens l'ont oublié, au Japon même, qu'en 1999 il y avait eu une fuite radioactive, dans la nuit du 29 au 30 septembre à Tōkaimura, due au centre de recherche ; les conseils donnés par les autorités à la population avaient été de se calfeutrer chez soi. En 2000, les mêmes autorités signalaient une autre fuite radioactive à Fukushima. On ne peut donc pas dire que la dangerosité du nucléaire soit une nouveauté au Japon, ni nulle part ailleurs dans le monde.

Dans ce même temps où je séjournais à Tōkyō, survenait le cinquantième anniversaire de ce que les Japonais appellent Minamata 2, un cas d'empoisonnement au mercure qui s'est déroulé dans la préfecture de Niigata (nord-ouest du Japon). L'appellation « Minamata » provient de l'empoisonnement par méthylmercure diagnostiqué par des médecins en mai 1956 parmi des riverains de la baie de Minamata (île méridionale de Kyūshū), dont l'origine fut identifiée, en 1959 seulement, dans les rejets de mercure de l'usine chimique Chisso (3).

La presse japonaise n'a pas beaucoup parlé de l'anniversaire de ce Minamata 2, mais s'est répandue sur celui des bombes atomiques larguées par le gouvernement américain sur Hiroshima (6 août 1945) et Nagasaki (9 août). Je n'ai personnellement jamais entendu un Japonais exprimer une quelconque empathie envers les milliers de Coréens, travailleurs volontaires ou forcés, victimes à Hiroshima ou Nagasaki. Et si la mémoire des bombes atomiques reste vive au Japon, elle reste aussi totalement déconnectée des souffrances infligées par le Japon aux populations asiatiques.

Des commentateurs, plus ou moins avisés, de la société japonaise soulignent sa complexité, les Japonais en premier. C'est sans doute exact pour qui ne lirait pas le japonais. Il se passe en effet des choses troublantes entre un ouvrage en japonais et sa traduction dans une autre langue, souvent l'anglais américain. Les exemples abondent ; je n'en donnerai ici qu'un en français : je me souviens que Ishihara Shintarō, célèbre nationaliste au Japon et gouverneur de Tōkyō de 1999 à 2012, et Morita Akio, ancien président de Sony, avaient publié en 1989 un ouvrage intitulé *No to ieru Nihon* (Le Japon qui dit non) (éditions Kōbunsha), violemment anti-américain ; évidemment l'ambassade américaine au Japon s'est empressée de traduire ce pamphlet en anglais. Immédiatement après la traduction américaine, les auteurs japonais ont affirmé que la version anglaise était mauvaise et Ishihara a réécrit l'ouvrage avant d'en autoriser une version anglaise conforme à cette nouvelle mouture ; Morita, ayant les intérêts économiques que le monde entier connaît, a refusé de signer cette nouvelle mouture. En français, l'ouvrage a été traduit sous le titre *Le Japon sans complexe* (Dunod, 1991), d'après la seconde version, donc sous le seul nom de Ishihara, édulcorée comme il convient.

Il en est ainsi depuis longtemps au Japon : une version japonaise pour les Japonais et une autre version pour les gaijin (mot japonais pour désigner les étrangers qui signifie les gens du dehors). Je suppose que cette façon de faire des Japonais a pour objectif principal de cacher certaines informations. Sinon, comment comprendre qu'il faille donner des informations différentes aux gaijin simplement parce qu'ils sont gaijin ? Serions-nous, non-Japonais, idiots à ce

(3) Abréviation de Shin Nitchitsu, elle-même abréviation pour Shin Nihon chisso hiryō kabushiki kaisha (Société anonyme des engrais aux nitrates du nouveau Japon).

point de ne pas pouvoir comprendre les mêmes informations que les Japonais ? Ce n'est pas la société japonaise qui est complexe mais les commentaires sur cette société par ceux qui ne veulent pas dire la vérité, et ils sont nombreux.

Quant à moi, je n'avais aucun désir de participer à cette manifestation antinucléaire du vendredi 12 juin devant l'Assemblée nationale japonaise ; je fuis, déjà en France, toutes manifestations, les considérant pour la plupart comme des promenades inutiles destinées uniquement à fatiguer les participants qui auraient eu l'envie de dépenser plus utilement leur énergie, à épuiser leur combativité éventuelle. Je ne suis donc pas rentré dans les rangs, outre que mon physique d'Européen m'aurait facilement indiqué comme proie pour la police. La contestation qui marche au pas ne me concerne pas ; j'apprends d'ailleurs que ces rassemblements devant l'Assemblée nationale, qui durent depuis 2011 tous les vendredis, sont sans effet puisque le gouvernement vient de décider, ce 11 août 2015, de relancer une des plus anciennes centrales, celle de Sendai (4) (préfecture de Kagoshima, île de Kyūshū). Bien sûr, les habitants de cette région protestent ; à la manière de ce qui se passe à Tōkyō si l'on en croit les propos d'une protestataire rapportés par un journaliste du quotidien *Le Monde* dans son numéro du 12 août : « On se débrouille, même si on n'est pas assez nombreux pour tout organiser. »

Pendant mon bref séjour à Tōkyō, il y eut plusieurs autres manifestations où je ne suis pas allé parce que je n'ai appris leur déroulement qu'après coup. Les manifestants se donnent certainement rendez-vous par l'intermédiaire des réseaux dits sociaux ; en tous cas, les médias ordinaires, télévision et journaux, n'en annonce pas la tenue et la télévision n'en rend pas compte, de ce que j'ai pu en juger.

Le dimanche 14 juin, par exemple, une manifestation a parcouru les rues du quartier de Shibuya pour protester contre le projet du gouvernement d'Abe Shinzō de revoir l'article 9 de la Constitution (selon *Le Monde* du 17 juillet 2015, « La réforme controversée de la défense *[a été]* adoptée par la Chambre basse ») afin de pouvoir envoyer les Forces d'autodéfense (Jieitai ; euphémisme pour désigner l'armée au Japon depuis la fin de la deuxième guerre mondiale), dans des zones de conflit hors du Japon ; protestation précédée d'une mise en scène au Japan Press Club à Tōkyō le vendredi 12 juin par quatre anciens dirigeants politiques : Yamasaki Taku (ex-vice-président du Parti libéral démocrate, Jiyū minshutō), Kamei Shizuka (ex-leader du Nouveau Parti du peuple, Kokumin shintō), Fujii Hirohisa (ex-président député du Parti démocrate du Japon, Minshutō) et Takemura Masayoshi (ex-leader du Nouveau Parti sakigake, Shintō sakigake).

Ces manifestations demeurent locales et leurs participants ne peuvent pas, ou ne cherchent pas, à joindre leurs forces. Ceci s'explique par la pression des communautés dans les villages et au sein des grandes villes, bien qu'en déclin dans les plus grandes, qui conservent de l'importance au Japon. Le poids du collectif et la répression de toute expression individuelle sortant de ce cadre collectif font que, pour la plupart, les protestations restent essentiellement passives ; une passivité qui s'étend du retrait du geek, au suicide des plus jeunes et des plus vieux ou à l'acte de folie, inquiétant à la fois gouvernants et patronat plus que les quelques défilés bien ordonnés dans les rues ou devant l'Assmblée nationalee.

J.-P. V

(4) A ne pas confondre avec une ville du même nom mais dont les idéogrammes sont distincts située dans le Nord-Est du Japon.

Bitcoin

◆ « Le bitcoin, de l'engouement à l'indifférence : L'avenir d'une monnaie qui a dérangé », dans le n° 82 (mai 2015) de *La Gazette de la société et des techniques* (copie à Echanges).

Kurdistan

◆ « Turquie-Syrie : impressions du Kurdistan », dans *CQFD* n° 132 (mai 2015) un long reportage à Diyarbakir (capitale du Kurdistan turc), Batman (ville pétrolière proche de Diyarbakir), Simze (village yézidi vidé de sa population dans les années 1980, qui ont vu les Yézidis partir vers l'Europe, et repeuplé depuis 2014 par les Yézidis qui ont fui l'Irak et la Syrie), Suruç, ville frontière proche de Kobané. On y retrouve les propos sur l'« autonomie démocratique » le confédéralisme démocratique, la priorité donnée à la libération des femmes – illustrée par le fait que le poste de maire de Batman est occupé par un homme et une femme (non reconnue par le pouvoir), et que se tiennent à Suruç des assemblées de femmes de quartier. Quel en est le contenu ? « Beaucoup de questions restent en suspens après ce court séjour, notamment sur la mise en pratique de cette auto-administration qui souhaite tisser sa toile dans tous les domaines de la vie publique », [ne] conclut [pas] le reportage. C'est sans doute la géopolitique de la région et l'équilibre des classes sociales (un mot qui n'est jamais prononcé) qui donneront les réponses.

Wildcat : des grèves partout

◆ Nous avons reçu il y a plusieurs semaines le n° 98 (été 2015) de la revue allemande *Wildcat*, mais le copain qui en rédige la recension n'a pas eu le temps de la lire entièrement. Nous en reportons donc les notes de lecture au n° 153 d'*Echanges*. Mentionnons simplement le titre de couverture : « Grèves partout dans le monde : classe ouvrière mondialisée en marche » (« Streiks weltweit : Globale Arbeiterklasse am Zug ») qui donne une idée de son contenu recensant les grèves ouvrières sur tous les continents depuis les Amériques jusqu'en Asie en passant par l'Europe. Nous publions par ailleurs une note de lecture sur l'article intitulé « Mouvement et profession, 2e partie : Critique de la division sociale du travail » du précédent numéro de *Wildcat* pour laquelle nous n'avions pas trouvé de place dans le n° 151 d'*Echanges*.

Contacts : Wildcat, Postfach 80 10 43, 51010 Köln, Allemagne ; versand@wildcat-www.de ; site Internet : www.wildcat-www.de

Colombie

◆ Dans *CQFD* n° 134 (juin-juillet-août 2015) : « Des bâtons contre des fusils » : dans le Sud-Ouest de la Colombie, des Indiens Nasas tentent de réoccuper des terres (promises par le gouvernement en indemnisation de plusieurs massacres d'Indiens) et d'y implanter des cultures vivrières, contre les riches propriétaires terriens qui se consacrent à la monoculture de la canne à sucre.

◆ Un autre éclairage sur ce combat dans *Alternative libertaire* n° 252 (juillet-août 2015).

Obsolescence programmée

◆ « Obsolescence programmée des objets. Mythes et

réalité » dans *La Gazette de la société et des techniques,* n° 81 (mars 2015).

Québec

◆ « Briser la spirale de l'austérité », dans *Alternative libertaire* n° 205 (mai 2015) : du collectif anarchiste Emma Goldman de Sagunay. Toujours la défense de cette idée que des « espaces d'autonomie » peuvent être créés « hors du capitalisme » (nous pensons, à Echanges, qu'il n'y a pas d'« en-dehors » du capitalisme, et que l'en-dehors ne peut être que la sortie généralisée du système). Le collectif fait aussi le point sur le Plan Nord du gouvernement, projet d'extraction minière sur des terres appartenant encore aux « Premières Nations », dont les infrastructures seront largement financées par l'Etat.

◆ *Arnaque des régimes de retraite et des fonds de pension. Analyse des problèmes de retraite au Canada* ; brochure de Robert Bibau.
RobertBibau@hotmail.com
http://www.Les7duquebec.com/

◆ Du même auteur *Crise, austérité et résistance à leur gouvernance (nous sommes tous des prolétaires),* copie à Echanges.

Accaparement des terres

◆ Dossier « Libérons les terres », dans *CQFD* n° 133 (juin 2015).
« L'accaparement des terres est un nouveau visage du colonialisme », autour du livre *Main basse sur la terre* (éd. Rue de l'Echiquier, 2013), du journaliste italien Stefano Liberati, interrogé par *CQFD* (n° 133, juin 2015). Ce phénomène de l'accaparement, selon lui, se fait plus discret, moins spectaculaire. « Des mouvements paysans liés à la Via Campesina ou encore le Roppa, réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest, ont réussi à dépasser les revendications et les luttes uniquement centrées sur la défense des droits des populations rurales. Certaines de ces organisations appellent à réoccuper collectivement les terres accaparées, et elles tiennent un discours plus large sur la sécurité alimentaire, l'exode rural, affirmant que l'accaparement des terres est un nouveau visage du colonialisme. » Surtout, Liberati estime que deux modèles sont en conflit : le modèle agro-industriel, celui de la monoculture intensive et de la course au productivisme, soutenu par la Banque mondiale, la FAO et les gouvernements, et celui de l'agriculture paysanne et du développement local. « La bataille, dans les vingt années à venir, va totalement reconfigurer les équilibres agricoles de la planète. »
Thèmes développés par les autres articles de ce dossier : « Entre le marteau de la métropole et l'enclume de l'agro-industrie, politiques de la terre volée» ; « Le nerf de l'agraire : une réforme agraire contre la concentration des terres ? » ; « Des zap pour zapper la spéculation » ; « Renouer avec un imaginaire d'autonomie ».

Ce qu'est Podemos, ce que nous sommes

De camarades espagnols (juillet 2015).

(...) Nous apportons ci-après quelques renseignements sur la situation politique et sociale actuelle en Espagne, qui est assez agitée, avec l'émergence de nouvelles forces politiques de la soi-disant gauche radicale, principale question abordée dans ce texte. Celui-ci a dû être rédigé rapidement, sans avoir été discuté par les compagnons. Aussi est-il plus personnel que collectif.

Tout d'abord, nous pensons que nous partons d'une situation de défaite totale et de désorganisation de la classe ouvrière. Cependant la crise capitaliste elle-même rend possible l'inversion de cette situation. Le processus rapide d'homogénéisation des conditions de vie du prolétariat dans le monde n'est pas achevé. Les conditions de vie en Occident continueront de se dégrader et, tôt ou tard, provoqueront des réactions de la classe ouvrière. Celle-ci parviendra-t-elle à conquérir le degré d'autonomie nécessaire pour empêcher la lutte de classe de se transformer en collaboration de classe ? Nous croyons qu'aujourd'hui les travailleurs les plus conscients ont un rôle crucial à jouer parmi les camarades de classe, comme toujours.

Comme nous supposons que vous connaissez assez bien l'histoire récente de l'Espagne, nous allons raconter l'émergence de ces nouveaux partis de la gauche radicale et leurs antécédents. Ensuite, nous décrirons brièvement la situation de la classe ouvrière espagnole et quelques épisodes de lutte récents.

***

Jusqu'à la crise de 2007-2008, la gauche radicale extraparlementaire n'était rien d'autre qu'un petit mélange de groupes et de collectifs de jeunes (squatters, antifascistes, anarchistes, féministes, écologistes, etc.) qui partageaient certains espaces sociaux (centres sociaux squattés, librairies, bars, manifestations, etc.). A Madrid, certains squatters s'étaient rapprochés du parti Gauche unie (coalition avec les staliniens du PCE) pour essayer de légaliser les occupations de bâtiments, tandis qu'en Catalogne et au Pays Basque il y avait un secteur lié directement à la jeunesse des partis nationalistes de gauche (le soutien aux indépendances basque et catalane est prédominant dans la gauche radicale espagnole). Dans les années précédant la crise, avec le développement du mouvement antimondialisation en Espagne, les manifestations contre la guerre en Irak et le mouvement pour un logement décent, l'influence de la gauche radicale chez les étudiants a grandi (il est vrai que la gauche radicale a déjà un caractère juvénile et estudiantin important). S'il y avait un slogan

Tarifs

◆ La réflexion d'un camarade de Bretagne (lettre du 9 juillet 2015) selon laquelle « les tarifs postaux n'arrêtent pas d'augmenter », nous fait lancer un sondage auprès de nos lecteurs : faut-il augmenter le prix de l'abonnement annuel ? car cela devient effectivement serré.
echanges.mouvement@laposte.net

dans les discussions de ces minorités, c'était bien celui de « Quitter le ghetto », c'est-à-dire accroître son influence dans la société.

Et c'est précisément la crise qui, avec l'appauvrissement de la petite bourgeoisie et le manque de débouchés pour les universitaires, a commencé à offrir un public et des militants nouveaux à cette gauche radicale éclectique, surtout après 2011 avec le mouvement 15M. Le 15M a été un choc pour tous les militants de la gauche radicale (dont toutes les analyses récentes font référence à ce mouvement). Il a attiré de nombreux jeunes dépolitisées vers cet environnement radical et a offert des perspectives nouvelles aux secteurs de la gauche radicale plus réformistes et plus proches des institutions. En fait, nous pensons qu'il n'y a pas rupture entre cette dérive électorale et parlementaire et le moment extraparlementaire qui l'a précédé, mais continuité.

Après 2011, tandis que les assemblées du 15M diminuaient lentement, les activistes se mêlaient à la mobilisation d'autres secteurs tels que les fonctionnaires de l'éducation et la santé, qui protestaient contre l'austérité budgétaire et défendaient leurs conditions de travail et les services publics. Ces manifestations ont été popularisées sous le nom de marées : marée verte (éducation), marée blanche (de la santé), etc. Les activistes du 15M ont également aidé au développement à l'échelle nationale du mouvement lié au problème du logement (« C'est à ces maux-là, communs à la classe ouvrière et à d'autres classes, par exemple à la petite bourgeoisie, que s'intéresse de préférence le socialisme petit-bourgeois », écrit Engels dans La Question du logement). La crise en Espagne a été étroitement liée à la bulle immobilière spéculative. Beaucoup de gens qui ont emprunté à leur banque pour acheter une maison se retrouvent sans travail (le chômage touche 6

millions de travailleurs sur environ 22 millions), chassés de leur foyer, écrasés par leur dette. La Plate-forme des victimes des hypothèques (PAH) est devenu très populaire par ses tentatives d'arrêter les expulsions et d'essayer de trouver une solution différente (condamnation de la dette après l'expulsion, location sociale, etc.). La porte-parole de la PAH, Ada Colau, est la nouvelle maire de Barcelone, grâce entre autres à ses nombreuses apparitions à la télévision.

Dans la perspective des élections européennes de 2014 est apparu le parti Podemos et, en 2015, d'autres partis ont émergé sous des noms différents dans plusieurs villes, formés par des activistes radicaux, pour les élections municipales. Il s'agit de partis similaires dans leur idéologie, mais avec des origines différentes. Podemos est directement une initiative du parti Gauche anti-capitaliste (qui jusque-là était une organisation au sein de Gauche unie), et son noyau fondateur est étroitement lié à l'université (professeurs). Cependant les partis de « candidatures citoyennes » qui ont émergé dans les grandes villes pour les élections municipales, ne proviennent en général pas des vieux partis politiques, mais de l'activisme de base, un activisme en principe « indépendant » des partis politiques de gauche, mais en fait assez proche. Bien qu'ils ne soient pas une initiative des partis de gauche, ils ont attiré beaucoup de jeunes militants de ces derniers.

Pour donner une idée de cette attirance : des trois leaders de Podemos Pablo Iglesias, Iñigo Errejón et Juan Carlos Monedero, le premier vient des Jeunes Communistes (PCE), le deuxième de la Jeunesse libertaire, le troisième du parti Gauche unie. Iglesias et Errejón se sont distingués dans le mouvement étudiant avant de passer à Gauche Anti-capitaliste. Iglesias a obtenu une place de professeur d'université, et Monedero est lui aussi professeur d'université. Tous ont également travaillé en tant qu'assistants pour le gouvernement du Venezuela, et se sont exhibés dans les « talk-shows ».

L'origine des candidatures de « l'unité populaire » est différente. Ce sont des initiatives basées sur des activistes indépendants, qui ont souvent une longue histoire de militantisme « autonome » ou de squatters, et ont parfois réussi sous une forme ou une autre à se convertir en militants professionnels (dans des associations subventionnées, dans le journalisme radical, etc.). Donc, ce secteur peut se sentir autorisé à parler, par exemple, du « municipalisme libertaire », pour défendre son « assaut des institutions ». Mais bien que leurs origines soient différentes, ils partent du même substrat et ont plus de similitudes que de différences dans leur idéologie, comme nous l'avons déjà dit.

Le fait est que, dans la gauche radicale, seuls les anarchistes « intransigeants », qui défendent le rejet libertaire traditionnel de tout ce qui est parti politique et parlementarisme, sont restés en dehors de l'euphorie et de la fièvre électorale. Toutefois, bon nombre de leurs collègues se sont tournés vers ces partis, et la gauche radicale forme encore un tout, même si elle est divisée sur la question de la politique électorale entre une majorité parlementaire et une minorité antiparlementaire. Les libertaires antiparlementaires tentent de s'organiser séparément, bien qu'ils doivent faire face au rejet des grandes organisations par de nombreux anarchistes. Il a surgi récemment une nouvelle organisation libertaire, Apoyo mutuo-Pueblo fuerte (Appui mutuel-Peuple fort) ; une autre est apparue à Barcelone, Procés Embat.

Les élections municipales du 24 mai ont fait gagner à Podemos et aux petits partis alliés Madrid, Barcelone, et d'autres grandes villes. Pour les élections générales prévues pour novembre 2015, les activistes ont proposé de nouveau une alliance semblable, appelée «Unité populaire » (ce qui rappelle le vieux Front populaire de 1936). Mais cette fois, Podemos semble réticent. Ses dirigeants préfèrent aller seuls aux élections générales, même si certains courants au sein du parti se sont prononcés en faveur d'alliances. Le parti Gauche unie (IU), qui a subi une grave crise quand Podemos est apparu, est un ardent défenseur de l'« Unité populaire », parce qu'il serait en danger de disparition sans cette recomposition des forces politiques.

En bref, la crise a transformé l'ancien ghetto de la gauche radicale en classique mouvement petit bourgeois démocratique. Peut-être en démontrant aux révolutionnaires que l'abri qu'il offrait en temps de défaite du prolétariat n'était pas le meilleur. La gauche radicale extraparlementaire a offert des adhérents et des dirigeants à ce nouveau mouvement. Quels sont leurs slogans et leurs revendications ? Dans le mouvement, une

demande généralisée est le « processus constitutionnel » pour mettre fin au « régime » (bipartisme PP-PSOE et monarchie, tous corrompus) et peut-être ouvrir la voie à une république parlementaire démocratique. Tout ceci dans le cadre de l'« anticapitalisme » traditionnel de la petite bourgeoisie, qui accuse toujours les grands capitalistes, les banquiers, les spéculateurs, etc., les liquidateurs de petites exploitations..., tout en défendant les PME, l'économie nationale (qui devrait prétendument se réindustrialiser) et l'Etat des patrons. Dans le contexte de la défense de la souveraineté nationale contre l'Allemagne, le leader de Podemos, Pablo Iglesias, n'a pas hésité à plonger dans le discours nationaliste, apparaissant comme un vrai patriote contre les politiciens et les hommes d'affaires fraudeurs et corrompus. Inutile de dire que ce mouvement est similaire à celui de la France de 1848, ou de l'Italie et de l'Allemagne (et d'autres pays) entre les deux guerres. Autrement dit, il existe un certain risque que tout se termine par une forme de bonapartisme, de gauche ou de droite.

Pour nous, il n'y a que démagogie dans tout ce discours des mouvements démocratiques traditionnels. La gauche radicale moderne, même si elle est le refuge des « révolutionnaires » et des anarchistes, même si elle peut devenir radicale dans sa protestation, est un ensemble interclassiste qui n'offre pas de solutions pour le prolétariat. Tant par sa composition de classe que par ses slogans, ses méthodes et ses revendications, il s'agit d'un mouvement essentiellement de caractère petit bourgeois. Sa nature a beaucoup à voir avec l'environnement historique dans lequel elle a émergé au cours des dernières décennies : la disparition du prolétariat organisé, l'expansion du bien-être et une sorte de révolution culturelle.

Nous pensons que notre tâche est, plus que d'apparaître dans le mouvement petit bourgeois en tant que communistes ou anarchistes avec les autres militants politiques, de jouer le rôle de militants prolétariens, avec les travailleurs, et essayer d'encourager l'organisation ouvrière autonome avec des méthodes et des slogans de classe. Premièrement, une nécessité pour toute perspective révolutionnaire est la résurgence du mouvement prolétarien indépendant. Nous revendiquons le rôle que les communistes ou anarchistes ont toujours joué au sein des organisations ouvrières, comme dans leurs propres formations.

Voyons maintenant la situation des travailleurs espagnols et de leurs organisations.

Dans les décennies d'avant la crise, les réformes des lois sur le travail et l'augmentation constante de la force de travail (d'abord avec l'intégration des femmes dans le marché du travail puis, depuis 2000, avec l'afflux massif d'immigrants – ils représentent au-

jourd'hui 10 % d'une population de 47 millions de personnes) ont déprécié les salaires et les conditions de travail. La crise a accentué ce processus de façon spectaculaire, liquidé des secteurs entiers (bâtiment) et a fait atteindre au taux de chômage des niveaux record, jusqu'à près de 30 % de la population active. Mais la crise a affecté surtout les travailleurs temporaires, qui souffraient déjà des pires conditions. En Espagne, les conditions de travail et le chômage ont une forte composante générationnelle : les plus jeunes connaissent les pires conditions et sont plus souvent chômeurs.

En tout cas, les conditions de travail se dégradent pour la grande majorité : intensification du travail, rythme, contrats temporaires, contrats à temps partiel, réductions de salaires, etc. Et il faut ajouter la diminution des salaires indirects versés sous la forme de services sociaux (réductions budgétaires). Tout cela crée des conditions favorables pour la lutte des classes, mais jusqu'à présent, le prolétariat a à peine fait son apparition.

Les grands syndicats au service des employeurs ont convoqué deux grèves générales contre les réformes du travail de Zapatero (2010), d'abord, puis de Rajoy (2012). Des jours de mobilisation inutiles, qui démoralisent les travailleurs et restent incapables d'exercer une force réelle contre les patrons. En général, ces syndicats collaborationnistes restent silencieux, marqués par des scandales de corruption, et admettent la politique des employeurs et du gouvernement. Ces syndicats sont liés principalement aux fonctionnaires et aux travailleurs du secteur public. Plus que des syndicats, ce sont des entreprises de services syndicaux.

Quant aux syndicats minoritaires et « alternatifs », ils sont rassemblés dans une plateforme appelée « Bloc de combat et de classe » (CNT, CGT, Solidaridad Obrera, Co.bas, AST, CSC, etc.). Il s'agit plutôt d'une coordination de dirigeants que de travailleurs de base. A peine a-t-elle montré quelques signes de vie. Podemos a lancé un processus visant à établir un nouveau syndicat (Somos, Nous sommes), qui n'a pas abouti.

Ces syndicats alternatifs collaborent à l'organisation des soi-disant « Marches de la dignité » avec les partis de gauche et les restes du 15M. Ce sont aussi des jours de mobilisation, où des colonnes de manifestants vont à Madrid, vers le Congrès des députés, en exigeant « le pain, le travail, le logement et la dignité ».

Beaucoup de leurs dirigeants sont liés à des partis de la gauche radicale, nouveaux et anciens. Ainsi, les méthodes et les slogans qu'ils utilisent sont imprégnés du symbolisme qui caractérise les démonstrations de la gauche radicale. A de rares exceptions près, tous bénéficient de subventions publiques de l'Etat des patrons et ne sont pas indépendants de la bourgeoisie et de son Etat. Ils ne sont pas, par conséquent, des syndicats de classe, et ne cherchent pas à l'être. La CGT (scission de la CNT datant de 1977) est l'une des organisations qui voit le plus augmenter le nombre de ses cotisants, car elle profite du discrédit des Commissions ouvrières (Comisiones Obreras, CCOO, le principal syndicat espagnol) et de l'UGT [confédération proche du PS, fondée en 1888. NDE].

En dehors de ces syndicats, le SUT (Solidarité et unité des travailleurs) est pratiquement la seule organisation de classe vivante. Le SUT est une scission de Solidaridad Obrera, qui est elle-même une scission de la CNT. Lorsque Solidaridad Obrera a voulu devenir la section syndicale de l'organisation politique Lucha Autonoma (formée, il y a quinze ans, par des collectifs de quartiers, dont beaucoup de jeunes membres d'alors sont maintenant les dirigeants des nouveaux

partis de gauche), un groupe de travailleurs l'a quittée pour fonder le SUT. Dans ce syndicat, présent à Madrid et Barcelone, des militants de la Gauche communiste font un excellent travail parmi les travailleurs précaires. A Barcelone, ce printemps 2015, les travailleurs de l'Auditorium (propriété municipale) affiliés au SUT – tous en mission d'interim – ont appelé à une grève illimitée. La grève s'est étendue aux travailleurs du Liceu *[le Grand Théâtre de la capitale catalane. NDE]*. Elle a duré près de deux mois et a pris fin avec un accord concédant aux travailleurs de nombreuses améliorations.

A Madrid, récemment, est apparue une plate-forme de travailleurs appelée « Unification des luttes », formée par des groupes de travailleurs, syndiqués ou non, de différentes entreprises en conflit. Bien qu'elle ait convoqué une réunion en mai et une manifestation en juillet, le travail de coordination de cette plate-forme est un peu suspendu et ne continue que grâce à certains travailleurs qui sont aussi des militants de différents partis, des libertaires, etc. Plutôt que de se livrer à un travail souterrain d'organisation, patient et ingrat, la plate-forme pose leur travail à la manière de la gauche : mobilisations, manifestations, etc.

Avec ces grandes centrales syndicales et ces syndicats « alternatifs », il est difficile de quitter l'état de prostration et le défaitisme dans lequel se trouve le prolétariat, et de s'organiser de manière indépendante. Un exemple est la dernière grève des techniciens externalisés de Telefónica-Movistar. La grève et sa propagation sont nées « spontanément », de la base. Mais tandis que les syndicats majoritaires ont saboté la lutte en utilisant leur monopole dans la négociation collective, les syndicats alternatifs l'ont entraîné du côté du parlementarisme et des partis de gauche, vers la solidarité virtuelle de l'activisme radical, vers la prolongation de la grève alors que la plupart des travailleurs étaient retournés au travail, en faisant coïncider la grève avec les élections municipales.

La désorganisation, l'absence de tradition de lutte et l'inexpérience, sont autant d'obstacles sur le chemin des prolétaires vers le degré d'autonomie nécessaire pour faire face à la bourgeoisie. Etant donné le manque de conscience de classe, la tendance naturelle des travailleurs organisés est de se rapprocher des partis de gauche et des démagogues. Les leçons de deux siècles de lutte de classe ne s'apprennent pas en une nuit. Voilà pourquoi nous insistons sur l'importance de la présence des « révolutionnaires » aux côtés des travailleurs, de la transmission, autant que possible, des principes qui devraient guider la lutte et le mouvement prolétariens, en remplaçant la sentence conservatrice « Un salaire équitable pour une journée de travail juste » par le slogan révolutionnaire « Abolition du salariat ».

Chaque groupe, chaque individu (...) a probablement sa propre idéologie – conseilliste, anarchiste, communiste de gauche, etc. Donc, nous ne pouvons pas arriver à un accord sur des questions politiques. Mais ce serait un pas en avant que de pouvoir nous entendre sur un programme ou certains principes de base pour la lutte de classe, la

lutte pour les conditions économiques et l'organisation prolétarienne.

Salutations fraternelles à tous.

El Salariado Prensa obrera en la red.

elsalariado@gmail.com
https://twitter.com/elsalariado
https://www.facebook.com/pages/El-Salariado/584435881693219?sk=app_294627540601598

Retour à l'usine

D'un camarade de l'Allier. 13 juin 2015

(...) J'ai retravaillé deux semaines dans un collège situé à 15 km de la maison ; de bonnes conditions de travail (collègues assez sympas ce qui, tu t'en doutes, n'est pas toujours le cas, élèves sympathiques et direction pas chiante), dommage que cela ait été bref ! (...) J'attends toujours des nouvelles de l'usine de ferraille (elle tourne au ralenti ces derniers temps à ce que l'on m'a dit, pas trop de travail ici non plus... J'espère que j'aurais retrouvé du travail en intérim ; cela va de soi (...) c'est la priorité absolue (il faut que je fasse vivre ma famille)

Où en est le bulletin *DLM* ? Dernièrement, j'ai eu l'occasion de voir les types de la CNT-AIT de Clermont Ferrand. Ils ont diffusé manuellement sur la ville (le 1er mai) le bulletin et je leur ai laissé des échantillons d'anciens *DLM* pour leur bibliothèque (le surplus a été distribué sur d'autres groupes CNT du Centre et du Sud de la France). Ils ont été en tout cas très intéressés et je leur ferai dorénavant parvenir le bulletin.

Je l'ai également donné à un vieil homme en maison de retraite, un anarchiste à qui j'ai rendu visite (ce sont les types de la CNT qui m'ont filé son adresse) et cela lui a beaucoup plu. Cet homme s'intéresse beaucoup à la Commune de Paris et à Louise Michel. Aurais-tu l'adresse de l'association « Les Amis de Louise Michel », il me l'a demandée ? Il est assez isolé et avide de contacts (seuls son fils et quelques compagnons amis vont lui rendre visite). Je lui ai offert le livre de Louise Michel sur « La Commune au jour le jour »... (1)

Du même, 30 juillet 2015

(...) Depuis deux semaines, je retravaille à l'usine, à la journée et toujours à l'accrochage (voir *Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire*). Cela va, je ne suis pas encore trop « rouillé » (malgré mes 48 ans). Je suis dans l'équipe A, celle de F., mais ce n'est plus lui le chef, il a démissionné. Il a été remplacé par un salopard de la pire espèce qui s'est empressé de virer ou de mettre au décrochage toute l'équipe ou presque (qui était essentiellement composée de vétérans, trente à trente-cinq ans de boîte), des types avec une expérience importante. Seuls deux ou trois sont restés. Le salaud en question a monté en grade et il est devenu le « monsieur sécurité » n° 1 et passe son temps à emmerder les ouvriers sur le lieu de travail avec la bénédiction de la direction. La semaine dernière, il a viré manu militari un intérimaire et hier, rebelote, un autre intérimaire a été éjecté.

L'équipe, auparavant composée à 90 % d'embauchés définitifs et 10 % d'intérimaires, est maintenant constituée à 90 % d'intérimaires et de 10 % d'embauchés. Le chef remplaçant, un ouvrier vétéran (un type que je connais bien, avec qui j'ai déjà travaillé) est un type bien et s'affronte souvent à la direction.

La plupart des intérimaires sont des jeunes gars entre 20 et 30 ans (je suis l'exception à l'accrochage avec mon grand âge – 48 balais) mais à la différence de tous ces jeunes, j'ai plus d'expérience et arrive à suivre les cadences.

---

(1) Appel aux lecteurs pouvant se libérer d'ouvrages de ou sur Louise Michel, et/ou tout groupe ou association consacré à Louise Michel, à donner et à prendre contact par l'intermédiaire de echanges.mouvement@laposte.net

Même chose pour l'équipe B, il y a une majorité d'intérimaires. Seule l'équipe de nuit (où j'étais précédemment) est encore en majorité composée d'embauchés.

Donc voilà, de retour à nouveau dans cette boîte (qui me colle à la peau !) Tout le jour, nous accrochons de la ferraille dans le bruit, par tous les temps (canicule, flotte, orages, vent), nous finissons nos journées exténués, dégueulasses (l'accrochage est le poste le plus sale). J'ai appris aussi la semaine dernière qu'un ouvrier du décrochage s'était suicidé, que D., ouvrier paysan au poste d'accro, est mort d'une leucémie. Tu vois, guère de nouvelles réjouissantes. Par contre beaucoup de jeunes intérimaires consomment de la marijuana, plus que jamais ; de plus en plus de jeunes intérimaires viennent des îles (Mayotte, etc.).

F. M.

(Auteur de *Nuits d'usine, carnets d'un intérimaire,* Echanges et mouvement.)

« Vivre différemment » ?

D'un camarade de Lyon, 22/6/2015

Je viens de recevoir *DLM* de mai 2015 et j'ai bien du mal à comprendre la deuxième partie de la dernière phrase de « l'édito » p. 2 : *« Il semble que la lutte de classe globale se situe non seulement dans cette promesse de généralisation* [OK] *mais aussi* contre *sa puissance révolutionnaire destructrice qui serait précisément l'élément unificateur que nulle propagande ou action ne pourrait assurer elle-même. »* Je crois que c'est le *« contre »* qui ne va pas. Plutôt « dans l'alliance avec » ?

Réponse de DLM *:*

Nous reconnaissons que cette formulation peut paraître ambiguë. D'un côté il y a les anciennes perspectives et actions révolutionnaires qui étaient axées sur l'affrontement et la destruction directe des structures du système capitaliste. Cette vision apportait une cohérence et une puissance de mobilisation. C'est ce que le texte vise dans l'expression « puissance révolutionnaire destructrice » Cela fut l'objet de tous les courants révolutionnaires du siècle dernier, mais semble devenu obsolète aujourd'hui dans les faits.

Parallèlement à ce déclin de la vision traditionnelle qui avait cette puissance de généralisation, les mouvements embryonnaires divers dévoilent une orientation totalement différente, non dans un affrontement direct mais seulement par des développements internes de tentatives de créer des espaces individuels ou collectifs de « vivre différemment» dont le développement et la généralisation pourrait signifier la fin du capitalisme. Cela est bien différent de ce que l'on pouvait présenter comme généralisation à travers des luttes ouvertes et de « leur puissance révolutionnaire destructrice ». Le fait que ces mouvements embryonnaires laissent de côté cette question d'affrontement direct qui pourrait être l'élément unificateur joue contre ce que révèlent d'unification spontanée la multiplicité, qui peut être vue comme détentrice d'une puissance révolutionnaire. Il est difficile, dans la situation présente du capital mondial, de voir exactement ce que représentent tous ces mouvements, actions et courants et si leurs aspects multiples pourront se transformer en une cohérence globale qui aurait alors une « puissance révolutionnaire ». Mais pour le moment, à défaut de cette cohérence unificatrice, la seule promesse de généralisation ne suffit pas à l'amener au point d'apparaître comme une « puissance révolutionnaires destructrice » et cela bloque le potentiel en ce sens qu'elle recèle.

H. S.

POUR UNE HISTOIRE DE LA LUTTE DE CLASSE DEPUIS LES DÉBUTS DU CAPITALISME INDUSTRIEL

Ce qui suit n'est qu'une première approche et s'inscrit dans la continuité d'une discussion poursuivie dans des cercles différents au cours de cet été 2015. Il ne contient pas, même si certains y trouveront indirectement certains liens théoriques, de références théoriques précises. Il est le produit – le point à ce stade – d'une réflexion personnelle présente, et nullement définitive, sur l'évolution des formes et du contenu de la lutte de classe au sens large du terme, c'est-à-dire prenant en considération les luttes à l'intérieur du procès de production, mais aussi à l'extérieur, dans ce qui entoure la reproduction de la force de travail. Il tente de définir quelle relation a existé et existe aujourd'hui entre ces formes et contenu avec l'évolution des structures du capital et les formes et contenus de l'exploitation de la force de travail.

Cette recherche a tiré son origine d'une discussion avec un camarade qui critiquait nos positions présentes, dans lesquelles il voyait l'abandon (presque une trahison) des positions antérieures que nous avons défendues effectivement quant à la théorie sur les conseils ouvriers. Cette discussion nous a permis de constater que depuis cinquante ans, pratiquement aucune lutte n'avait conduit à des tentatives de former des conseils, elle nous a fait aussi en rechercher une explication. Cette réflexion nous a fait constater que les structures du procès de production capitaliste avaient été profondément modifiées au cours des cinquante dernières années, et que cela pouvait expliquer l'évolution que nous avions constatée quant aux conseils. Nous avons pensé alors que, si cela avait été le cas pour les conseils, on devrait aussi trouver une relation identique pour l'ensemble du mouvement ouvrier depuis le développement du capitalisme, notamment industriel. C'est ce que nous tentons de présenter avec ce texte qui, nous le répétons, n'est qu'une première ébauche en vue d'un large débat.

La lutte de classe est constante et ne cesse jamais tant que celui qui ne vit que de la vente de sa force de travail, quelle que soit son activité, reste exploité. Elle est une réalité sous des formes

individuelles et/ou collectives, alors même que, faute d'expression ouverte comme la grève, certains peuvent dire ou écrire qu'« il ne se passe rien ». Elle est directe lorsqu'elle se place sur le lieu du travail mais elle est aussi indirecte lorsque le travailleur éprouve des difficultés dans une situation de précarité qui ne permet pas la reproduction de sa force de travail (nourriture, logement, détente). Depuis le développement conséquent du capitalisme, cette lutte – directe et/ou indirecte – a pu prendre différentes formes dans lesquelles on ne relève en général que les affrontements, depuis la grève jusqu'au conflit. On néglige le plus souvent toutes les autres formes plus ou moins souterraines de lutte sur le lieu du travail (par exemple l'absentéisme, la perruque, le « vol » du temps comme du matériel, etc.) ou hors du travail (la « récupération », la fraude aux avantages sociaux, etc.).

L'ampleur et les possibilités de ces luttes internes ou externes dépendent évidemment de la situation et des structures dans le procès de production tout comme de la distribution. Si la répression contre le conflit ouvert tant dans l'entreprise qu'en dehors (contre les occupations, les manifestations, les attaques diverses) est bien connue, la répression contre ces luttes « souterraines » est beaucoup plus sournoise. Elle mobilise non plus seulement une armée de flics et contrôleurs divers mais une foule de sociologues, d'experts divers et « d'organisateurs » quant aux meilleures méthodes pour accroître l'efficacité dans l'exploitation de la force de travail et de la récupération dans la consommation de la part de plus-value qui leur a été assignée.

Dans les premiers pays touchés par le développement capitaliste industriel dans la première moitié du XIXe siècle le travailleur, souvent un paysan déraciné, était pratiquement totalement démuni devant les conditions de son exploitation imposée par l'entrepreneur capitaliste. C'était particulièrement vrai en

Grande-Bretagne mais c'est devenu aussi la règle dans d'autres pays européens dont la France. Alors que la Grande-Bretagne, pays de droit coutumier, ne formulait pas précisément les conditions d'une telle situation de dépendance totale du travailleur, en France, sous la Révolution (une révolution destinée à assurer le pouvoir économique de la bourgeoisie), une loi prétendit établit la « liberté du travail » (loi Le Chapelier 1791) qui proscrivait toute organisation ouvrière. En France, comme en Angleterre, toute tentative d'organisation, de même que toute grève, était sévèrement réprimée par la prison, le bagne et même la mort.

Point n'est besoin de s'étendre sur la répression interne, toute infraction aux conditions de production pouvant impliquer des sanctions pécuniaires, ou le licenciement sans contrepartie et souvent avec une inscription sur une liste rouge bloquant toute embauche ailleurs.

Le travailleur, non seulement était soumis à des conditions drastiques de travail dans une période pouvant aller jusqu'à 10 ou 12 heures sept jours sur sept, mais son salaire ne lui permettait pas la reproduction de sa force de travail. C'est le manque de jeunes pouvant se trouver dans de bonnes conditions physiques pour le service militaire obligatoire qui contraignit le capital à faire voter en 1841 la première loi sur les relations sur les conditions de travail des enfants, suite à un rapport alarmant d'un médecin, Villermé (1) qui finalement conseillait au capital de prendre des mesures pour permettre un minimum dans la reproduction de la force de travail. Ce n'était pas une mesure révolutionnaire et pas du tout le produit de la lutte de classe, mais celui des effets extrêmement néfastes de la surexploitation de la force de travail. Le capital, par ses excès, tuait la source même de sa richesse (on peut faire la comparaison aujourd'hui avec l'attitude du capital devant les effets tragiques de la surexploitation de l'ensemble des ressources, y compris humaines).

Cette loi de 1841 était pourtant particulièrement timide : elle ne s'appliquait qu'aux entreprises de plus de 20 salariés ; elle interdisait le travail des enfants de moins de 8 ans, fixait à 8 heures la durée de la journée pour ceux de moins de 12 ans avec interdiction du travail de nuit, et à 12 heures pour ceux de moins de 16 ans. Pour tout le reste c'était carte blanche pour les patrons et même pour les enfants car l'application de la loi, jusqu'en1866, était contrôlée par les notables locaux qui étaient le plus souvent ces mêmes employeurs de travaux forcés. Quant à la reproduction de la force de travail, il suffit de lire les témoignages et romans de l'époque pour se faire une idée de l'extrême misère dans laquelle vivaient les travailleurs quels que soient leur âge, leur sexe, leur activité dans toutes les branches de l'économie.

Si nous avons développé dans le détail ces aspects de la condition ouvrière à la fin de la moitié du XIXe siècle, c'est pour montrer qu'en l'absence de possibilités de lutte, tant collectivement qu'individuellement, les travailleurs ont été contraints de trouver des formes de défense. C'est d'ailleurs une loi générale dans les relations de travail : si les travailleurs ne s'organisent pas collectivement pour promouvoir leurs droits, ils en créent de nouvelles, correspondant mieux à la défense de leurs intérêts du moment (cela dit sans préjuger de la nature et du sort futur de telles organisations de défense). Mais ces formes d'organisation pour tenter de pallier la misère ouvrière dans l'exploitation capitaliste vont prendre

(1) Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie, de Louis-René Villermé : textes choisis, éd. 10/18, 1971. Rééd. EMCC, Lyon, 2007.

deux directions différentes, même si vraisemblablement, les mêmes travailleurs ont pu participer en même temps à ces deux courants.

L'un de ces courants va partir des conditions internes de l'exploitation de la force de travail et l'affrontement constant dans la violence intrinsèque qu'implique la domination capitaliste dans le procès de production : une violence qui trouvera sa réplique dans la violence ouvrière dans la grève, l'insurrection, la révolution par la conquête. Les sociétés diverses de travailleurs, préfiguration des syndicats, d'abord tolérées, puis réglementées et intégrées sous la forme syndicale, sont aussi le berceau des organisations révolutionnaires, qui prennent la forme de partis hiérarchisés ou celle de collectifs anarchistes. Toutes ont un objectif commun, celui de la conquête et la destruction de l'Etat capitaliste, mais avec un clivage ultérieur entre les réformistes qui voient cette conquête par les voies légales de la démocratie élective et les révolutionnaires qui privilégient l'aspect militaire.

L'autre courant va partir, non de l'exploitation directe interne au processus de production, mais des conditions de la reconstitution de la force de travail, c'est-à-dire non sur les causes, mais sur les conséquences, pensant à travers de nouvelles organisations parvenir à constituer les conditions d'une société non capitaliste. Les formes nouvelles de ce courant vont se développer parallèlement à ce que l'on peut appeler le courant politique, ce mouvement pouvant être qualifié de courant social. C'est ainsi qu'en 1844 en Grande-Bretagne, pays capitaliste le plus avancé à l'époque (mais qui voit déjà se développer un mouvement politique très différent de la France où le prolétariat, dans des conditions spécifiques, prend la voie insurrectionnelle qui culminera dans la Commune de Paris), 28 tisserands de la région de Manchester, à la suite d'une grève perdue pour des revendications de salaires, fondent la Société des équitables pionniers de Rochdale, une coopérative de consommation (ce nom n'existe pas à ce moment-là) qui veut permettre aux travailleurs d'échapper à la mainmise des commerçants locaux en offrant des marchandises, essentiellement de produits alimentaires, à prix coûtant. Le titre « équitable » montre à l'évidence qu'en fondant leur entreprise, les 28 tisserands pensaient poser les termes d'une nouvelle société. Ce mouvement connaît rapidement une grande extension, à la fois quant aux activités proposées (consommation, production, logement, finance, etc.) qu'au nombre de participants (en 1900 le mouvement coopératif comptera 1 million d'adhérents). Mais ce courant social, si il essaimera en Europe, n'y connaîtra pas le même succès qu'en Grande-Bretagne. De toute façon il restera distinct du courant politique, tout en subissant le même processus d'intégration dans le système.

La guerre de 1914 sonnera dans tous les pays européens le glas de tous ces courants avec leur intégration dans « l'effort de guerre » pour la défense des capitalistes nationaux, à l'exception d'une minorité réduite fidèle à l'internationalisme révolutionnaire. Cette intégration (déjà acquise avant la guerre) conduira à la naissance, pendant la guerre et dans l'immédiat après-guerre, à la naissance d'une nouvelle forme d'organisation, les conseils. Sous cette nouvelle dénomination on peut trouver une fusion entre les deux courants politique et social : le conseil se veut, à travers la lutte sur le lieu de production et la prise de possession de l'instrument de production pour en assurer le fonctionnement par l'ensemble des travailleurs, être aussi un organisme de gestion de l'ensemble de la société. A ce même moment, d'ailleurs, le courant politique prend une nouvelle vigueur et voit triompher le parti révolutionnaire. Celui-ci va parvenir en quelques années à éliminer le mouvement des conseils, qui avait la prétention d'être un mouvement révolutionnaire global.

Ce mouvement des conseils trouva pourtant une certaine continuité dans d'autres luttes jusqu'au milieu du XXe siècle, avec un moment fort en 1956 dans l'insurrection hongroise, rapidement réglé par la force militaire du courant politique tout comme cela l'avait été dans l'URSS des années 1920.

Pour reprendre le thème évoqué au début de cet article, le développement des deux courants politique et social correspondait à la structure capitaliste qui, malgré le processus constant de concentration, n'avait pas modifié profondément l'organisation du travail dans l'entreprise. L'organisation scientifique du travail, le fordisme et les grandes concentrations ouvrières qui en furent la conséquence ont pu favoriser d'une part le développement de puissants syndicats et l'implantation de partis hiérarchisés, mais aussi, d'autre part, offert les possibilités de former des conseils : ces unités assumaient la totalité d'une production, et leur prise de possession donnait une grande force au mouvement des conseils.

Nous ne voulons pas ici développer l'idée que ces possibilités ont disparu dans l'organisation présente du procès de production capitaliste (avec les délocalisations et la multiplication de la sous-traitance signifiant la disparition des unités de production globales) mais insister sur le fait que dans ce processus la lutte de classe, telle qu'elle pouvait se concevoir avant l'instauration de ce nouveau processus de production, non seulement a fait disparaitre l'idée des conseils, mais également a rendu pour tout travailleur presque inutile toute forme de lutte. On peut ajouter que le développement énorme des possibilités de contrôle et de répression dont le capital dispose aujourd'hui affaiblit considérablement le courant « révolutionnaire » de conquête et de destruction du système par l'insurrection et l'affrontement armé. Cet ensemble s'accompagne d'une désaffection générale pour la politique et l'action politique, c'est-à-dire pour la version réformiste de la transformation sociale, car cette puissance du capital mondiale est telle que les gouvernements nationaux n'ont pratiquement qu'une marge d'impuissance dans leur gestion politique.

D'une certaine façon, le travailleur se trouve dans la même situation que les travailleurs dans la première moitié du XIXe siècle. L'apparition de multiples tentatives, soit de nouveaux moyens de lutte du style « Printemps arabe » ou « Occupy », soit d'expériences individuelles et/ou collectives de « vivre différemment » avec de nombreuses variantes, pourrait être la réponse spontanée à cette situation d'impossibilité de se lancer dans les luttes traditionnelles. On pourrait voir dans la coexistence de ces deux types de mouvement la résurgence entre un courant politique et un courant social. Mais vues les conditions dans lesquelles ils se développent, on peut penser qu'ils ne seront pas antagonistes comme dans le passé, mais devront se fondre dans une tâche beaucoup plus importante que le capitalisme global pose aujourd'hui à tout un chacun.

Cette tâche se compose de deux volets qui peuvent se résumer sous forme de questions. En regard du développement de ces nouvelles formes encore dispersées, le capital peut-il les détruire à travers une certaine forme de compétition ? Ou les intégrer comme il l'a fait pour les organisations politiques et pour les coopératives ? Mais même cette question est dominée par une autre : face à la puissance destructrice du capital dans son fonctionnement même, avec sa domination sans partage sur la nature, y compris sur les êtres humains et les conséquences inexorables que les coalitions d'intérêts ne veulent pas endiguer, que valent toutes ces tentatives dont nous venons de parler de tenter de créer une « autre société » ? N'est-il pas trop tard ?

H. S.

DANS LES PUBLICATIONS / THÉORIE, HISTOIRE...

Urgence de la lutte

◆ « L'urgence est à la lutte sociale » selon le n° 35 (mai-juin 2015) de la revue luxembourgiste *Critique sociale*. parce que « les problèmes essentiels aujourd'hui dans le monde, ce sont les inégalités économiques qui s'aggravent, le chômage de masse, le manque de logements (...) ». Dans ce contexte, les animateurs de cette revue reproduisent la présentation du Réseau anticapitaliste autogestionnaire qui s'est récemment formé dans le Gard (raage.gard@gmail.com).

Par ailleurs, en exergue à l'article « Révolution : La spéculation sur le comment et la nécessité du pourquoi », *Critique sociale* rappelle après Rosa Luxemburg que la révolution c'est « A bas le salariat ! » (1918). Enfin, une note de lecture d'un ouvrage de Marx et Engels, *Les Grands Hommes de l'exil* (Agone, 2015), dans laquelle son auteur souligne le peu d'importance de ce pamphlet sinon pour les marxologues.

Dégâts bolcheviques

◆ Nous avons reçu le premier numéro (2015, équinoxe de printemps) d'une nouvelle publication, *Le Marxisme oublié*, sous-titrée *Publication du Socialisme symbolique, Courrier théorique gratuit*, que son rédacteur, P. L., nous a envoyé parce que selon le mot qui l'accompagnait « (...) je parle de vous p. 15 et p. 20 (...) ». Cette critique, en deux parties, adressée à *Echanges* porte sur la note de lecture à propos du n° 110 de *Présence marxiste* parue dans le n° 150 d'*Echanges*, p. 68. Elle ne fait que répéter ce que d'autres individus ou groupes ont déjà dit ou écrit : « Comment donc une revue [*Echanges*] qui rejette totalement toute théorie, qui reste au niveau de la description (...) perçoit-elle une revue réellement théorique [*Présence marxiste*] ? » (« Dégâts théoriques ») ; et d'affirmer « nous allons traiter de façon dialectique, donc sans aller jusqu'à argumenter politiquement, la critique (...) à l'encontre du camarade Robert Camoin et de *Présence marxiste* (...) » *(ibid.)*, pour poursuivre : « (...) le "léninisme" est quelque chose qui du point de vue prolétarien, historique et révolutionnaire, n'existe pas (...) en aucune façon du point de vue du prolétariat, ce sera le parti ou les conseils mais le parti et les conseils, chacun à sa place, chacun son rôle. *[Et]* (...) le

parti bolchevik fut surtout un super-soviet et non un véritable parti (...) » (« Dégâts théoriques II »). Signalons à P. L. qui aspire à apporter quelques lumières théoriques aux pauvres aveugles de la classe ouvrière et d'ailleurs que ce terme de dialectique a un sens qu'il semble ignorer puisqu'il parle d'une « (...) permanence dialectique (...) » (« La loi de la valeur. Prolégomènes ») ; que la dialectique est une forme de pensée permettant de saisir le réel dans son impermanence, le devenir étant la première pensée concrète. Est-il utile de rappeler, en outre, que la théorie ne se confond pas avec l'idéologie ni avec des jongleries sémantiques ?

Pour un bulletin à prétentions théoriques, cette suite d'affirmations péremptoires données plus haut demanderait, comme l'ensemble des articles, plus que de simples rodomontades. *Echanges*, d'abord, n'a jamais rejeté toute théorie, ni partiellement

ni « totalement » ; la plupart des articles dans le bulletin et nos brochures en témoignent. Admettons, d'autre part, avec P. L. que le léninisme n'existe pas, mais si on l'en croit le marxisme, lui, existerait bel et bien. *Le Marxisme oublié* semble avoir oublié à la fois que Marx avait clairement dit, à plusieurs reprises, qu'il n'était pas marxiste. Comme au rédacteur de *Présence marxiste,* nous recommandons à celui de *Le Marxisme oublié,* de déchausser ses lunettes à la Lénine et de relire Marx dans le texte afin de saisir qu'une discussion sur la réalité ou l'irréalité d'une pensée isolée de la pratique est une question purement scolastique.

On aimerait savoir, par ailleurs, quelles places respectives occuperaient le parti et les conseils en période révolutionnaire dans la conception de P. L.. Il semble pour ce que j'en ai compris qu'elles se trouveraient en partie dans les arbres des avenues parcourues par les masses aux ordres du parti puisque P. L. nous apprend que « (...) nous avons d'un côté la supériorité politique des bolcheviks, de l'autre l'intimidation des pays centraux qui prennent une attitude de chimpanzés face au mâle alpha (...) » (« Philosophie bolchevique ») et que « (...) cette organisation *[de la révolution de février 1917 où les femmes et les enfants étaient en première ligne et les hommes plus loin, prêts à intervenir]* est simiesque, la tribu au centre et les mâles tout autour, (...) *[qu']*elle préfigure le parti et les conseils (...) » (« Dégâts théoriques II »). « Le parti (...) de genre masculin (...) [et] les soviets (...) de genre féminin (...) » *(ibid.)* regrouperont sans doute singes bêtas et guenons bêtasses lors de la fête révolutionnaire.

J.-P. V.

Contact : Patrice Leclerc, rue Saint-Germain, 03210 Saint-Menoux

Sous-produits idéologiques

◆ Les sous- produits de l'extrême droite conspiratrice. Sur le web est apparu il y a peu une publication (Première revue simultanéiste) émanant d'un groupe intitulé Paris Zone de Combat (Pazoc), dont le verbiage militant peut de prime abord séduire ceux qu'une vague révolte sociale, les lacunes politiques et le manque de rigueur quant aux positions de classe prédisposent à avaler un peu n'importe quoi. La « manif pour tous » a réveillé les démons du magma d'extrême droite que marginalise le souci de respectabilité politique du Front national. C'est ainsi qu'est apparu sur papier et sur la toile un « Lys Noir » présenté comme « anarcho-royaliste » (sic) qui éprouve le besoin de chercher à trouver des soutiens dans une confusion ultra-gauche. La revue en question déclare tout de go que Pazoc est sa création en liaison avec des groupes fantômes bordiguistes de leur pure invention. Nous avons déjà signalé « la confusion revendiquée » de cette publication ; ce qui ne nous était pas apparu, c'était en plus cette filiation du n'importe quoi. On n'en dit pas plus, ce plus que l'on trouve dans *Le Prolétaire* n° 516, sous le titre « Curiosités, le cas Pazoc » et qui conclut justement que c'est « un signe supplémentaire de l'extraordinaire confusion politique régnante à notre époque où les positions prolétariennes de classe sont repoussées avec horreur quand elles ne sont pas ignorées ».

Féminisme

◆ *Du féminisme ilustré,* réédition d'une excellente brochure sur le féminisme (1974, *le Fléau social*), par Blast & Meor, 6 rue Charlotte et Roger Bouchard, 94370 Sucy-en-Brie ,

blast.meor@riseup.net ou http://blastmeor.noblogs.org

Chômeur heureux face au djihadisme?

◆ « Die Glücklichen Arbeitslosen & Die Arbeit des Negativen », version originale du texte « Chômeur heureux et travail du négatif » signalé dans *Echanges* n° 151 (printemps 2015, p. 59) (copies à Echanges).
Les versions française et anglaise :
https://hagsdemesne.files.wordpress.com/2015/04/happyunemployedposter2.pdf
La version allemande :
https://hagsdemesne.files.wordpress.com/2015/07/happyunemployedgerman.pdf

Quel métier faites-vous ?

◆ Dans le n° 96 de la revue allemande *Wildcat* était paru un article intitulé « Profession et mouvement » qui traitait avant tout d'une affaire sordide entre petits groupes politiques (voir *Echanges* n° 148, p. 62). Dans son n° 97 (hiver 2014-2015), cette revue répond, dans un article intitulé « Mouvement et profession, 2e partie : Critique de la division sociale du travail », aux critiques qui s'en sont suivies, principalement en Allemagne et dans les pays anglo-saxons, en élargissant son propos au-delà du cas individuel nommément cité dans le précédent article.

Rosa Luxemburg

◆ Des extraits du « Discours sur le programme » tenu par Rosa Luxemburg lors du congrès de fondation du Parti communiste allemand les 31 décembre 1918 et 1er janvier 1919, dans le n° 34 (février-mars 2015) de la revue *Critique sociale.* Extraits repris de la traduction de Claudie Weill dans Rosa Luxemburg, *Œuvres* II (écrits politiques 1917-1918), éd. Maspero, 1969. Signalons une autre traduction aux éditions Spartacus dans André et Dori Prudhommeaux, *Spartacus et la Commune de Berlin* ; le texte allemand se trouve dans *Gesammelte Werke,* Band 4, Dietz Verlag, 1979 sous le titre « Unser Programm und die politische Situation » ainsi que dans diverses éditions des écrits politiques de Rosa Luxemburg.

Echaudée

◆ Dans *L'Echaudée* n° 5 (printemps 2015), un article de Paul Mattick Jr sur l'ouvrage de Thomas Picketty, *Le Capital au xxe siècle* (beaucoup de bruit pour pas grand chose) , le début d'un article sur Ngo Van, des textes sur et de Victor Serge, sur « Toyen, petits faits et gestes d'une très grande dame » et un aperçu sur « Proudhon et la propriété : un radical réformiste » https://abiratoeditions.wordpress.com/

Fifth Estate

◆ *Fifth Estate* (été 2015) : « Technologicla Biteback , Paradigms » de John Zerzan, « Judith Malina, cofondatrice du Living Theater, combinant anarchisme et pacifisme sur la scène et dans sa vie », par Loraine Perlman. Une série d'articles sur la guerre du Viet-

Exécutions, racisme et liberté d'expression

◆ Le n° 48-49 (avril 2015) de *Ni patrie ni frontières* illustre par l'exemple des attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015 à Paris et Montrouge les trois tomes déjà parus de « Nos tares politiques », sans appartenir numériquement à cette série dont le tome 4, annoncé autrefois pour décembre 2014 (voir *Echanges* n° 149, p. 48) est paru en juin 2015. Le n° 48-49 qui reprend plusieurs textes circulant sur Internet, selon la formule de *Ni patrie ni frontières* depuis ses débuts, se divise en trois parties d'importances inégales : « Exécutions djihadistes des 7-8-9 janvier 2015 : analyses et conséquences », « Antisémitisme et racisme antimusulmans en Europe : comment combattre ensemble ces deux fléaux » et « Questions aux libertaires sur le concept d'"islamophobie" ».

L'occasion pour Y. C., son animateur, de répéter ce qu'il écrit depuis le tome 1 : qu'« (...) il faut faire attention à cette marchandise frelatée que devient souvent la liberté d'expression entre certaines mains » (p. 7) et qu'il n'est personnellement pas en faveur d'une liberté d'expression totale, qu'il se réjouit, par exemple, lorsque les droits des fascistes sont limités par l'Etat bourgeois (p. 41). Il est cependant contre toute loi punissant le blasphème, ne voyant aucune raison de limiter la liberté d'expression en ce qui concerne la critique de toutes les religions, « y compris l'islam », sous prétexte que la critique des religions offenserait les croyants, Dieu ou les prophètes (p. 10 et 11). Il est en effet utile de rappeler, comme le fait Y. C., que « si de nombreux militants minimisent, ou refusent d'analyser, le rôle de l'obscurantisme religieux, c'est souvent parce qu'ils n'ont guère confiance dans le rôle de la raison et des sciences et font preuve d'un relativisme tout à fait dans l'air du temps » (p. 97) Finalement, il y a des sujets plus importants en ce moment que de discuter de l'opportunité de publier des caricatures d'un prophète-guerrier mort il y a quinze siècles, suivant Y. C. (p. 7), désireux de poursuivre ses publications sur l'antisémitisme qui ne semblent pas répondre à cette juste critique d'inactualité. Nous-mêmes pensons à Echanges que tous les prétendus militants révolutionnaires se devraient de prendre clairement position contre l'illusion religieuse, y compris le judaïsme, pour paraphraser Y. C., sans avoir à subir systématiquement l'accusation d'antisémitisme.

◆ Le tome 4 de la série « Nos tares politiques » (n° 50-51, juin 2015) ne sera pas nécessairement le dernier comme nous en prévient Y. C. p. 1. Poursuivant la formule d'une collection de textes empruntés à des sites Internet ou des revues, traductions parfois, introduits par Y. C., ce tome 4 traite de thèmes aussi divers que « Autour d'un livre calamiteux : *La Haine de la religion* de Pierre Tevanian ; Fictions autogestionnaires dans l'édition ; Illusions réactionnaires du postmodernisme : "race", nation genre et classe ; Vieux dogmes : néotrotskistes et jeunes anarchistes ; L'extrême gauche face au racisme antimusulmans et l'antisémitisme ».

Contact : Yves Coleman, 10 rue Jean-Dolent, 75014 Paris ; ou mondialisme.org, onglet Ni patrie ni frontières

La Commune de Barcelone

◆ Entre les numéros 48-49 et 50-51 que nous chroniquons ci-dessus (p. 59), Ni patrie ni frontières a publié un ouvrage intitulé *L'Anarchisme d'Etat. La Commune de Barcelone,* (sans date). Une édition établie par Michel Olivier qui se demande dans un texte introductif : « N'existe-t-il pas une ressemblance frappante d'abord *[de mai 1937]* avec l'écrasement de Kronstadt et des luttes ouvrières à Petrograd en 1921 en Russie, puis ensuite, dans un deuxième temps, *[de la liquidation du mouvement ouvrier espagnol par le franquisme]* avec la liquidation de la révolution par la terreur stalinienne (...) ? » Les ressemblances ne sont pas tant entre quelques événements pris singulièrement qu'entre les situations économiques de la Russie de 1917 et de l'Espagne de 1936, qui obligent à envisager la ressemblance entre le parti bolchevique en Russie et la Confederación nacional del trabajo anarchiste en Espagne ; ce que léninistes ni anarchistes ne veulent reconnaître. Il n'est pas faux de comparer le soulèvement de Cronstadt en mars 1921 et celui de Barcelone en mai 1937, mais il est faux de les décrire comme soulèvements de la classe ouvrière. Il ne s'agit que de conflits entre partis politiques. A Petrograd, la lutte de classes se passe dans les usines Poutilov, certes en même temps que la révolte des marins de Cronstadt mais qui s'en distingue par son caractère. A Barcelone, la classe ouvrière n'était présente dans les rues que comme figurante ; les ouvriers catalans était vaincus dès le 19 ou le 20 juillet 1936. Mai 1937 fut seulement l'estocade portée par les staliniens à la CNT qui, le 20 juillet 1936, par la voix d'une délégation de cénétistes menée par García Oliver et Abad de Santillán laissait le pouvoir à Lluís Companys, alors président de la région autonome de Catalogne, bien que ce dernier leur ait clairement dit qu'ils étaient les maîtres de la ville et de la Catalogne entière. Que je sache, la classe ouvrière catalane ne fut pas la dupe des militants anarcho-syndicalistes, désertant les usines (le lecteur intéressé se reportera à Michael Seidman, *Ouvriers contre le travail. Barcelone et Paris pendant les fronts populaires* [traduction de l'anglais parue aux éditions Senonevero, 2010]), mais elle ne parvint pas, ou ne chercha pas, à s'organiser en dehors du syndicat.

En outre, il y a depuis plusieurs années un abus dans l'utilisation à tous crins du terme « Commune » depuis son usage par des idiots ultra-gauchistes de Paris en 1989 sur une prétendue « Commune de Pékin » jusqu'à récemment cette « Commune de Shanghai » de Jiang Hongsheng (voir *Echanges* n° 150, p. 66 et n° 151, p. 50). Il faut clairement dire que les mouvements ouvriers des années 1930, 1960 ou 1980 ne partagent rien avec la Commune de Paris de 1871 à laquelle ce mot de Commune se réfère implicitement mais plus avec la stratégie partisane pour laquelle, depuis le début du xxe siècle, les ouvriers servent uniquement de pions dans un grand jeu de la guerre entre clans capitalistes.

Ce point de vue mis à part, cet ouvrage offre en français plusieurs textes importants, traduits de l'espagnol et de l'anglais, pour qui s'intéresse à la situation de l'Espagne de 1936-1939.

J.-P. V.

nam et les résistances aux Etats-Unis en anglais).
Po Box 201016, Ferndale , MI 48220

Le socialisme en livres et en réseau

◆ *H-Socialisms – International Scholars'network – History of Societies and Socialism* : il s'agit d'un réseau sur le Net visant à rassembler et envoyer à tout intéressé des recensions critiques d'ouvrages se rattachant au socialisme (dans le passé et aujourd'hui), qu'il s'agisse de la social-démocratie, du marxisme ou de l'anarchisme aussi bien que des tendances autonomes actuelles, les communs, l'apparition de modes alternatifs de pensée et d'action.
Contact : garyroth@andromeda.rutgers.edu ;
https://networks.h-net.org/h-socialisms (tout est en anglais)

Documents audio

◆ Il se crée décidément beaucoup de sites sur Internet pour partager des textes ou des documents écrits. Celui-ci, Resonance, anarchist audio distro, annoncé « vers le milieu d'août 2015 », se distingue en proposant de réunir et diffuser des documents sonores.
resonance@riseup.net
resonanceaudiodistro.wordpress.com

« Médias libres »

◆ Alors que le site internet Le Jura libertaire a été condamné en juin à 100 euros d'amende pour diffamation envers la police, qualifiée de « troupes d'assassins » dans un article sur le meurtre de Karim Boudouda en juillet 2010, commis par la Brigade anticriminalité (BAC) à la Villeneuve (Grenoble), le responsable du site iaata.info devait passer en justice le 29 juin, pour appel à la provocation de crime et délit ». Mais le procureur indique à la barre qu'il « abdique ». L'affaire a ému *Courant alternatif* (n°251, juin 2015, et n°252, été 2015), et *CQFD* (n°133, juin 2015).
Ce site (Information antiautoritaire Toulouse et alentour) fait partie d'un réseau (un « mini-portail » mutu.mediaslibres.org) réunissant Rebellyon.info, Iaata.info (Toulouse), Parisluttes.info, La Rotative.info (Tours), Reimsmediaslibres.info et Renversé.ch (Suisse romande), afin de « partager nos expériences et mettre en commun un certain nombre de dispositifs techniques ».
contactmutu@mediaslibres.org

HISTOIRE

Antimilitarisme

◆ Dans KSL (Kate Shapley Library) textes et bibliographie sur l'histoire de l'antimilitarisme et biographie de camarades espagnols anarchistes de la vieille génération décédés (en anglais).

Guerilleros antifranquistes

◆ La Kate Sharpley Library, maison d'édition anarchiste située à Londres, a publié en 2014 une brochure *Los Maños. The lads from Aragon: The story of an anti-Franco action group* (Los Maños. Les gars d'Aragon : L'histoire d'un groupe d'action anti-Franco) ; maños étant un terme argotique espagnol pour désigner les Aragonais. Dans l'euphorie illusoire d'une victoire de la démocratie après la victoire des Alliés à la fin de la deuxième guerre mondiale, de nombreux groupes activistes anarchistes crurent au soutien des puissances alliées dans leur combat contre le franquisme. Los Maños furent actifs de 1946 à 1950 avant de tomber presque tous sous les balles de la police ou le *garrote vil* (peine de mort exécutée par étranglement) sur dénonciation d'un des membres du groupe. Cette brochure offre en traduction anglaise deux entretiens réalisés avec un des survivants, Mariano Aguayo Morán (1922-1994) :
– le premier, du français, avec Freddy Gomez, datant de

1976, est paru dans le n° 47 (décembre 2013) du bulletin de critique bibliographique *A contretemps*, dont nous avons signalé la disparition dans *Echanges* n° 147, p. 61, après son n° 48.
Contact Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75020 Paris, acontretemps@plusloin.org ;
– le deuxième, de l'espagnol, avec Antonio Téllez Solá (1921-2005, spécialiste des mouvements anti-franquistes), datant de 1992, se trouve en espagnol sur le site losdelasierra.info/spip.php?article115
Contacts : Kate Sharpley Library, BM Hurricane, London, WC1N 3XX, Royaume-Uni ; www.katesharpleylibrary.net

Résistances ouvrières en RDA

◆ *Workers'resistance and the demise of East Germany* par Jeffrey Kopstein – en anglais, copie à Echanges. Résumé sur https://muse.jhu. edu/journals/world_politics/toc/wp48.3.html (en anglais).

Loi Gayssot

◆ Dans *Courant alternatif* n°252 (été 2015); « La loi Gayssot a vingt-cinq ans. » Cette loi antirévisionniste votée le 13 juillet 1990 qualifie de délit et punit la contestation d'un ou plusieurs crimes cntre l'humanité tels que définis par le tribunal de Nuremberg (1946). *Courant alternatif* rapelle utilement le contexte de cette loi « liberticide » (car elle entrave la liberté de la recherche, selon des historiens, « ramène aux vérités d'Etat » [Vidal-Naquet], « accorde à l'Etat le droit de déterminer la vérité historique » [Chomsky]). Il faut remonter à 1983 et à la défaite électorale du PS pour comprendre la stratégie mitterrandienne consistant à « gonfler » le Front national et diviser la droite, à empêcher les tentatives d'organisations de la jeunesse des cités (« Marche des beurs par exemple », contre laquelle le pouvoir allumera un contre-feu nommé SOS-Racisme), stigmatiser les ouvriers immigrés de l'automobile en grève en les désignant comme « intégristes chiites », « agités par des groupes religieux », etc. Les débats sur l'immigration en sont durablement marqués. La loi Gayssot, quelques années plus tard, est un nouvel élément de cette stratégie visant à « gonfler » l'extrême droite.

La guerre des paysans

◆ « La guerre des paysans en Allemagne », dans *Alternative libertaire*, n° 250 (mai 2015).

Hafed Benotman

◆ « Salut l'ami », numéro de *L'Envolée* (n° 41, juin 2015) consacré à Hafed Benotman, emporté le 20 février par une crise cardiaque conséquence sans doute de ses années d'enfermement carcéral. « Hafed était un voleur, il l'a toujours affirmé. Il était aussi écrivain. (...) Il fait intégralement partie de L'Envolée. Nous avons choisi de publier des extraits de romans parus (Les Forcenés [Rivages Noir, mai 2000], Les Poteaux de torture [Rivages Noir, 2006], Marche de nuit sans lune [Rivages Noir, 2008]), d'entretiens (un publié dans Article XI en 2008, un autre dans Mouvements en 2010, et un enregistré à la rencontre cinématographique de Pézenas en 2013), quelques courriers publiés dans différents numéros de L'Envolée, et puis quelques textes inédits. »
Contact@lenvolee.net – www.lenvolee.net

Lille en Mai. Chroniques anarchistes
Guy Ciancia
Passez Muscade, 2015
http://passezmuscade.ciancia.net/
(c/o CCL Benoît-Broutchoux, 4, rue de Colmar, 59000 Lille)

Il ne s'est rien passé à Lille, en Mai 68, prétend l'opinion publique (p. 10), selon Guy Ciancia, auteur d'un ouvrage de presque 300 pages : *Lille en Mai. Chroniques anarchistes,* qui confirme : « Etudiant à Lille en Mai 68, puis salarié dans cette ville, je peux témoigner qu'à deux cents kilomètres de Paris, en mai et juin 1968, la vie continuait, simple et "presque" tranquille. » (p. 19). « A Lille, tout s'est déroulé dans le calme, sans barricades (ou presque) et sans violence (...), la très grande majorité des étudiants et des ouvriers ne vit guère plus loin que les aménagements des conditions d'examen ou de travail (p. 26). »

Ne serait-ce pas parce que les oppositions aux conditions sociales engendrées par le capitalisme sont innombrables, banales, quotidiennes et « en réduisant certaines d'entre elles (...) à des actes héroïques et exemplaires, on brade les colères (...) pour n'en retenir finalement que la valeur marchande » (p. 10) que peu de gens ont observé ce qui se passait à Lille ? L'ouvrage de Guy Ciancia se compose de deux parties, plus un épilogue et des annexes. Deux parties que l'auteur ne distingue pas explicitement dans son livre : une première traitant spécifiquement de Mai 68 à Lille (les quatre premiers chapitres) et une deuxième traitant des années 1969-1970 (chapitres V à VII) .

La première partie fait la preuve qu'il s'est passé quelque chose à Lille en mai-juin 1968. Elle apporte de nombreuses informations utiles telles que « nous fûmes tout à fait surpris de constater que les usines étaient bien souvent silencieuses et vides. A part cinq cégétistes, la plupart disposés à l'entrée, sous un timide drapeau et la responsabilité d'un permanent syndical, la base était introuvable (p. 90). » On passera sur quelques clichés dont les historiens savent maintenant qu'ils ont été exagérés ; par exemple que « (...) la Bourse en flammes *[à Paris]* était bien aussi belle, pour un jeune révolutionnaire, que les églises incendiées de Barcelone évoquées en 1936 par Benjamin Péret (p. 20) », et p. 101 que « (...) la

nuit du 24 au 25 mai (...) la Bourse fut incendiée. » ; ou que les voitures ne roulaient plus faute de carburant (p. 20).

La deuxième partie, elle, se résume à une sorte de *Who's Who,* de *Bottin* mondain du milieu révolutionnaire de l'époque, avec les récriminations qui vont avec, contre ceux qui se sont intégrés, ceux qui ont refusé et ceux qui ont préféré satisfaire leur hédonisme. On comprendra que Guy Ciancia dresse un panégyrique de ses anciens amis qui ont refusé de s'intégrer, les critères de ce refus de parvenir étant par ailleurs élastiques, et qu'il déteste les autres, semble-t-il les hédonistes plus que les arrivistes.

L'épilogue achève ce livre sur les étrangetés qui ont eu cours après Mai 68 et continuent à avoir cours dans certains milieux : « (...) lors des premiers pas de l'homme sur la Lune, le 21 juillet 1969 (...), ces images avaient provoqué une grande incrédulité. Quelle confiance pouvait-on accorder à un tel reportage qui ressemblait à une mise en scène efficace dans la compétition pour la "conquête de l'espace" ? » (p. 225) ; « (...) on mettait en doute à la fois l'expédition lunaire de l'Américain Neil Armstrong et la "révolution" de Mai 68 » (p. 250).

Quant à ce qu'il nous dit de l'origine de son ouvrage, le propos paraîtra familier à beaucoup de ceux qui ont vécu les années 1980 : « (...) un peu avant 1980, un petit groupe anar, proche de la revue *L'Aminoir,* avait poursuivi le montage de *Lille en Mai.* Cette première version du court métrage s'inscrivait dans le cadre d'une interrogation sur les falsifications dans l'histoire. (...) dans les locaux de la CLES *[Commune libre et espace social],* la projection *[en juillet ou août 1981]* fut interrompue par une poignée de palotins hystériques qui avaient entendu dire qu'il était "négationniste". Les bobines furent piétinées, le matériel de projection brisé. (...) Mais Lille en Mai (...) ne traitait ni de la Shoah ni des chambres à gaz. C'est pourtant un public hostile, composé de sionistes, d'ex-militants maoïstes ou néo-socialistes, qui manifesta sauvagement sa désapprobation. Comment en était-on arrivé là ? Comment expliquer cette confusion des genres ? (...) L'humble réalité quotidienne des anonymes, ceux qui n'aspirent souvent, par principe ou habitude, à aucun pouvoir, n'avoue[nt] jamais. Ce sont précisément les anecdotes de ces personnages sans qualités, que Lille en Mai entendait restituer. (...) Ne furent sauvées du film que quelques prises de vue du tournage, et des bribes du synopsis (...). Ce sont ces seules traces complétées au moyen de diverses sources institutionnelles ou non et de souvenirs épars qui ont constitué les jalons de ce livre. » (p. 228-231)

Les annexes (p. 237-291), photocopies de tracts, articles de journaux, etc. profiteront aux lecteurs qui s'intéressent à la période couverte par le livre.

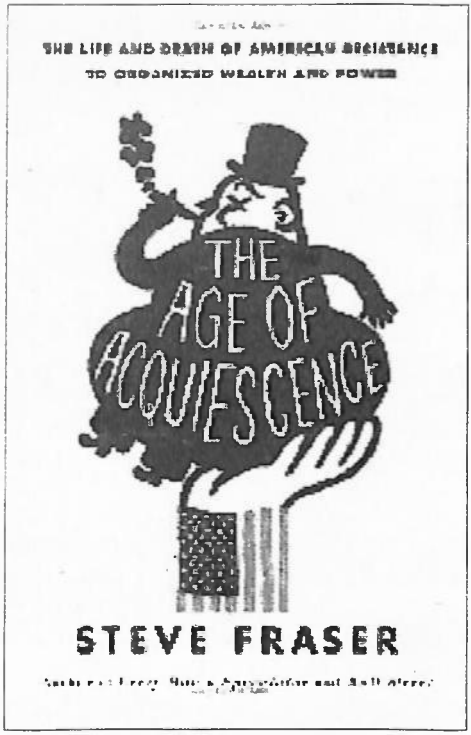
J.-P. V.

The Age of Acqulescence

The Life and Death of American Resistance to Organized Wealth and Power
Steve Fraser
Little, Brown and Company
Février 2015

Je recommande rarement brièvement de très bons livres que j'ai lus mais dans ce cas, je dois faire une exception. Pour celui de Steve Fraser, *The Age of acquiescenence.*

Alors que le nom de Rosa Luxemburg n'est que rarement mentionné, le livre est dans la ligne de ses ouvrages *L'Accumulation du capital* et *Grèves de masse, partis et syndicats.*



Fraser traite dans une large mesure du capital fictif (il avait écrit précédemment un bon livre sur Sidney Hillman, « l'homme d'Etat du travail des ouvriers de la confection » [1]).

La première partie est un aperçu de la lutte de classe aux Etats-Unis, depuis la Révolution américaine jusqu'à la fin des années 1960, mettant l'accent sur la violence déployée contre l'ouvrier américain (plus que dans n'importe quel autre pays capitaliste « avancé ») et l'étendue, rarement mentionnée de ces luttes qui de 1877 à 1919 effrayèrent la classe dominante américaine. Je n'ai jamais trouvé rien de comparable à ce sujet.

Le contraste de cette période est frappant avec ce qui est développé dans la deuxième partie sur « l'autocannibalisation » du système qui débute autour des années 1970 et l'éradication qui en résulte de la mémoire de la période précédente et de l'essentiel de l'économie productive.

Comme le livre a été terminé à l'automne 2013, il ne traite pas de la vie des Noirs, ni des événements de Ferguson ni de ceux, plus récents, de Baltimore (voir p. 29). Néanmoins c'est un implacable recensement de la régression qui se produit dans les années 1970 et qui est peut-être en train de se terminer maintenant (ou pas). Une fois de plus je dois dire que je ne vois rien de comparable à la période de « grande glaciation » (comme je l'appelle) au cours de laquelle des milliers d'usines ont fermé, la population des prison a grimpé jusqu'à représenter 2 % de la population (ceux qui attendent d'être jugés, ceux condamnés à la prison et les prisonniers sur parole), la disparité des revenus a explosé et les services sociaux (qui n'ont jamais été bien étendus) supprimés.

Malgré quelques critiques de troisième ordre, je le recommande chaudement.

L. G.,
mai 2015

http://insurgentnotes.com/2015/05/review-steve-fraser-the-age-of-acquiescence-the-life-and-death-of-american-resistance-to-organized-wealth-and-power-2015/

(1) *Sidney Hillman, The « Labor Statesman » of The Garment Worker,* titre d'un livre de Mathew Josephson (Doubleday & Co, 1952) consacré à ce leader syndical américain, qui en 1910 prit part à une grève dirigée autant contre les employeurs que contre le syndicat AFL et aboutit à la création d'un nouveau syndicat. Le livre de Steven Fraser est intitulé *Labor Will Rule : Sidney Hillman and the Rise of American Labor* (The Free Press, 1991) (NDE).

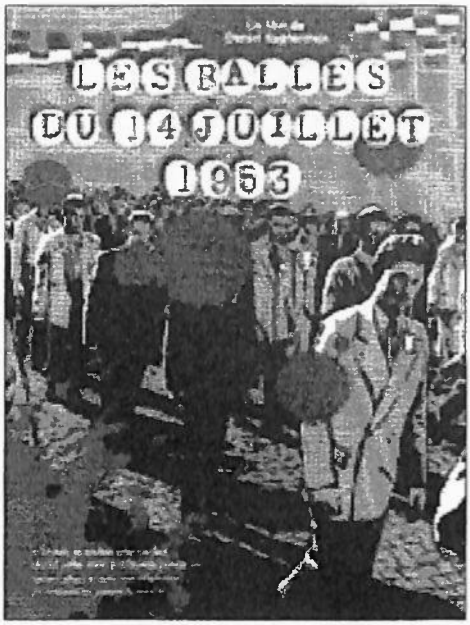
CINÉMA

Les Balles du 14 juillet 1953

Film de Daniel Kupferstein
2014, 85 min. – Un DVD est en vente au prix de 15 euros)

Présentation par le réalisateur : « Le 14 juillet 1953, un drame terrible s'est déroulé en plein Paris. Au moment de la dislocation d'une manifestation en l'honneur de la Révolution française, la police parisienne a tiré sur un cortège de manifestants algériens. Sept personnes (six Algériens et un Français) ont été tuées et plus de quarante blessées par balles. Les policiers n'ont pas supporté que les militants algériens défilent organisés par le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, dirigé par Messali Hadj) avec un service d'ordre impressionnant, refusent de se laisser arracher leurs drapeaux et banderoles. À leurs yeux, il était inconcevable que des colonisés relèvent la tête, ne rasent pas les murs. Cet événement a été oublié en France comme en Algérie. Le film est l'enquête pour retrouver des témoins, pour faire parler les historiens afin de reconstituer au mieux le déroulement de ce drame mais aussi pour comprendre comment ce mensonge d'Etat a si bien fonctionné. »

D. K. a commencé son enquête en utilisant le livre de Maurice Rajsfus, *1953, un 14 juillet sanglant* (éd. Agnès Vienot, 2003, épuisé).



Un récit des événements et de leurs suites peut être lu sur le site des Archives de Seine-Saint-Denis : http://archives.seine-saint-denis.fr/Un-massacre-oublie.html

Un deuxième livre vient de paraître sur cette manifestation (que nous n'avons pas encore lu) : *Paris 1953 : un 14 juillet rouge du sang algérien,* de Jacques Simon (L'Harmattan, 2015, 14 euros).

Un camarade de Paris
janvier 2015

Plus d'informations sur ce film (et les autres documentaires du réalisateur) ainsi que sur les projections et la vente des DVD : http://daniel-kupferstein.com

Livres reçus ou annoncés

◆ *Préliminaires, une perspective anti-industrielle,* de Miguel Amoros (Editions de la Roue, La Taillade, 11150 Villasavary) ◆ *Psychanalyse négative,* de Pierre Eyguesier (Editions La Lenteur, 16 rue des Envierges, Paris 20e) ◆ *Art et Technique,* de Lewis Mumford (coéd. La Lenteur/Editions de la roue – on trouve une présentation de ces textes par Annie Gouilleux sur https://sniadecki.wordpress.com/2014/11/27/mumford-art-technique/).

LISTE DE DOCUMENTS, JOURNAUX, BROCHURES ET LIVRES DISPONIBLES À ÉCHANGES.

Ces matériaux sont envoyés contre remboursement des frais postaux. Pour éviter des frais inutiles aux uns et aux autres, il suffit de joindre à la demande si possible des timbres ou des vignettes : 1,05 euro pour un exemplaire, 1,45 euro pour deux, 2,50 euros jusqu'à cinq. Au-delà et pour les livres, demander au préalable le montant des frais postaux. Etant donné le nombre limité de certains documents, les premières demandes seront honorées dans leur ordre d'arrivée et les timbres inutilisés seront restitués. Si la publication n'est pas en français, mention est faite, entre parenthèses par une initiale, de la langue utilisée dans la publication

A

A Contre-Courant : numéros dépareillés de 2010 à 2014
Actu News (1999) (A)
Adresse à mes frères et sœurs algériens, Tarik Ben Hallaj, 1997
Against the current, 2003-2004 (A)
Alarma, supplément au n° 98, L'arme de la critique
Alternative libertaire, numéros dépareillés de 2007 à 2015
Anderson and Social Inquiry, Mark Weblin (A)
Article 11, 2013-2014
Asian Labour update (1997-1998) (A)
Aufheben, State of the Union. Recent labour struggles in perspective (1998) (A)
Autonomie, dossier Wikipédia
Aux écoutes du monde : Répression, la chasse aux sorcières, 1968

B

Bad Kids nos1 et 2, 2012-2013 (F)
Beurent : The Teaparty Patriot, le renouveau de la droite américaine (La vie des idées)
Bilan et Perspectives n° 15 (2015)
Blaumachen : sur les événements de Grèce 2009 (en grec)
Brotherhood of the downwardly Mobile (A)
Bulletin des compagnons de nulle part, n° 14, 2013

C

Caffentzis, Midnight Notes, From capitalist crisis to proletarian slavery (1997-1998) (A)
Camoin : Histoire révolutionnaire générale de la Russie 1537-1907
Capital and Class n° 49 (1993) et 79 (2003) (A)
Chambaran, Zad de Chambaran
Charles H. Kerr, Books for an endangered planet, Catalogue (A)
Chicano Art (1985) (A)
CIS newsletter 1997-1999 (A)
Collectif La Rotonde, De Golfech à Sivens, contribution à la réflexion sur les violences étatiques
Collective Action,The Maryland Freedom Union (Mike Flag) (A)
Common Sense (1996) (A)
Communicating Vessels n° 16 (2014) (A)
Confrontation Europe 2003-2004
Correspondance n° 3, 2014
Counter Punch (avril 2015) (A)
Courant alternatif, numéros dépareillés de 2012 à 2015
CPE, après la lutte (2006)
CQFD, numéros dépareillés de 2012 à 2015

D

Database, n° 12, magazine for noise and politics, 2012, (A)
Décroissance et redistribution des richesses et du travail
De tout bois, revue de lutte contre le Center Parcs de Roybon n°s 1 et 2 (2014-2015)
Dialectical delinquent : Les fils effilochés de l'amitié
Direct Action (AIT), traduction française de diffé-

rents articles (2002)
Du minimalisme politique, la nature actuelle de l'Etat

E

Echanges et Mouvement, livre : Restructurations et lutte de classe dans l'industrie automobile mondiale
Ecole de Paris (Les Amis de l') : n (2006) Quand l'entreprise façonne la société, 2007
Economist (The): Earthly Powers (2010), the lessons from Iceland (A)
Emancipation syndicale et pédagogique, n° 8, avril 2009, dossier tribune féministe.
Empire, livre de Hardt et Negri
Emploi (L') dans le spectacle, CNT, 2002
EPI Briefing Papers, The long term impact of the recession (2009) (A)
Estrategiia international,n° 77 2001) (F)
Etcetera, 2013-2014 €
Etreinte (L') poétique, Soap Box 23 -2015
European workers Solidarity Links (1991) (A)
Express, n° spécial Chine, 1993

F

Face à face avec l'ennemi, recueil de textes de compagnons incarcérés au Mexique (F)
Financial Times: The Future of Capitalism 2009, (A)
For Job seekers, no recovery in sight (2010) (A)
Forbes, juin 1984, the annual report of American industry (A)
Forge (La), numéros dépareillés 2011 à 2014
Frayeur (La) de vivre, Infos -2004

G

Gazette de la société et des techniques, numéros dépareillés de 2007 à 2014
Glaberman : Travailler pour la paie : les racines de la révolte (Acratie) (2008)
Gremmo Robert: Trotiski d'Italia (I)
Grève (La) généralisée en France, brochure ICO
Grève sauvage Dodge Truck, juin 1976
Guérin : Homosexualité et Révolution (Spartacus)
Guerre de classe, février 2013, Egypte et Emeutes dans les banlieues suédoises
Guillamon, Ready for Revolution (A)

H

Habitants de la lune (Les) (2010) sur les événements en Grèce et numéros de 2013
Hatcher Eddy, A political prison in North Carolina, USA (A)
Hotline Newsletter, sur le Bangladesh de 1998 à 2013 (A)

I

Immigrants d'Amindeo, La révolte des affamés, 2013
Immigration (to the) (A)
Internationalist Communist Forum, The Union Bureaucracy, the State and the Working Class (A)
International dockers'struggle in the eighties ; International Communist Review n° 13, 1995 (A)
Intervention Communiste, numéros dépareillés de 20010, 2014
Irak, Report from 2013 (Investing Action) (A)
It's a tough economy, Jarrow Shanahan et Mac Donough A grixly Fiscal report 2014 (A)

J

Jackson Thomas F., The State, the movement and the urban poor (A)
Jakilea/Le Témoin, n° 95 à 111 (2010-2015)
Jeune Taupe n° 31
Jim Jacobs, Power in American Society (A)
Jusqu'à détruire la dernière des cages

K

Katz Michael B, The underclass debate (A)
Kronstadt 1921, Solidarity (A)
KSL, Kate Sharpley Library ; 2012 à 2015 (A)
Kurz Robert, No revolution (2012) (A)

L

LSE, sur le mouvement de grève à la London School of Economics, 2 brochures (A)
Labour Focus on Eastern Europe, 1981, (A)
Lazare D. Collapse of a city, Growth and decay of Camden (New Jersey) (A)
Lenin reloaded : the comic repetition of a tragic history, Dan Milligan (2008) (A)
Liaisons Sociales, l'exception française, 1997
Louart B. -Woudrow Machines and fabulous laboratory, le retour du mythe de l'automation, 2012 (F)
Lowell F, Radical Politics to day (A)
Lynd A and S, Rank and File (A)

M

Manière de voir n° 95, Les droites au pouvoir
Maryland (The) Freedom Union, Mike Flug (A)
Matérielle (La), n° 11 et 13 ? 2005
Mattick Senior, liste d'articles entre 1934 et 1943
Mauvaises intentions, mai 2008
Meur (Le) ou la faillite de l'écologie, août 2013 (André Dréan)
Midnight Notes, Axiomes and Corrolaries (A)
Militant (The) années 60 (A)
Mistaken identity : can identity politics liberate the oppressed ?, Sharon Smith (A)
Moody Kim, Class Confrontations in the laws of co-determination (A)
Mouette enragée (La) n° 32, 2014, Boulogne Aménagement capitaliste de l'espace

N

Nada sinon rien, octobre 2004
N'autre école 2011-2015
Notre Dame des Landes, Témoignages et documents, deuxième et troisième dialogues et autres documents
Nouveaux (Les) pauvres ne sont pas les anciens riches.(Groupe de prolétaires vers le communisme -1995)
Noble David F, In defense of Luddism (A)
Nuevo Movimiento -Echanges (I)
News and Letters : Raya Dunayevskaya, Culture, Science and State capitalism ; Revolutionary communist youth (1972) ; Revolutionary regroupment continues (1973) (A)

P

Pages of a workers life 1916 -1926 (A)
Pannekoek, le syndicalisme (ADEL)
Pannekoek, Lénine Philosophe (photocopie de Spartacus)
Papiers (des) pour tous n° 1 et 2, 1996
Parti Communiste d'Esapgne n° 11,13,14 1979 (E)
Partisan, numéros divers de 2014-2015, Partisan Magazine nos 1 et 2, 2015
People (The) n° 8, 2004 (A)
Peuples en marche (2002)
Polonia, Colegamenti, 1980 (I)
Portes Richard : The Polish crisis, Western economic, policy options, 1981 (A)
Précarités (Les) n° 4 à 12, dossier CPE, 2006
Présence marxiste, numéros divers 2014 -2015
Prolétaire (Le) 2013-2014
Proletarian positions 2005-2006 (A)

Q

Quelques aspects de la décentralisation, régionalisation.
Quetel Claude : Murs, livre, 2012

R

Reality of the nightmare (The) (A)
Red Collective (2006) (A)
Regroupement Communiste ?, 2014 - 2015
Results for query « socialism strikes and working class » (A)
Rêve d'une déconnexion (Le)
Réveil prolétarien (Le) (E)
Revolutionaries resistance and crisis in Zimbabwe (2002) (A)
Revolutionary History n° 3 et 4 (A)
Routes sucrées, 2014 (A)

S

Samizdat 82, brochure sur Solidarnosc
Seidman : Individualism in Madrid during the Spanish Civil war (A)
Simon : France winter 86-87, the railways strike (A)
Simon Henri : Le 25 juin 1976 en Pologne (1977)
Simon Henri: The railways strike, France 1986-1987, Echanges (A)
Small is winnable (1994) (A)
Socialisme (sous le drapeau du) juin-août 1981
Socialist (The) Republic n°1, 1974 (A)
Socialist (The) standard (1981) (A)
Solidarity Supplement sur Solidarnosc 83, (A)
Solidarité active avec les compagnons incarcérés (2007)
Solidarité avec les travailleurs polonais
Solidarité avec Solidarnosc n° 3, 1983
Solidarité nouvelle (1974)
Solidarity links 1993
Solidarnosc, 1982 (A)
Statistiques en bref 2007
Sterling, écolo-social, feuille d'info, n° 2, 1998 (F)
Storia Ribelle n° 39, (2014) (I), La tragedia di Blasco (livre en italien)
Strikes in the USSR, 1991, (A)
Subversif, n° 1, 2004
Subversion n° 4, octobre 2014 (F)
Sud Education 2013-2015
Summer in Gdansk, Solidarity (A)

T

T'okup n° 87, 2012
Tarik Ben Hallaj, Adresse à mes frères et sœurs algériens, 1997
Technological desporism, Ian Tillinn (A)
Todd (a trip through the mind of Emmanuel), Of frantic empires and terror war or barbarians and Budget cuts
Toulouse nécropole, La production d'armement dans la région toulousaine
Trade Union Politics American unions and economic changes, 1960s 1990s, Humanities Press (A)
Trotsky (cercle Léon-), Billancourt, reflet des luttes sociales
Twenty Years of cumulative index to Labour History -1960-1979

U

Unemployed struggles in France (A)
Universaliste (L'), juin 2003
Uprising and class struggle in Egypt, 2011, 2011 (A)
Utopic (L')

Q

Van den Linden, On council communism (A)
Vital signs n° 2 (A)

W

Wagner: L'anarchie et la révolution espagnole (ADEL)
Weekly People -1978 (A)
What is a sit down strike? Wildcat n° 9 (A)
Why Social Scurity won't be enough to save Wall Street, Michael Hudson (A)
Work, Counterplanning on the shopfloor, Bill Watson
Workers consciousness and trade union response (on India (A)

Z

Zerzan John and the primitive confusion, par En attendant, Chronos publication (A)

Bien d'autres matériaux sont disponibles et peuvent être envoyés :
Sur papier : brochure de présentation contenant une liste de publications anciennes ; index des articles parus depuis l'origine jusqu'au n°133 ; plusieurs anciens numéros dépareillés d'Informations Correspondance Ouvrières, d'Echanges, de Dans le Monde une classe en lutte; la brochure d'ICO sur mai 68.
Sur CD la collection complète d'ICO, d'Echanges et de « Dans le Monde... »

BROCHURES DISPONIBLES

La Chine débarque dans l'UE (août 2013, 3 euros)

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire (décembre 2012, 3 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte**, Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003 (2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande**, par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (*DLM*),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif. La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.
La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org

ÉCHANGES N° 152 — Eté 2015